

CONSEIL COMMUNAL DU 29 JUIN 2017
GEMEENTERAAD VAN 29 JUNI 2017

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Georges Pollet, *Président du Conseil communal/Voorzitter van de Gemeenteraad* ;
Pierre Muylle, *Bourgmestre f.f./Wvd Burgemeester* ;
Ali Ince, Christian Beozieri, Jeanine Joannes-Wouters, Eliane Lepoivre-Daels (jusqu'au point 48/tot punt 48), Fatiha Saidi, Martine Raets, Dominique Clajot, Mohamed Ridouane Chahid, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Ingrid Haelvoet, Marc Bondu (jusqu'au point 48/tot punt 48) , Alain Vander Elst, Pascal Freson, Belma Tek, Margriet Hubrechts, Véronique Mbombo Tshidimba, David Cordonnier, Jean-Philippe Mommart, Hicham Talhi, Fabienne Derome, Firyan Kaplan, Laurent Ali Chaftar, Housini Chairi, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Dirk Borremans, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris* ;
Joëlle Sautois, avocate/avocaat (pour le point 78/voor het punt 78).

Excusés
Verontschuldigd

Rudi Vervoort, Guy Vanhengel, Joseph Corten, Pierre Goberecht, Rachid Chikhi, Karin Bouko, Mohamed Kheddoumi, Sabrina Cornu, Martine Empain, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Katrien Debeuckelaere, *Président du CPAS, siégeant avec voix consultative en application des articles 103 de la Nouvelle Loi Communale et 28§4 de la loi organique des CPAS/Voorzitter van het OCMW, zetelend met raadgevende stem in toepassing van de artikels 103 van de Nieuwe Gemeentewet en 28§4 van de organieke wet op de OCMW's.*

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Monsieur G. Pollet, Président, demande conformément à l'article 97 de la nouvelle loi communale l'accord du conseil pour l'ajout de cinq points complémentaires à l'ordre du jour, à savoir :

- Acquisition de deux niveaux à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg – Décision de principe.
- Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.
- Désignation d'un représentant de la commune d'Evere auprès de l'asbl "Mission locale de Saint-Josse".
- Arrêt du Conseil d'Etat du 13.06.2017 dans le cadre de la sanction disciplinaire infligée à M. COLIN, Laurent, assistant administratif. Pour prise d'acte et suites utiles.
- AP School - Complexe Clair-Vivre.

Tous les membres présents marquent leur accord, à savoir: mesdames et messieurs : Pollet, Muylle, Ince, Beozieri, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Kaplan, Chaftar, Chairi.

De heer G. Pollet, Voorzitter, vraagt overeenkomstig het artikel 97 van de nieuwe gemeentewet het akkoord van de gemeenteraad voor de toevoeging van vijf bijkomende punten aan de agenda, te weten :

- Aankoop van twee niveaus met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-25 - Principebeslissing.
- Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.
- Aanduiding van een afgevaardigde van de gemeente Evere in de schoot van de vzw "Lokaal steunpunt Sint-Joost".
- Arrêt du Conseil d'Etat du 13.06.2017 dans le cadre de la sanction disciplinaire infligée à M. COLIN, Laurent, assistant administratif. Pour prise d'acte et suites utiles.
- AP School - Complexe Clair-Vivre.

Alle aanwezige leden gaan akkoord, te weten de dames en heren : Pollet, Muylle, Ince, Beoziere, Joannes-Wouters, Lepoivre-Daels, Saidi, Raets, Clajot, Chahid, Haelvoet, Bondu, Vander Elst, Freson, Tek, Hubrechts, Mbombo Tshidimba, Cordonnier, Mommart, Talhi, Derome, Kaplan, Chaftar, Chairi.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

29.06.2017/A/0001 **Participation du citoyen dans la vie communale.**

Madame Odette Van Poeyer est invitée à s'exprimer en ce qui concerne le projet pour le site Josaphat.

Madame Odette Van Poeyer donne lecture du texte suivant :

Bonjour Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les membres du Conseil communal.

Mon nom est Odette Van Poeyer et j'habite Clos de l'Oasis. Je m'exprime ce soir au nom de tous mes voisins du Clos. Nous vous remercions d'avoir mis notre interpellation citoyenne à l'ordre du jour de ce Conseil.

La Société d'Aménagement Urbain (SAU-MSI.Brussels) a présenté le projet du nouveau quartier à implanter sur la friche Josaphat, intitulé « Josaphat : vivre et travailler dans un parc ».

En tant que Bruxellois, nous sommes conscients des enjeux actuels de la Région. Nous sommes également bien conscients du fait que la Région bruxelloise est à la fois propriétaire du site, concepteur et promoteur du projet mais aussi l'autorité compétente pour la délivrance des permis.

Nous sommes conscients mais aussi très inquiets des effets corollaires qui vont impacter la vie des habitants de notre commune.

Nous attirons donc votre attention sur les problèmes bien réels qui vont se poser et nous vous soumettons nos questions pour lesquelles nous attendons des réponses et positions claires de votre part.

1. Manque de participation et consultation de la population riveraine

C'est seulement après une pétition de plus de 1000 signatures que la Région nous a communiqué une documentation sommaire au sujet du projet. Cependant, l'appel à projet pour la première phase est déjà soumis aux promoteurs privés, avec un calendrier ne permettant plus de consultation citoyenne.

Nous demandons à être partie prenante de ce projet et à être informés régulièrement et en détail de son évolution.

2. Etudes d'incidences sur les quartiers adjacents

A notre connaissance, aucune étude d'incidence globale relative aux différents types de pollutions n'a été publiée. Nous sommes loin des modèles idéaux de création de nouveaux éco-quartiers !

3. Sur-densification de population

1600 logements sont prévus sur le site, soit 4.390 habitants sur 14 ha, soit 313 habitants/ha. A titre de comparaison, le quartier voisin de Terdelt ne compte que 139 habitants/ha et la moyenne régionale à Bruxelles n'est que de 72 habitants/ha (moins d'un quart de ce qui est prévu pour le projet Josaphat).

4. Nombre et types de logements

Quid du type de population et de la mixité sociale pour éviter la création d'un nouveau ghetto ? La mixité et la répartition des différents types de logements sur l'ensemble du site est cruciale !

5. Espaces verts et espaces de rencontre

Si des espaces verts rectangulaires sont bien prévus entre les bâtiments, nous plaçons plutôt pour la création de réels lieux de rencontres, de plaines de jeux, ... Nous demandons que ces lieux soient pensés afin de permettre aux habitants de tout âge d'en profiter de façon sécurisée et conviviale.

6. La mobilité nous semble le problème le plus crucial

Ce dernier point est vital pour l'avenir du quartier Josaphat mais aussi pour les quartiers environnants.

Pour Schaerbeek, les entrées et sorties de trafic ne pourront s'effectuer que par le Bd Lambermont ou via une issue carrossable à proximité immédiate du rond-point Latinis/Gilisquet. Pour Evere, la sortie du quartier Josaphat s'effectuera par la rue De Boeck. Or, le trafic aux heures de pointe à ces différents endroits est déjà fort problématique.

Nous demandons un réaménagement total de l'axe Lambermont avec l'implantation d'un rond-point sur le Bd Général Wahis à la sortie du site. Ce rond-point permettrait de prendre la direction de la place Meiser ou du pont Van Praet sans avoir à passer par des axes déjà trop étroits.

Plus particulièrement pour Evere, les habitants du Clos de l'Oasis rappellent qu'ils se sont battus lors de l'installation du tram sur le Léopold III afin de conserver le petit parc situé à la frontière avec Schaerbeek. Aujourd'hui encore, ils ne veulent pas le voir détruit pour permettre l'implantation d'une sortie additionnelle du nouveau quartier.

Nous sommes également très inquiets quant aux possibilités réduites de parking prévues dans le quartier Josaphat (seuls 80% des logements disposeront semble-t-il d'un parking !). Cela nous semble bien insuffisant et nous craignons de fortes répercussions sur les quartiers environnants dans les avenues Latinis et Gilisquet, dans les rues De Boeck et Kurth mais aussi dans l'avenue des Jardins et dans le Clos de l'Oasis puisque 3 passerelles piétonnes sont prévues dans cette direction.

Afin d'inciter les nouveaux habitants à utiliser d'autres moyens de transport, nous suggérons la création d'un pôle intermodal en déplaçant la gare d'Evere et en regroupant RER, tram et bus à la sortie du site sur le Bd Wahis.

Vous l'aurez compris, nous demandons que le nouveau quartier soit repensé en lui donnant une dimension humaine et en tenant compte de la réalité de l'environnement dans lequel il va venir s'intégrer.

Nous vous demandons des réponses claires à toutes ces questions et souhaitons savoir comment vous, nos élus communaux, entendez peser sur les décisions qui pourraient être prises de façon unilatérale par la Région bruxelloise.

Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff, répond :

Je comprends parfaitement l'inquiétude des habitants – riverains du site Josaphat face à la création d'un nouveau quartier qui impactera leur vie quotidienne, positivement avec l'arrivée de nouveaux espaces verts accessibles au public, avec l'arrivée sur la partie éveroise d'une nouvelle école, d'une crèche mais aussi d'installations sportives sur la partie schaarbeekoise du site mais aussi plus négativement avec une augmentation du trafic, avec une perturbation des habitudes et la suppression d'un coin tranquille de la commune.

Les inquiétudes exprimées se trouvent aussi liées à la prise en compte d'intérêts locaux qui sont parfois contradictoires avec l'intérêt général exprimé au niveau régional.

Les habitants se plaignent du peu de concertation autour du projet et ils ont sans doute raison.

Une seule réunion d'information et un site web, c'est trop peu.

Une part de vos inquiétudes vient aussi de là.

L'enquête publique sur le projet de Plan d'Aménagement Directeur (PAD) est l'occasion de corriger le tir et de repartir sur de meilleures bases pour une bonne information permettant aux habitants de se prononcer en toute connaissance de cause. En tant que Bourgmestre, mais aussi le Collège dans son ensemble, nous y veillerons !

Mais, soyons de bon compte : la Commune a besoin que ce large terrain aujourd'hui vague et en friche qui apporte aujourd'hui insécurité pour les riverains ne le sera plus demain s'il est aménagé.

Oui, la Région a besoin de logements et particulièrement de logements financièrement accessibles pour les bruxellois. Les 45.000 bruxellois en attente d'un logement social doivent aussi être entendus.

Oui, la Région et notre commune en particulier ont besoin d'écoles et de salles de

sports de quartier.

Oui, la Région doit développer l'emploi local et réserver des endroits pour le faire parmi les rares terrains encore disponibles.

Et localement, les nouveaux habitants, les écoliers et les travailleurs génèrent des déplacements qui perturbent les quartiers riverains.

On pourra prendre toutes les mesures et précautions que l'on veut, cette réalité est là et est indéniable.

Il convient dès lors de se poser 3 questions :

1. La densité du nouveau quartier est-elle légitime ?
2. Le nouveau quartier, quand il sera construit, présentera-t-il des garanties suffisantes de qualité de vie ?
3. Tout est-il mis en œuvre pour gérer la mobilité ?

En examinant les chiffres avec impartialité, on doit reconnaître que la densité de population est comparable à celles des quartiers environnants. La densité des constructions par contre est élevée. Elle est équivalente à la densité bâtie des quartiers les plus denses qui entourent le site. Il est clair que la suppression d'environ 200 logements qui a été opérée sous la pression exercée par les riverains, entre le plan de 2014 et ce qui figure maintenant sur le site, est bienvenue. Il faut dire aussi que cette densité bâtie résulte de la surface importante laissée aux espaces verts sur le site. Comme toujours, on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre : moins de surface bâtie et moins de hauteur pour les bâtiments...

Ce qui nous amène à la question essentielle qui est celle de la qualité de vie du nouveau quartier. Ce qui est montré sur le site montre en tout cas des intentions louables de la part de la Région. Pas de grands immeubles regroupant tous les logements sociaux, suffisamment d'équipements prévus, suffisamment d'espaces verts publics et notamment des espaces verts actifs pour le public. Il reste à voir si ces belles intentions seront concrétisées avec des moyens suffisants... Plusieurs conseillers communaux siègent au parlement régional et sont très attentifs à ce que les engagements pris soient tenus.

Enfin la question de la mobilité. Les études qui ont été menées semblent montrer que le projet est raisonnable. Mais les études restent les études. La réalité ne s'y plie pas toujours. En plus, les habitudes de mobilité dans ce quartier vont fortement évoluer en fonction de l'implantation du métro. C'est pourquoi, le Collège se réjouit du monitoring de mobilité que la Région entend réaliser dans les quartiers environnants. C'est une première dans la Région et cela nous permettra de pouvoir surveiller l'évolution de la situation et tirer la sonnette d'alarme à temps si un problème survient.

On peut également se réjouir de voir que la question du stationnement est bien anticipée par la construction, dès le départ, d'un parking public qui va empêcher le stationnement parasite dans les quartiers environnants.

N'oublions pas également que la partie éveroise du site aura une gare RER qui sera complètement réaménagée et permettra aussi une mobilité depuis et vers le site qui sera bien meilleure.

Ici, aussi notre attention sera nécessaire. Ce nouveau quartier peut réellement être une opportunité pour Evere et pour les quartiers riverains si et seulement si TOUS les engagements pris sont respectés. Ils sont novateurs et mobiliseront d'énormes moyens. Le Collège en tout cas veillera à ce que les promesses soient tenues. C'est l'engagement que je prends devant vous ce soir.

REPONSES AUX QUESTIONS PRECISES POSÉES

Dès réception de votre interpellation citoyenne, mon cabinet a immédiatement pris contact avec la Région bruxelloise qui, comme vous le dites si justement, est à la fois propriétaire du site, concepteur et promoteur du projet mais aussi l'autorité compétente pour la délivrance des permis.

Notre intervention communale reste à la marge certes mais nous avons tout de même la faculté d'être entendus en tant qu'autorité communale.

Des divers contacts pris avec la Région, voici les éléments – tout de même rassurants – que j'ai reçus et que j'ai le plaisir de vous livrer en réponse à vos différentes questions concrètes.

1. Participation et consultation de la population

La procédure de dialogue compétitif qui va être lancée a pour objectif de désigner un développeur pour réaliser une première phase d'urbanisation.

Le dialogue participatif aura aussi pour effet de mettre en place un processus participatif plus grand que ce qu'il a été jusqu'à présent.

Avant cette désignation (mi-2019) il y aura eu l'enquête publique sur le projet de Plan d'aménagement directeur (PAD) et la décision d'adoption de celui-ci par le Gouvernement bruxellois.

Le projet qui sortira du dialogue devra être conforme au Plan d'aménagement directeur (PAD).

La Société d'Aménagement urbain (SAU) prévoit en outre une consultation (non liante) des Everois et des Schaerbeekoïses au sujet des offres finales produites à l'issue du dialogue compétitif, en parallèle à l'appréciation par un comité d'avis constitué d'experts. Le Conseil d'Administration de la Société d'Aménagement urbain (SAU) se prononcera en tenant en compte les deux appréciations.

2. Etudes d'incidence

Un Rapport d'Incidences environnementales (RIE) global, tel qu'exigé par le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire (CoBAT) pour un Plan Particulier d'Affectation du Sol (PPAS) a été réalisé hors obligation légale par la Société d'Aménagement urbain (SAU) sur le projet de Plan directeur de 2014.

Les conclusions de ce RIE (et des études complémentaires qu'il a impliquées) ont été examinées par le Gouvernement qui a décidé de faire modifier le projet en conséquence.

Après entrée en vigueur du nouveau Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire, un

projet de Plan d'Aménagement Directeur sera adopté par le Gouvernement.

Ce projet de Plan sera soumis à l'enquête publique accompagné d'un RIE complet et d'un résumé non technique. Il s'agira de rassembler en un seul document les études qui ont été réalisées et de produire l'analyse prévue par le Code Bruxellois d'Aménagement du Territoire sur le projet tel qu'il a été amendé.

Dès l'approbation du CoBAT à la prochaine rentrée parlementaire, le projet de Plan Directeur sera adopté par le Gouvernement très prochainement et sera soumis à l'enquête à ce moment, afin d'éviter une consultation à la va-vite et pendant les vacances.

3. Surdensification

Le chiffre de 313 hab/ha n'est pas correct. Le projet de Plan d'Aménagement Directeur a une superficie de 33,5 ha, c'est donc sur la superficie totale que le calcul doit être fait. Le calcul des logements par hectare doit se faire et se fait sur un territoire donné total, espaces verts compris (ce qui explique une moyenne régionale, Forêt de Soignes comprise de 72 habitants à l'ha).

La densité du futur quartier est très proche de la densité actuelle moyenne autour du site qui comprend bien sûr des quartiers comme Terdelts mais aussi des configurations plus denses comme Wahis et le quartier de l'avenue des Jardins ou le Boulevard Léopold III.

Le nouveau quartier, si on se réfère à la densité de population est plus favorable que Terdelts. En termes de densité bâtie (exprimée par le rapport plancher/sol) il est tout à fait comparable à Wahis ou de l'avenue des Jardins.

4. Nombres et types de logements

Tous les détails fournis sont sur le site internet dédié spécialement au projet : <http://www.josaphat.brussels/fr/chiffres-cles>

Le site décrit précisément le pourcentage de logements de chaque type qui seront construits dans le futur quartier pour lequel la mixité sociale est un objectif clef.

Il faudra attendre les projets concrets pour savoir où chacun des types sera localisé dans l'espace.

Tant le futur PAD que les documents qui s'imposeront aux promoteurs dans le cadre des marchés imposeront qu'il n'y ait pas de regroupement de logements d'un même type dans une partie du site et imposeront le mélange de tous les types de logement à l'échelle de l'îlot urbain.

5. Espaces verts et espaces de rencontre

Le projet prévoit des placettes de quartier (Gilis, petite rue du Tilleul) et le Parc linéaire prévu le long du chemin de fer a des dimensions suffisantes pour abriter les fonctions souhaitées qui sont par ailleurs prévues.

Des espaces à vocation communautaire sont prévus et des superficies pour des équipements de ce type sont également réservés.

6. Mobilité

Par rapport aux accès au site : les études de mobilité ont montré l'intérêt de séparer certaines entrées et sorties de site pour diminuer l'impact sur les voiries existantes.

Sur Schaerbeek : une entrée depuis Gilisquet, une entrée/sortie depuis Wahis, une sortie secondaire par Tilleul.

Sur Evere : une entrée en amont du Pont De Boeck et une sortie débouchant directement sur le rond-point Léopold III. Cette nouvelle disposition permettra même une amélioration de la situation actuelle en première phase d'urbanisation.

Les simulations réalisées à partir de comptages actualisés montrent que la circulation générée par le site n'atteint pas des valeurs critiques de saturation des voiries existantes, même en fin de processus d'urbanisation.

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a cependant décidé de mettre en œuvre un monitoring de la circulation automobile dans les quartiers environnants dès avant l'arrivée des premiers habitants, afin de vérifier la concordance entre études de mobilité théoriques et réalité de terrain et ainsi pouvoir anticiper les mesures correctrices à prendre, le cas échéant.

Le rond-point Wahis a été étudié et l'étude montre que cette configuration n'offre pas d'amélioration sur Gilisquet et n'est pas favorable à la circulation sur le boulevard.

Le déplacement de la gare qui est envisagé n'est pas une bonne solution car elle entraînera la suppression de la gare de Meiser (située à 450m) en plus de la perte de celle d'Evere ce qui est défavorable à l'accessibilité de la gare pour les habitants des nouveaux immeubles de Leopold III.

A noter que le remplacement de la ligne de tram par le métro est seulement envisagée comme "à étudier" tandis que la ligne 62 présente au sud comme au nord du site, que le gouvernement a décidé de renforcer, permettra une connexion rapide au métro nord.

Le monitoring de mobilité devrait également être étendu aux questions de parking que vous évoquez légitimement dans votre interpellation. Cette question a également fait l'objet d'un point particulier dans le Rapport des Incidences environnemental (RIE) global qui a permis aussi de conclure que les modes de déplacements des Bruxellois à l'horizon des dix ou quinze prochaines années, une fois le projet finalisé, verront le déplacement par véhicule diminuer et ainsi permettre de décemment limiter le nombre de parking au chiffre indiqué à ce jour dans le projet. Pour autant, comme je le signalais déjà, le parking public qui sera construit et ce, dès le départ, limitera sensiblement le parking 'parasite' dans les quartiers environnants.

En vous remerciant, Madame, une nouvelle fois d'avoir porté ce débat essentiel devant le Conseil de ce soir, j'espère avoir pu rencontrer vos premières craintes et vous rassurer sur le fait que le Collège et moi portions, d'une part, vos craintes et d'autre part, les relayons aux autorités régionales et restions très attentifs à l'évolution de ce projet.

Le Conseil entend l'interpellation citoyenne de Madame Odette Van Poeyer. Ensuite

Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff, lui répond.

Deelname van de burger aan het gemeenteleven.

Mevrouw Odette Van Poeyer wordt uitgenodigd zich uit te drukken betreffende het project voor de Josaphat site.

De Raad hoort de burgerinterpellatie van Mevrouw Odette Van Poeyer. Vervolgens antwoordt de heer Pierre Muylle, dd Burgemeester, haar.

SECTEUR FINANCIER - SECTOR FINANCIËN

29.06.2017/A/0002 **Budget 2017: Modifications budgétaires n° 01 (service ordinaire) et n° 02 (service extraordinaire).**

Le Conseil, réuni en séance publique;

Vu le titre VI et les articles 241 et 242 de la nouvelle loi communale;

Considérant que le budget communal pour l'exercice 2017 a été voté le 26 janvier 2017;

Considérant que pour des motifs indiqués aux tableaux ci-joints, certaines allocations prévues au budget doivent être révisées;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

De modifier le service ordinaire et le service extraordinaire du budget communal pour l'exercice 2017, conformément aux indications portées aux tableaux ci-joints et d'arrêter le résultat du budget aux chiffres y figurant.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en deux exemplaires à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 14 votes positifs, 10 abstentions.

Begroting 2017: Begrotingswijzigingen nr 01 (gewone dienst) en nr 02 (buitengewone dienst).

De Raad, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op artikel VI en de artikels 241 en 242 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de begroting voor het dienstjaar 2017 gestemd werd op 26 januari 2017;

Overwegende dat om de in bijgaande tabellen opgegeven redenen zekere begrotingsposten dienen herzien te worden;

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

De gewone en de buitengewone dienst van de gemeentebegroting voor het dienstjaar 2017 te wijzigen in overeenstemming met de toelichtingen van de hierbij gevoegde tabellen en de uitkomst van de begroting vast te stellen zoals aangegeven.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 14 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

29.06.2017/A/0003 **Comptes pour l'exercice 2016 de l'a.s.b.l. Triton.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 mars 2015 approuvant la convention entre la commune d'Evere et l'a.s.b.l. Triton;

Vu les comptes pour l'exercice 2016 approuvés par l'Assemblée Générale de l'a.s.b.l. Triton en séance du 20 avril 2017;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que :

1) le bilan présente un actif et passif de 453.546,89 € ;

2) le compte de résultat se présente comme suit :

Produits d'exploitation hors dotation :	910.841,50 €
Dotation communale ordinaire 2016 :	+ 506.200,00 €
Charges d'exploitation :	- 1.331.360,57 €
Résultat d'exploitation :	85.680,93 €
Résultat financier :	- 384,79 €

Résultat exceptionnel :	+ 0,00 €
Impôts :	- 8.697,25 €
Boni de l'exercice 2016 :	+ 76.598,89 €

Vu la lettre de l'a.s.b.l. Triton du 25 avril 2017 nous transmettant la demande de ne pas réduire la dotation communale ordinaire 2017 et d'autoriser l'a.s.b.l. Triton à utiliser ce boni afin de suppléer au fonds de réserve prévu pour maintenir les installations en bon état de fonctionnement ;

Considérant que la commune n'est pas contre l'idée que l'a.s.b.l. Triton continue à maintenir les installations en bon état de fonctionnement et effectue des réparations importantes, mais que la situation financière actuelle de la commune impose une transparence précise des flux financiers ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les comptes pour l'exercice 2016 de l'a.s.b.l. Triton.

Article 2 :

De ne pas approuver la demande de l'a.s.b.l. Triton et de réduire la dotation communale 2017 de 499.400,00 € à l'article budgétaire 76406/332-02 à concurrence de 76.598,89 € (boni exercice 2016).

Article 3 :

De demander à l'a.s.b.l. Triton de nous faire parvenir une demande détaillée de leurs besoins supplémentaires dans le cadre de la maintenance des installations et des réparations importantes afin que l'administration communale puisse intégrer, après analyse, cette demande dans la prochaine modification budgétaire.

Article 4 :

De transmettre la présente délibération à l'a.s.b.l. Triton.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être soumise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Rekeningen voor het dienstjaar 2016 van de v.z.w. Triton.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 26 maart 2015, die de conventie goedkeurt tussen de gemeente Evere en de v.z.w. Triton;

Gelet op de rekeningen voor het dienstjaar 2016, goedgekeurd door de Algemene

vergadering van de v.z.w. Triton in zitting van 20 april 2017;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat:

- 1) de balans een activa en passiva van 453.546,89 € vertoont;
- 2) de resultatenrekening er als volgt uitziet:

Bedrijfsopbrengsten buiten de dotatie:	910.841,50 €
Gewone gemeentelijke dotatie 2016:	+ 506.200,00 €
Bedrijfslasten:	- 1.331.360,57 €
Bedrijfsresultaat:	85.680,93 €
Financieel resultaat:	- 384,79 €
Uitzonderlijk resultaat:	+ 0,00 €
Belastingen:	- 8.697,25 €
Batig saldo van het boekjaar 2016:	+ 76.598,89 €

Gelet op de brief dd. 25 april 2017 van de v.z.w. Triton, met de vraag om de gewone gemeentelijke dotatie 2017 niet te verminderen en de v.z.w. Triton toe te staan dit batig saldo te gebruiken om het reservefonds aan te vullen om de goede werking van de installaties te verzekeren;

Overwegende dat de gemeente niet weigerachtig staat tegenover het idee dat de v.z.w. Triton doorgaat met het onderhoud van de installaties en belangrijke renovaties uitvoert teneinde de goede werking te verzekeren, maar dat de huidige financiële situatie van de gemeente een nauwkeurige transparantie van de financiële stromen oplegt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT:

Artikel 1 :

De rekeningen voor het dienstjaar 2016 van de v.z.w. Triton goed te keuren.

Artikel 2 :

De vraag van de v.z.w. Triton niet goed te keuren en de gemeentelijke dotatie 2017 van 499.400,00 € op begrotingsartikel 76406/332-02 te verminderen ten belope van 76.598,89 € (batig saldo dienstjaar 2016).

Artikel 3 :

De v.z.w. Triton te vragen ons een gedetailleerde aanvraag te bezorgen van de aanvullende noden in het kader van het onderhoud van de installaties en belangrijke renovaties zodoende de gemeentelijke administratie deze aanvraag na analyse kan integreren in een volgende begrotingswijziging.

Artikel 4 :

Onderhavige beraadslaging over te maken aan de v.z.w. Triton.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0004 **Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph - Compte de l'exercice 2016. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Vu le compte pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph, arrêté par son Conseil de fabrique le 20 avril 2017 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2016	67.485,78 €	31.806,69 €	35.679,09 €

Considérant que le compte est accompagné des pièces justificatives et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune ;

Considérant que nous avons reçu un état du patrimoine ce qui nous permet d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église de Saint-Joseph;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Joseph.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en 2 exemplaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 18 votes positifs, 6 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Jozef - Rekening voor het dienstjaar 2016. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Jozef, afgesloten door haar kerkraad op 20 april 2017 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2016	67.485,78 €	31.806,69 €	35.679,09 €

Overwegende dat de bewijsstukken aan de rekening zijn toegevoegd en dat deze zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat hebben mogen ontvangen wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek mogelijk maakt;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek Sint-Jozef.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in tweevoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 18 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

29.06.2017/A/0005 **Fabrique d'Eglise de Saint-Vincent - Compte de l'exercice 2016 et budget de l'exercice 2018. Avis.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu le compte pour l'exercice 2016 et le budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Vincent, arrêté par son Conseil de fabrique le 3 mai 2017 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2016	27.493,54 €	27.263,54 €	230,00 €

Budget pour l'exercice 2018	28.384,00 €	28.280,00 €	104,00 €
-----------------------------	-------------	-------------	----------

Considérant que le compte 2016 est accompagné des documents nécessaires et des pièces justificatives et se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Considérant que nous avons reçu un état du patrimoine ce qui nous permet d'avoir une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'Eglise de Saint-Vincent;

Considérant que le budget 2018 se clôture avec un excédent sans intervention pécuniaire de la commune;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS FAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte pour l'exercice 2016 et du budget pour l'exercice 2018 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Vincent.

Article 2 :

De transmettre au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale la présente délibération et le dossier en six exemplaires.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 18 votes positifs, 6 abstentions.

Kerkfabriek van Sint-Vincentius - Rekening voor het dienstjaar 2016 en begroting voor het dienstjaar 2018. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2016 en de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Vincentius, afgesloten door haar kerkraad op 3 mei 2017 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2016	27.493,54 €	27.263,54 €	230,00 €
Begroting voor het dienstjaar 2018	28.384,00 €	28.280,00 €	104,00 €

Overwegende dat de nodige documenten en bewijsstukken aan de rekening 2016 zijn toegevoegd en dat deze zich met een overschot afsluit zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Overwegende dat de we een vermogensstaat hebben mogen ontvangen wat een duidelijk overzicht van de boekhouding van de Kerkfabriek Sint-Vincentius mogelijk maakt;

Overwegende dat de begroting 2018 zich afsluit met een overschot zonder financiële tussenkomst van de gemeente;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een GUNSTIG ADVIES uit te brengen nopens de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2016 en de begroting voor het dienstjaar 2018 van de Kerkfabriek Sint-Vincentius.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging en het dossier in zesvoud over te maken aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 18 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

29.06.2017/A/0006 Fabrique d'église Epiphanie - Compte de l'exercice 2016. Avis.

LE CONSEIL, réuni en séance publique;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1969 déterminant la circonscription de ladite église sur le territoire de la commune d'Evere et de la commune de Schaerbeek;

Vu le compte pour l'exercice 2016 de la fabrique d'église Epiphanie, arrêté par son Conseil de fabrique le 28 février 2017 comme suit :

	Recettes	Dépenses	Excédent
Compte pour l'exercice 2016	92.190,28 €	48.365,19 €	43.825,09 €

Considérant que ledit compte se clôture par un excédent sans intervention pécuniaire des communes, mais que l'absence d'un état du patrimoine ne nous permet pas d'avoir

une vue claire de la comptabilité de la fabrique d'église Epiphanie;

Considérant l'absence de pièces justificatives;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'émettre un AVIS DEFAVORABLE au sujet de l'approbation par l'autorité supérieure du compte de l'exercice 2016 de la fabrique d'église Epiphanie.

Article 2 :

De transmettre la présente délibération en cinq exemplaires à l'Administration communale de Schaerbeek, accompagnée du dossier.

Article 3 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 16 votes positifs, 8 abstentions.

Kerkfabriek Epifanie - Rekening voor het dienstjaar 2016. Advies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op het koninklijke besluit van 25 november 1969, dat het district van bovengenoemde kerk op de gemeente Evere en de gemeente Schaarbeek bepaalt;

Gelet op de rekening voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek Epifanie, afgesloten door haar kerkraad op 28 februari 2017 als volgt :

	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
Rekening voor het dienstjaar 2016	92.190,28 €	48.365,19 €	43.825,09 €

Overwegende dat de bedoelde rekening zonder financiële tussenkomst van de gemeenten een overschot vertoont, maar dat de afwezigheid van een staat van haar vermogen een duidelijk overzicht van de boekhouding van de kerkfabriek Epifanie onmogelijk maakt;

Overwegende de afwezigheid van bewijsstukken;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 :

Een ONGUNSTIG ADVIES uit te brengen inzake de goedkeuring door de hogere overheid van de rekening voor het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek Epifanie.

Artikel 2 :

Onderhavige beraadslaging in vijf exemplaren aan het Gemeentebestuur van Schaarbeek over te maken, vergezeld van het dossier.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 16 positieve stemmen, 8 onthoudingen.

29.06.2017/A/0007 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2017;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1

De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2018.

Article 2

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, § 2;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2017 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2018.

Artikel 2

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0008 **Taxe sur la mise à disposition ou la mise en location de logements meublés, hors activité hôtelière. Exercices 2017 - 2021. (Modification).**

LE CONSEIL, réuni en séance publique ;

Vu l'article 170, § 4, de la Constitution ;

Vu les articles 117 et 118 de la nouvelle loi communale ;

Vu les finances communales et notamment l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique;

Vu l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la délibération du 18 décembre 2014, établissant pour les exercices 2015 à 2019 une taxe sur la location de chambres dans le cadre d'une activité hôtelière, approuvée par lettre du 3 mars 2015 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le règlement établissant pour l'exercice 2017 des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, adopté par le Conseil communal le 24 janvier 2017;

Vu le règlement abrogeant, pour les exercices 2017 et 2018 la taxe sur la location de chambres dans le cadre d'une activité hôtelière, adopté par le Conseil communal le 24 janvier 2017;

Vu les besoins de la Commune et les services rendus à la population ;

Considérant le nombre élevé de logements meublés mis à disposition ou loués sur le

territoire de la Commune d'Evere ;

Considérant que les propriétaires et utilisateurs de ces logements meublés établis sur le territoire de la commune peuvent bénéficier de toutes les infrastructures communales, sportives ou culturelles, en ce compris de ses voiries arborées et parcs dont l'entretien représente un coût certain et non négligeable que ce soit en termes de propreté, décorations florales ou festives, sécurité,... ceci constituant une plus-value certaine pour les propriétaires qui ont incontestablement à y contribuer financièrement ;

Considérant de plus que les logements meublés sont le plus souvent destinés à être occupés de façon provisoire et, par la même occasion, à changer fréquemment de locataires: ce qui implique, par ailleurs, des emménagements et déménagements successifs de nature à créer des désagréments pour le voisinage; que la non-inscription en résidence principale à Evere (Registre national) en découlant entraîne l'impossibilité pour la commune de bénéficier de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques concernant des logements pourtant occupés;

Considérant, par conséquent, que la perception de la taxe visée au présent règlement assure une répartition équitable de la charge fiscale entre les différents contribuables.

Vu le dossier administratif porté ce jour à la connaissance des conseillers communaux ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1

D'adopter le règlement-taxé suivant : taxe sur la mise à disposition ou la mise en location de logements meublés, hors activité hôtelière.

Taxe sur la mise à disposition ou la mise en location de logements meublés, hors activité hôtelière

I. DUREE ET ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1

Il est établi pour les exercices 2017 à 2021 une taxe annuelle sur la mise à disposition ou la mise en location de logements meublés, hors activité hôtelière.

Cette taxe frappe le fait de la mise à disposition ou de la mise en location indépendamment de toute occupation effective.

Article 2

Au sens du présent règlement, il faut entendre par :

« La mise à disposition ou location de logements meublés » : le logement garni de plusieurs meubles par une personne autre que le locataire, même différente du propriétaire ou du locataire principal du bien immobilier, et même si une partie des meubles est la propriété du locataire.

II. MONTANT DE LA TAXE

Article 3

- Le montant de la taxe est fixé à 1.000,00 EUR par an par logement meublé dont la surface totale mise à disposition est inférieure à 50 m² ;

- Le montant de la taxe est fixé à 1.200,00 EUR par an par logement meublé dont la surface totale mise à disposition est de 50 m² à 75 m² inclus ;
- Le montant de la taxe est fixé à 1.400,00 EUR par an par logement meublé dont la surface totale mise à disposition est supérieure à 75 m² et inférieure ou égale à 100 m² ;
- Le montant de la taxe est fixé à 1.600,00 EUR par an par logement meublé dont la surface totale mise à disposition est supérieure à 100 m².

Article 4

La taxe est due pour l'année entière au 1er janvier de chaque année civile quel que soit le moment de la mise à disposition ou la mise en location du logement dans l'année en cours.

Lors d'un transfert de propriété, la taxe sera calculée prorata temporis. Le mois entamé est compté pour un mois plein à charge de celui qui était l'assujetti avant le transfert de propriété. Le nouvel assujetti sera enrôlé pour le reste de l'année en cours.

III. REDEVABLE

Article 5

La taxe est due par la personne physique ou morale, sous quelque forme ou dénomination que ce soit, qui met les logements meublés à disposition ou en location.

IV. EXONERATION

Article 6

Ne tombent pas sous l'application du présent règlement:

- les hôpitaux, les cliniques, les dispensaires et les maisons de repos et/ou de soins reconnues comme tel par la Commission communautaire française ou la Commission communautaire commune de la région de Bruxelles-Capitale, ainsi que celles reconnues par la Communauté flamande ;
- toute installation qui pourvoit à l'hébergement de touristes, soumise à l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique : l'exonération sera calculée prorata temporis au nombre de nuitées relatif à ladite taxe régionale.

V. DECLARATION

Article 7

7.1. Déclaration : Les assujettis adressent à l'administration communale une déclaration dans un délai de quinze jours calendrier, à partir de la mise à disposition ou location du logement meublé, sur un formulaire tenu à leur disposition. Cette déclaration reste valable jusqu'à révocation expresse par l'assujetti. La preuve de révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous documents et renseignements visant à contrôler la teneur de sa déclaration.

7.2. Taxation d'office : A défaut de déclaration dans le délai imparti, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe sera enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs de recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe sera majorée de la moitié du montant qui est dû. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

7.3. Mesures de contrôle : Les agents désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusque preuve du contraire.

VI. MODE DE PAIEMENT

Article 8

L'assujetti recevra chaque année un avertissement - extrait de rôle, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale. Le montant global de la taxe calculé selon les modalités reprises sera payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement – extrait de rôle. A défaut de paiement, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat. Ces intérêts sont calculés à partir de la date de l'enrôlement de la taxe. En cas de cessation ou de cession, les droits sont payables dans les cinq jours de cessation ou de la cession. La taxe est payable immédiatement si les droits de la Commune sont en péril. Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

VII. CONTENTIEUX

Article 9

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne : le nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

VIII. REGLEMENT PRECEDENT

Article 10

Le présent règlement remplace le règlement taxe sur la mise à disposition ou la mise en location de logements meublés, hors activité hôtelière (2015-2019), adopté par le Conseil communal le 18 décembre 2014, à partir du cinquième jour qui suit le jour de la publication par voie d'affichage et ce à partir de l'exercice 2017.

Article 2

La présente délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Belasting op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit. Dienstjaren 2017 – 2021. (Wijziging).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 170, § 4, van de Grondwet;

Gelet op de artikelen 117 en 118 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de gemeentelijke financiën, in het bijzonder artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Gelet op de beraadslaging dd. 18 december 2014, houdende vestiging voor de dienstjaren 2015 tot 2019 van een belasting op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit, goedgekeurd bij brief dd. 3 maart 2015 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het reglement houdende vestiging voor het dienstjaar 2017 tot het vaststellen van opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 24 januari 2017;

Gelet op de opheffing van het reglement betreffende de belasting op het te huur stellen van kamers in het kader van een hotelactiviteit voor de dienstjaren 2017 en 2018, goedgekeurd door de Gemeenteraad van 24 januari 2017;

Gelet op de gemeentelijke behoeften en de geleverde diensten aan de bevolking;

Overwegende het hoge aantal ter beschikking gestelde of verhuurde gemeubelde verblijven op het grondgebied van de gemeente Evere;

Overwegende dat de eigenaars en de gebruikers van deze gemeubelde verblijven gevestigd op het grondgebied van de gemeente gebruik kunnen maken van de gehele sportieve en culturele gemeentelijke infrastructuur die hen ter beschikking wordt gesteld, inclusief het wegennet en de parken waarvan het onderhoud een zekere en niet onbelangrijke kost met zich meebrengt, dit zowel op het gebied van netheid, feest-en/of bloemenversieringen als de veiligheid ... en dat al deze voordelen een zekere meerwaarde betekenen voor de eigenaars, en zij bijgevolg ontegensprekelijk financieel dienen bij te dragen in de kosten;

Overwegende bovendien dat de gemeubelde verblijven meestal bestemd zijn voor voorlopige bezetting en, bij dezelfde gelegenheid, regelmatig van huurder veranderen : wat bijgevolg met zich meebrengt dat de opvolgende betrekkingen van de verblijven en verhuizingen ongemakken voor de buurt veroorzaken; hieruit volgt dat de niet-inschrijving als hoofdverblijf te Evere (Nationaal Register) maakt dat het voor de gemeente onmogelijk is te kunnen genieten van de aanvullende belasting op de personenbelasting, voor verblijven die nochtans bewoond zijn;

Overwegende dat de inning van de beoogde belasting in het onderhavige reglement een billijke verdeling verzekert van de fiscale last onder de verschillende belastingplichtigen;

Gelet op het administratief dossier, heden ter kennis overgemaakt aan de gemeenteraadsleden;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen :

BESLUIT :

Artikel 1

Volgend belastingreglement goed te keuren: belasting op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit.

Belasting op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit

I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt voor de jaren 2017 tot 2021 een jaarlijkse belasting gevestigd op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit. Deze belasting belast het feit van het ter beschikking stellen of te huur stellen, onafhankelijk van de al dan niet werkelijke bezetting.

Artikel 2

In de zin van huidig reglement dient verstaan te worden onder :

« Het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven » : het verblijf voorzien van meerdere meubels door een andere persoon dan de huurder, zelfs verschillend van de eigenaar of van de voornaamste huurder van het verblijf, en zelfs indien een deel van de meubels eigendom is van de huurder.

II. AANSLAGVOET

Artikel 3

- Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 1.000,00 euro per jaar per gemeubeld verblijf wanneer het totaal van de ter beschikking gestelde oppervlakte kleiner is dan 50 m²;
- Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 1.200,00 euro per jaar per gemeubeld verblijf wanneer het totaal van de ter beschikking gestelde oppervlakte varieert van 50 m² tot 75 m² inbegrepen;
- Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 1.400,00 euro per jaar per gemeubeld verblijf wanneer het totaal van de ter beschikking gestelde oppervlakte groter is dan 75 m² en kleiner of gelijk aan 100 m²;
- Het bedrag van de belasting is vastgesteld op 1.600,00 euro per jaar per gemeubeld verblijf wanneer het totaal van de ter beschikking gestelde oppervlakte groter is dan 100 m².

Artikel 4

De belasting is verschuldigd voor het hele jaar op 1 januari van ieder burgerlijk jaar, ongeacht het moment van het ter beschikking stellen of te huur stellen van het verblijf tijdens het lopende jaar.

Ingeval van overdracht van eigendom zal de belasting prorata temporis berekend worden. De begonnen maand wordt aanzien als een volledige maand ten laste van de belastingplichtige voor de overdracht van eigendom. De nieuwe belastingplichtige zal

ingekohierd worden voor de rest van het lopende jaar.

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon, onder welke vorm of benaming ook, die gemeubelde verblijven ter beschikking stelt of te huur stelt.

IV. VRIJSTELLING

Artikel 6

Vallen niet onder de toepassing van dit reglement:

- de ziekenhuizen, de klinieken, de dispensaria en de rust- en/of verzorgingstehuizen als zodanig erkend door de Franse Gemeenschapscommissie of de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest evenals deze erkend door de Vlaamse Gemeenschap;
- iedere instelling die onderdak biedt aan toeristen, onderworpen aan de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies: de vrijstelling zal worden berekend prorata temporis het aantal nachten onderworpen aan de betreffende de gewestbelasting.

V. AANGIFTE

Artikel 7

7.1 Aangifte : De belastingplichtigen bezorgen aan het gemeentebestuur een aangifte binnen een termijn van veertien kalenderdagen, vanaf het ter beschikking stellen of te huur stellen van een gemeubeld verblijf, op een ter hun beschikking gesteld formulier. Deze aangifte blijft geldig tot de uitdrukkelijke opzegging van de belastingplichtige. Het bewijs van herroeping moet door de belastingplichtige geleverd worden. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle nodige documenten en inlichtingen te verstrekken, die toelaten om zijn verklaring na te gaan.

7.2 Van ambtswege inkohiering : Bij gebrek aan aangifte binnen de vastgestelde termijn, of ingeval van fraude, onjuiste of onvolledige aangifte, zal de belasting van ambtswege ingekohierd worden. Alvorens tot ambtshalve inkohiering over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag meegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven via de post. In geval van ambtshalve inkohiering zal de belasting verhoogd worden met de helft van het verschuldigde bedrag. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

7.3 Controlematregelen : De agenten aangeduid door het College van Burgemeester en Schepenen zijn bevoegd om te handelen bij het opmaken en/of controleren van de fiscale grondslag en de overtredingen i.v.m. het huidig reglement vast te stellen. De processen-verbaal die zij opstellen blijven geldig tot bewijs van het tegendeel.

VI. BETALINGSWIJZE

Artikel 8

De belastingplichtige zal ieder jaar een aanslagbiljet ontvangen, in overeenstemming met de ordonnantie van 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het totale bedrag van de belasting berekend volgens de hierboven vermelde modaliteiten is betaalbaar binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten van toepassing. Deze verwijlinteressen worden berekend vanaf de datum van inkohiering van de belasting. Ingeval van sluiting of overdracht zijn de rechten betaalbaar binnen de vijf dagen na sluiting of overdracht. De belasting is onmiddellijk te betalen indien de fiscale rechten van de gemeente gevaar lopen. De

verkrijger blijft de niet gestorte belastingen verschuldigd.

VII. GESCHILLEN

Artikel 9

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en schepenen, dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaarschrift moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te tellen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van de verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de termijn van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de volgende gegevens: de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een opgave van de feiten en middelen. De indiening van een bezwaarschrift is geen vrijstelling van de betaling van de belasting.

VIII. VORIG REGLEMENT

Artikel 10

Huidig reglement vervangt het belastingsreglement op het ter beschikking stellen of te huur stellen van gemeubelde verblijven, zonder hotelactiviteit (2015-2019), goedgekeurd door de Gemeenteraad dd. 18 december 2014, vanaf de vijfde dag volgend op de dag van de bekendmaking door aanplakbrief, en dit vanaf het dienstjaar 2017.

Artikel 2

Deze beraadslaging zal in tweevoud worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0009 **Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur leurs succursales. Exercices 2018 – 2022. (Renouvellement).**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu sa délibération du 10 décembre 2012, établissant pour les exercices 2013 à 2017 une taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux à l'étranger et leurs succursales, approuvée par lettre du 30 janvier 2013 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les finances communales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu le Code des Taxes assimilées aux impôts sur les Revenus, notamment l'article 74,

qui interdit aux communes d'établir, sous quelque forme que ce soit, des impositions sur les jeux et paris visés au titre III de ce Code, mais leur permet d'établir une taxe frappant les agences de paris aux courses de chevaux autorisées dans le cadre de l'article 66 du même Code, et qui dispose que la taxe communale ne peut excéder, par agence ou succursale, 62,00 euros par mois ou fraction de mois d'exploitation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2015 portant exécution des articles 6, 3°, et 12 de l'ordonnance du 19 juillet 2007 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le dossier administratif porté ce jour à la connaissance des conseillers communaux ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles-capitale, modifiée par l'ordonnance du 12 février 2015, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu l'article 6, § 2, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'art. 1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

DECIDE :

Article 1

D'adopter le règlement-taxé suivant : taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur leurs succursales.

Taxe sur les agences de paris aux courses de chevaux et sur leurs succursales

I. ASSIETTE DE L'IMPOT ET TAUX

Article 1

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2018, pour les exercices 2018 à 2022, une taxe mensuelle de 62,00 euros sur chaque agence de paris aux courses de chevaux et chaque succursale établie sur le territoire de la commune.

Cette taxe est due par mois ou par fraction de mois d'exploitation.

II. REDEVABLE

Article 2

La taxe est due par quiconque accepte des mises, enjeux ou paris, sur les courses de chevaux soit pour son compte personnel, soit à titre d'intermédiaire. Toutefois l'exploitant, le gérant ou tout autre préposé sont tenus solidairement au paiement de la taxe.

Article 3

En cas de mutation dans l'exploitation de l'établissement, le bénéfice de la taxe payée est acquis au nouvel exploitant. Celui-ci est tenu d'ailleurs au paiement de la taxe au

même titre que son prédécesseur.

III. DECLARATION ET MODE DE PAIEMENT

Article 4

a) Déclaration: Les assujettis adressent à l'administration communale une déclaration dans un délai de quinze jours calendrier, à partir du début de l'activité. Cette déclaration reste valable jusqu'à sa révocation expresse par l'assujetti. La preuve de la révocation incombe à l'assujetti. Ce dernier est tenu de fournir, sur demande, tous documents et renseignements visant à contrôler l'exactitude de sa déclaration.

b) Taxation d'office: A défaut de déclaration dans le délai imparti, ou en cas de fraude, de déclaration incorrecte ou imprécise, la taxe est enrôlée d'office. Avant de procéder à la taxation d'office, les motifs du recours à cette procédure, les éléments de taxation et le montant de la taxe sont notifiés au redevable par lettre recommandée à la poste. En cas d'enrôlement d'office, la taxe est majorée de la moitié du montant précisé à l'article 1^{er}. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

c) Mesures de contrôle: Les agents désignés par le Collège des Bourgmestre et Echevins sont qualifiés pour procéder à l'établissement et/ou au contrôle des assiettes fiscales et constater les contraventions aux dispositions du présent règlement. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusque preuve du contraire.

Article 5

L'assujetti reçoit chaque année un avertissement - extrait de rôle, conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 de la Région de Bruxelles capitale. Le montant global de la taxe calculé selon les modalités est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement - extrait de rôle. A défaut de paiement, il est fait application des règles relatives aux intérêts de retard en matière d'impôts sur les revenus au profit de l'Etat. Ces intérêts sont calculés à partir de la date de l'enrôlement de la taxe. En cas de cessation ou de cession, les droits sont payables dans les cinq jours de la cessation ou de la cession. La taxe est payable immédiatement si les droits de la Commune sont en péril. Dans ce cas, la commune en informe le redevable. Le cessionnaire reste redevable des taxes non acquittées.

IV. CONTENTIEUX

Article 6

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. Cette réclamation doit être introduite, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation. Elle doit en outre, à peine de nullité, être introduite par écrit. Elle doit être motivée, datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionner le nom, la qualité, l'adresse ou le siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens. L'introduction d'une réclamation ne dispense pas du paiement de la taxe.

Article 2

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Belasting op de agentschappen van weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijhuizen. Dienstjaren 2018 – 2022. (Hernieuwing).

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting;

Gelet op zijn beraadslaging dd. 10 december 2012, houdende vaststelling voor de dienstjaren 2013 tot 2017 van een belasting op de agentschappen van weddenschappen op paardenwedrennen in het buitenland en hun bijhuizen, goedgekeurd bij brief dd. 30 januari 2013 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de gemeentelijke financiën;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet, dat een budgettair evenwicht aan de gemeenten oplegt;

Gelet op het Wetboek van de met de Inkomstenbelastingen gelijkgestelde Belastingen, in het bijzonder artikel 74, welke de gemeenten verbiedt, onder welke vorm ook, belastingen te heffen op de spelen en de weddenschappen bedoeld in titel III van dit Wetboek, maar hun wel toelaat een belasting te heffen op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen in het kader van artikel 66 van datzelfde Wetboek, dat bepaalt dat de gemeentebelasting, per agentschap of bijhuis, de 62,00 euro per maand bedrijvigheid of per gedeelte daarvan niet mag overschrijden;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering dd. 16 juli 2015, houdende uitvoering van de artikelen 6, 3°, en 12 van de ordonnantie dd. 19 juli 2007 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het administratief dossier, heden ter kennisgeving overgemaakt aan de gemeenteraadsleden;

Gelet op de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie dd. 12 februari 2015, betreffende de vestiging, de invordering en de fiscale geschillen inzake de gemeentebelastingen;

Gelet op artikel 6, §2, van de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende het voorleggen aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

Volgend belastingreglement goed te keuren: belasting op de agentschappen van weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijhuizen.

Belasting op de agentschappen van weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijhuizen

I. GRONDSLAG EN AANSLAGVOET

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2018, voor de dienstjaren 2018 tot 2022, een maandelijkse belasting van 62,00 euro gevestigd op ieder agentschap van weddenschappen op paardenwedrennen en ieder bijhuis, gevestigd op het grondgebied van de gemeente.

Deze belasting is verschuldigd per maand bedrijvigheid of per gedeelte ervan.

II. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 2

De belasting is verschuldigd voor iedereen die inzetten, inleggen of weddenschappen aanvaardt op paardenwedrennen, hetzij voor eigen rekening, hetzij als tussenpersoon. Nochtans zijn de uitbater, de beheerder of elke andere aangesteld persoon hoofdelijk aansprakelijk tot de betaling van de belasting.

Artikel 3

Ingeval van overname van een inrichting, wordt de winst van de betaalde belasting aan de nieuwe uitbater toegekend. Deze is overigens op dezelfde wijze als zijn voorganger gehouden aan de betaling van de belasting.

III. AANGIFTE EN WIJZE VAN BETALING

Artikel 4

a) Aangifte: De belastingplichtigen dienen binnen de veertien dagen vanaf het begin van de activiteit, een aangifte in te dienen bij het gemeentebestuur. Deze verklaring blijft geldig tot haar uitdrukkelijke opzegging door de belastingplichtige. Het bewijs van de opzegging is ten laste van de belastingplichtige. Deze laatste is ertoe gehouden om, op aanvraag, alle nodige documenten en inlichtingen te verschaffen die toelaten de echtheid van de aangifte na te gaan.

b) Ambtshalve inkohiering: Bij gebrek aan dergelijke aangifte binnen de vastgestelde termijn, of in geval van fraude, of wanneer de aangifte onjuist of onvolledig is, wordt de belasting van ambtswege ingekohierd. Alvorens tot een ambtshalve inkohiering over te gaan, zullen de motieven voor deze procedure, de elementen van de belasting en het bedrag van de belasting medegedeeld worden aan de belastingplichtige per aangetekend schrijven bij de post. In het geval van een ambtshalve inkohiering, wordt de belasting verhoogd met de helft van het verschuldigde bedrag vermeld in artikel 1. Het bedrag van deze verhoging wordt eveneens ingekohierd.

c) Controlemaatregelen: De agenten aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen zijn bevoegd tot de vaststelling en/of controle van de heffingsgrondslag en de schendingen van de bepalingen van het huidig reglement. De processen-verbaal die zij opmaken blijven geldig tot bewijs van het tegendeel.

Artikel 5

De belastingplichtige ontvangt ieder jaar een aanslagbiljet, overeenkomstig de ordonnantie dd. 3 april 2014 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Het totaal bedrag van de belasting, berekend volgens de modaliteiten, is betaalbaar binnen de twee maanden na ontvangst van het aanslagbiljet. Bij niet-betaling zijn de bepalingen betreffende de verwijlinteressen inzake de Rijksbelastingen op de inkomsten van toepassing. Deze interesten worden berekend vanaf de datum van inkohiering van de

belasting. In geval van stopzetting of overdracht zijn de bedragen verschuldigd binnen de vijf dagen van stopzetting of overdracht. De belasting is onmiddellijk verschuldigd indien de belangen van de gemeente in het gedrang komen. In dat geval, informeert de gemeente de belastingplichtige hiervan. De gevolmachtigde blijft verantwoordelijk voor de niet-betaalde belastingen.

IV. GESCHILLEN

Artikel 6

De belastingplichtige kan een bezwaarschrift indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen dat als administratieve overheid optreedt. Dat bezwaar moet op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden vanaf de derde dag die volgt op de datum van verzending van het aanslagbiljet met vermelding van de duur van het bezwaar. Bovendien moet het op straffe van nietigheid schriftelijk worden ingediend. Het moet met reden omkleed zijn. Het is gedateerd en ondertekend door de eiser of zijn vertegenwoordiger en vermeldt de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingplichtige ten laste van wie de belasting wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaarschrift en een uiteenzetting van de feiten en middelen. De indiening van een bezwaarschrift geeft geen vrijstelling tot de betaling van de belasting.

Artikel 2

Deze beraadslaging aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

SECTEUR VIE CITOYENNE - SECTOR MAATSCHAPPELIJK LEVEN

29.06.2017/A/0010 **Subside à l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires pour l'année 2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le crédit de 646.323,00 € inscrit à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017, accordant des subsides aux organismes au service des ménages;

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver la convention de collaboration, en annexe, entre la commune d'Evere et l'asbl La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, pour la période du 01.01.2017 au 31.12.2017.

Article 2:

D'octroyer un subside de 17.850,00 € à l'asbl La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere - Actions communautaires Asbl
Square S. Hoedemaekers 10 - 1140 Evere
NE: 0462.885.879.

Article 3:

De comptabiliser cette dépense à l'article budgétaire 30022/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de la tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Toelage aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires voor het jaar 2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet van 646.323,00 € ingeschreven op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende de toekenning van toelagen aan de instellingen ten dienste van de gezinnen;

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De samenwerkingsovereenkomst, als bijlage, tussen de gemeente Evere en de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires, voor de periode van 01.01.2017 tot 31.12.2017, goed te keuren.

Artikel 2:

Een toelage van 17.850,00 € toe te kennen aan de vzw La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires.

La cohésion sociale d'Evere – Actions communautaires VZW
S. Hoedemaekerssquare 10 - 1140 Evere
ON: 0462.885.879

Artikel 3:

Die uitgave op het begrotingsartikel 30022/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0011 **Convention de monitoring scolaire entre Perspective.brussels (BBP) et la commune d'Evere.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les courriers du 16.03.2017 de Perspective.brussels et du 04.05.2017 de BRULOCALIS concernant la création d'un monitoring de l'offre scolaire en Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la demande de BRULOCALIS de pouvoir collaborer avec les 19 communes bruxelloises via un transfert de données statistiques concernant l'offre scolaire de chaque commune,

Vu la proposition de convention transmise par Perspective.brussels relative à la transmission et l'utilisation de données dans le cadre du monitoring de l'offre scolaire en Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'art.117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver la convention en annexe, relative à la transmission et l'utilisation de données dans le cadre du monitoring de l'offre scolaire en Région de Bruxelles-Capitale, entre la commune d'Evere et Perspective.brussels.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Overeenkomst betreffende schoolmonitoring tussen Perspective.brussels (BPB) en de gemeente Evere

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de brief van Perspective.brussels van 16.03.2017 en van BRULOCALIS van 04.05.2017 betreffende de instelling van een monitoring van het schoolaanbod in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de vraag van BRULOCALIS om te kunnen samenwerken met de 19 Brusselse gemeenten via een overdracht van statistische gegevens betreffende het schoolaanbod in elke gemeente;

Gelet op het voorstel van overeenkomst dat Perspective.brussels overgemaakt heeft betreffende de overdracht en het gebruik van gegevens in het kader van de monitoring van het schoolaanbod in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST:

Artikel 1:

De bijgevoegde overeenkomst tussen Perspective.brussels en de gemeente Evere betreffende de overdracht en het gebruik van gegevens in het kader van de monitoring van het schoolaanbod in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen in de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid overgemaakt moet worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0012 **Plaine de vacances francophone – Modification du règlement d'ordre intérieur.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu le décret de la Communauté française du 17.05.1999 relatif aux centres de vacances ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 20.09.2001 déterminant les modalités d'agrément et de subventionnement des centres de vacances ;

Vu le règlement d'ordre intérieur de la plaine de vacances francophone adopté par le conseil communal du 24.02.2011 ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier le règlement d'ordre intérieur de la plaine de vacances francophone ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'abroger le règlement d'ordre intérieur actuel de la plaine de vacances francophone (délibération du conseil communal du 17.02.2015) à partir du 30.06.2017.

Article 2 :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur ci-joint et de le déclarer en vigueur à partir du 30.06.2017.

Article 3 :

De charger les responsables des plaines de vacances de remettre le règlement d'ordre intérieur aux parents lors de chaque nouvelle inscription.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Franstalige speelpleinwerking - Wijziging van het huishoudelijk reglement.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 17.05.1999 betreffende de vakantiecentra;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 20.09.2001 houdende de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de vakantiecentra;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Franstalige speelpleinen goedgekeurd

door de gemeenteraad van 24.02.2011;

Overwegende dat het noodzakelijk is het huishoudelijk reglement van de Franstalige speelpleinen te wijzigen;

Gelet op het art. 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestaande huishoudelijk reglement van de Franstalige speelpleinen (beraadslaging van de gemeenteraad van 17.02.2015) vanaf 30.06.2017 in te trekken.

Artikel 2:

Bijgevoegd huishoudelijk reglement goed te keuren en van kracht te verklaren vanaf 30.06.2017.

Artikel 3:

De verantwoordelijken van de speelpleinen opdracht te geven het huishoudelijk reglement bij elke nieuwe inschrijving aan de ouders te overhandigen.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0013 **Règlement relatif aux occupations des infrastructures scolaires en dehors du temps scolaire.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu les demandes croissantes relatives à l'occupation de locaux de classes et de réfectoires en dehors du temps scolaire;

Considérant qu'il est opportun de réglementer ces diverses demandes d'occupations;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le règlement, en annexe, relatif à l'occupation d'infrastructures scolaires en dehors du temps scolaire et de le déclarer en vigueur à partir du 01.09.2017.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Reglement betreffende de bezettingen van schoolinfrastructuur na de schooltijd.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet de stijgende vraag naar bezettingen van klaslokalen en refters na de schooltijd;

Overwegende dat het opportuun is deze bezettingen te reglementeren;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het reglement, als bijlage, betreffende de bezettingen van schoolinfrastructuur na de schooltijd aan te nemen en van kracht te verklaren vanaf 01.09.2017.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0014 **Création d'un Conseil Consultatif des Jeunes.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant la place des jeunes dans notre société;

Vu l'article 120bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative

sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1er, 3° de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De créer un "Conseil Consultatif des Jeunes".

Article 2 :

D'adopter le règlement en annexe.

Article 3 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Oprichting van een Jeugadviesraad.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende de plaats van de jongeren in onze maatschappij;

Gelet op artikel 120bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1, 3° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een "Jeugadviesraad" op te richten.

Artikel 2:

Het reglement als bijlage aan te nemen.

Artikel 3:

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichthoudende overheid met

het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0015 **Octroi d'un subside à l'Entrela Centre culturel d'Evere.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu le crédit inscrit à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2017 concernant des subsides aux associations de type "Solidarité entre les peuples";

Vu que le projet «Sur ma colline – Rwanda mais avant ? Et puis après.» introduit par l'asbl l'Entrela Centre culturel d'Evere répond aux objectifs poursuivis par le service solidarité entre les peuples, à savoir déconstruire les préjugés et prévenir les replis communautaires et extrémistes;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur proposition du collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'octroyer un subside de 3.500,00€ en faveur de l'asbl l'Entrela Centre culturel d'Evere
Rue de Paris, 43
1140 Evere
Numéro d'Entreprise : 0416.184.834

Article 2:

De comptabiliser cette dépense de 3.500,00€ à l'article budgétaire 150/332-02 du budget ordinaire pour l'exercice 2017.

Article 3:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan het l'Entrela Centre culturel d'Evere.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het krediet ingeschreven op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017, houdende toekenning van subsidies aan verenigingen type "Solidariteit tussen de volkeren";

Gelet dat het project «Sur ma colline – Rwanda mais avant ? Et puis après.» ingediend door de vzw l'Entrela Centre culturel d'Evere beantwoordt aan de doelstellingen die door van de dienst solidariteit tussen volkeren nagestreefd worden, namelijk vooroordelen ontmantelen en extremistische en communautaire problemen voorkomen;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het college van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een subsidie van 3.500,00€ toe te kennen ten voordele aan de vzw l'Entrela Centre culturel d'Evere
Parijsstraat, 43
1140 Evere
Ondernemingsnummer : 0416.184.834

Artikel 2 :

Deze uitgaven van 3.500,00€ te boeken op begrotingsartikel 150/332-02 van de gewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 3 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst van de beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

29.06.2017/A/0016 **Mobilité. Règlement général complémentaire sur la police de la circulation routière.
Confier la compétence au Collège des Bourgmestre et Echevins.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle loi communale;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Considérant que les règlements complémentaires ont un champ d'application particulier et visent à adapter le code de la route aux conditions locales et particulières et que de ce fait, à chaque fois que le gestionnaire de voirie souhaite imposer une interdiction ou une obligation à un usager de la route, un règlement complémentaire doit être pris pour cette mesure;

Considérant que la signalisation ne peut être appliquée qu'après que le règlement complémentaire ait été arrêté;

Considérant que l'article 6 de l'Ordonnance relative aux règlements complémentaires permet au Conseil communal de confier la responsabilité de prendre des règlements complémentaires au Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant que cette mesure permet d'accélérer la procédure d'adaptation de la signalisation routière pour répondre efficacement aux besoins et demandes telles que la réservation d'emplacements de stationnement pour les personnes handicapées, zones de livraison, Kiss & Ride, ...;

Considérant que les stratégies globales telles que le Plan d'Action Communal de Stationnement ou le Plan Communal de Mobilité restent de la compétence du Conseil communal;

Considérant qu'à chaque nouvelle législature communale, le nouveau Conseil confirmera ou infirmera par une délibération expresse la présente délégation;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117, 119 et 133, alinéa 2 et 135, §2 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

ARTICLE 1 :

De confier la compétence de prendre des règlements complémentaires au Collège des Bourgmestre et Echevins.

ARTICLE 2 :

La présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle exercée par le ministre du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des pouvoirs locaux conformément aux dispositions de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ainsi qu'à celles de l'arrêté du gouvernement de la

Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 20 votes positifs, 4 votes négatifs.

Mobiliteit. Algemeen aanvullend reglement op de politie van het wegverkeer. De bevoegdheid aan het College van Burgemeester en Schepenen toevertrouwen.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de artikelen 112 en 114 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Overwegende dat de aanvullende reglementen een bijzonder toepassingsgebied hebben en zich er toe verbinden de wegcode toe te passen op de plaatselijke of bijzondere omstandigheden, telkens de wegbeheerder een verbod of een gebod wil opleggen aan een weggebruiker, dan moet voor deze maatregel een aanvullend reglement worden genomen;

Overwegende dat de signalisatie slechts mag aangebracht worden nadat een aanvullend reglement wordt vastgesteld;

Overwegende dat artikel 6 van de ordonnantie betreffende de aanvullende reglementen bepaalt dat de gemeenteraad de bevoegdheid om aanvullende reglementen te nemen aan het College van Burgemeester en Schepenen kan toevertrouwen;

Overwegende dat deze maatregel toelaat om de aanpassing van de verkeerssignalisatie te versnellen om een efficiënter antwoord te kunnen bieden aan de noden en de vragen zoals het voorbehouden van een parkeerplaats voor personen met een handicap, leveringszones, Kiss & Ride, ...

Overwegende dat de globale strategieën zoals het Gemeente Parkeeractieplan of het Gemeentelijk Mobiliteitsplan de bevoegdheid blijven van de gemeenteraad;

Overwegende dat bij elke nieuwe gemeentelijke legislatuur, de nieuwe Raad deze overdracht zal bevestigen of tenietdoen door een dringende beraadslaging;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117, 119 en 133, alinea 2 en 135, §2 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

ARTIKEL 1 :

De bevoegdheid om aanvullende reglementen te nemen aan het College van Burgemeester en Schepenen toe te vertrouwen.

ARTIKEL 2 :

Deze beraadslaging zal worden voorgelegd aan de toezichthoudende overheid, uitgeoefend door de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor de lokale besturen, in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 14 mei 1998, die het administratief toezicht regelt over de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, alsook met de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 20 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

29.06.2017/A/0017 **Comptes de la Régie Foncière pour l'exercice 2014.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'A.R. du 08.01.1982 par lequel le service des achats et des ventes des propriétés immobilières de la commune d'Evere est organisé en régie et géré en dehors des services généraux de la commune;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 06.11.2003 de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales et en particulier l'article 9;

Vu les instructions ministérielles du 06.02.2004;

Vu la circulaire relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2014 du MRBC et ses paramètres (index et ABEX) ;

Vu l'article 6 § 1 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 262 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver les comptes de la régie foncière pour l'exercice 2014 comprenant :

- le compte budgétaire
- le bilan
- le compte de résultats
- les annexes

Article 2:

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 14 votes positifs, 1 vote négatif, 9 abstentions.

Rekeningen van het Grondbedrijf voor het jaar 2014.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het K.B. van 08.01.1982 waardoor de dienst voor aankoop en verkoop van de onroerende goederen van de gemeente Evere wordt georganiseerd als gemeentebedrijf en beheerd wordt buiten de algemene diensten van de gemeente om;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 06.11.2003 met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven en in het bijzonder op artikel 9;

Gelet op de ministeriële richtlijnen van 06.02.2004;

Gelet op de omzendbrief betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen 2014 van het MBHG en zijn parameters (indexering en ABEX);

Gelet op artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het art. 262 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De rekeningen van het grondbedrijf goed te keuren voor het boekjaar 2014 omvattende:

- de begrotingsrekening
- de balans
- de resultatenrekening
- de bijlagen

Artikel 2 :

Deze beraadslaging in tweevoud over te maken aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 14 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 9 onthoudingen.

29.06.2017/A/0018 **Echange de terrains entre la scrl « Everecity » et la Commune.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 175 de l' Ordonnance du 17.07.2003 portant le Code bruxellois du Logement (version 2013 - texte remplacé par erratum publié aux pages 47151-47212 du M.B. du 26.07.2013), qui stipule que les réseaux de voirie équipée, construits ou à construire, sont transférés gratuitement et dans l'état dans lequel ils se trouvent à la commune ou à la Région et sont incorporés dans la voirie communale. Ce transfert s'opère à la date de la signature du procès-verbal de réception définitive authentifié par le Gouvernement ;

Considérant que ce transfert pour le quartier Permeke, le quartier Lauriers-Roses et le quartier Picardie n'a pas eu lieu à l'époque ;

Considérant qu'en plus de la reprise de la voirie un échange de terrains entre la sclr Everecity et la Commune est souhaitée en vue de la réalisation de certains projets immobiliers ;

Vu la circulaire du 22.12.2015 relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles ;

Vu les plans (en annexe) qui concernent le quartier 'Lauriers-Roses', quartier Permeke, quartier Picardie, le coin avenue Bordet et l'échange de terrains avenue Artémis, réalisés par le bureau de Topographie et d'Expertises TENSEN & HUON sprl, désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 24.11.2015, nécessaires à la précadastration des terrains à échanger entre la Commune d'Evere et EVERECITY ;

Vu les évaluations de valeur vénale (en annexe) concernant ces quartiers, réalisées par le géomètre-expert Laurent COMPAGNON, désigné par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 29.09.2015 ;

Vu le tableau récapitulatif (aussi en annexe):

ECHANGE de TERRAINS PROPOSE						
avis estim n°	N° plan	Reprise par la commune		nécessaire	superficie	valeur vénale
1	20151022_SD3-1	Cicéron Lot 1	parking et terrains	projet école CICERON	40 a 45 ca	€ 3.320.000,00
2	20151022_SD3-2	Platon	parking		6 a 65 ca	€ 1,00
3	20151022_SD3-3	Lauriers roses	tête de pipe		2 a 97 ca	€ 1,00
4	20151022_SD3-4	Vermeyleen	piétonnier		0 a 74 ca	€ 1,00
5	20151022_SD3-5	Zaventem/Gibet	parcelle 58N		2 a 64 ca	€ 1,00
6	20151022_SD3-6	Platon /Vrijdags	voiries			€ 1,00

7	20151022_SD4	Renoir	voiries			€ 1,00	s
8	20151022_SD4	Degas	voiries			€ 1,00	s
9	20151022_SD4	Allende	place			€ 1,00	s
9	20151022_SD4	Utrillo	voiries			€ 1,00	s
10	20151022_SD4	Gauguin	voiries			€ 1,00	s
11	20151022_SD4	Magritte	voiries			€ 1,00	s
12	20151022_SD4	Expressionisme	voiries			€ 1,00	s
12	20151022_SD4	Brusselmans	voiries			€ 1,00	s
12	20151022_SD4	Impressionnisme	voiries			€ 1,00	s
13	20151022_SD4	Internes (Leger)	voiries			€ 1,00	s
13b	20151022_SD4	Permeke	voiries			€ 1,00	s
14	20151022_SD5	Picardie Lot 1	voiries		6a 80 ca	€ 1,00	s
14	20151022_SD5	Picardie Lot 2	parkings		3 a 02 ca	€ 1,00	s
15	20151022_SD5	Picardie Lot 4	voiries		30 a 94 ca	€ 1,00	s
16	20151022_SD5	Picardie LOT 7	terrain parcelle 495V	jouissance (15 ans) pour agoraspace et fitness subsidiés	33 a 70 ca	€ 297.000,00	
17	20151022_SD5	Picardie Lot 9	parking		21 a 56 ca	€ 1,00	s
18	20151022_SD6	Champs- Bordet Lot 1	voiries		6 a 18 ca	€ 1,00	s
19	20151022_SD7	Artemis Lot 1	terrain	projet placette	0 a 59ca	€ 3.800,00	
19	20151022_SD7	Artemis Lot 3	terrain	projet placette	3 a 92 ca	€ 13.700,00	
		TOTAL 1				€ 3.634.521,00	

		Cession à Everecity				
20	20151022_SD5	Picardie terrain	parcelles 490 L et 495/02M		12a 56 ca	€ 60.000,00
16	20151022_SD5	Picardie LOT 7	terrain parcelle 495V		33 a 70 ca	€ 2.250.000,00
21	20151022_SD6	Champs- Bordet Lot 2	terrain parcelle 210K		16 a 0 ca	€ 1.100.000,00
19	20151022_SD7	Artemis Lot 2	terrain	projet SLRB	2 a 75 ca	€ 250.000,00
		TOTAL 2				€ 3.660.000,00
		DIFFERENCE en faveur de la commune (2-1)				€ 25.479,00

Considérant que la valeur totale des terrains à reprendre par la Commune est de € 3.634.521,00 ;

Considérant que la valeur totale des terrains à céder à Everecity est de € 3.660.000,00 ;

Considérant que la différence des valeurs vénale estimées pour chaque terrain est de minime importance (€ 25.479,00), et, qu' Everecity est une société coopérative à responsabilité limitée à finalité sociale, en tant que société immobilière de service public;

Considérant que cet échange peut être réalisé sans soulte ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14.05.1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 6° de l'arrêté du gouvernement du 16.07.1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la cession des voiries et l'échange de terrains entre la scrl « Everecity » et la Commune, à titre gratuit.

Article 2 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 20 votes positifs, 4 votes négatifs.

Ruil van gronden tussen de cvba “Everecity” en de Gemeente.

DE GEMEENTERAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gezien artikel 175 van de Ordonnantie van 17.07.2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode (versie 2013 – tekst vervangen door de publicatie van een erratum op de pagina's 47151-47212 in het B.S. van 26.07.2013), dat stipuleert dat het aangelegde of nog aan te leggen uitgeruste wegnnet kosteloos en in de staat waarin het zich bevindt wordt overgedragen aan de gemeente of aan het Gewest, waarna het wordt ingevoegd in de gemeentelijke wegnis.

Deze overdracht gebeurt op de dag waarop het door de Regering voor echt erkende proces-verbaal van de definitieve oplevering ondertekend wordt;

Overwegende dat deze overdracht destijds niet werd uitgevoerd voor de wijk Permeke, de wijk Oleander en de wijk Picardie;

Overwegende dat bovenop de herneming van de wegnis het wenselijk is grond te

ruilen tussen de cvba Everecity en de gemeente om sommige onroerende projecten mogelijk te maken;

Gezien de Omzendbrief van 22.12.2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen;

Gezien de plannen (in bijlage) met betrekking tot de wijk Oleander, wijk Permeke, wijk Picardie, de hoek van de Bordetlaan en de ruil van gronden in de Artemislaan, gerealiseerd door het Topografisch en Expertisebureau TENSEN & Huon bvba, aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen op 24.11.2015, nodig voor de precadastratie van de gronden die geruild worden tussen de cvba Everecity en de Gemeente;

Gezien de schattingen van marktwaarde (in bijlage) van deze wijken gerealiseerd door de landmeter-expert Laurent COMPAGNON, aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen op 29.09.2015;

Gezien de samenvattende tabel (ook in bijlage):

VOORGESTELDE RUIL VAN GRONDEN						
waarde nota nr	Nr plan	Overgenomen door de Gemeente		ontwerp	oppervlakte	marktwa
1	20151022_SD3-1	Cicéron Lot 1	parking en terreinen	ontwerp school CICERON	40a 45ca	3.320.000
2	20151022_SD3-2	Platon	parking		6a 65ca	€
3	20151022_SD3-3	Lauriers roses	dood spoor		2a 97ca	€
4	20151022_SD3-4	Vermeyleylen	voetweg		0a 74ca	€
5	20151022_SD3-5	Zaventem/ Gibet	perceel 58N		2a 64ca	€
6	20151022_SD3-6	Platon / Vrijdags	wegen			€
7	20151022_SD4	Renoir	wegen			€
8	20151022_SD4	Degas	wegen			€
9	20151022_SD4	Allende	plaats			€
9	20151022_SD4	Utrillo	wegen			€
10	20151022_SD4	Gauguin	wegen			€
11	20151022_SD4	Magritte	wegen			€

12	20151022_SD4	Expressionisme	wegen			€
12	20151022_SD4	Brusselmans	wegen			€
12	20151022_SD4	Impressionisme	wegen			€
13	20151022_SD4	Internes (Leger)	wegen			€
13b	20151022_SD4	Permeke	wegen			€
14	20151022_SD5	Picardie Lot 1	wegen		6a 80ca	€
14	20151022_SD5	Picardie Lot 2	parking		3a 02ca	€
15	20151022_SD5	Picardie Lot 4	wegen		30a 94ca	€
16	20151022_SD5	Picardie LOT 7	terrein perceel 495V	genot (15 jaren) voor gesubsidieerde agorapace en fitness	33a 70ca	€ 297.000
17	20151022_SD5	Picardie Lot 9	parking		21a 56ca	€
18	20151022_SD6	Champs- Bordet Lot 1	wegen		6a 18ca	€
19	20151022_SD7	Artemis Lot 1	terrein	ontwerp kleine plaats	0a 59ca	€ 3.800
19	20151022_SD7	Artemis Lot 3	terrein	ontwerp kleine plaats	3a 92ca	€ 13.700
		TOTAAL 1				3.634.521
		Overdracht aan Everecity				
20	20151022_SD5	Picardie terrein	percelen 490L et 495/02M		12a 56ca	€ 60.000
16	20151022_SD5	Picardie LOT 7	terrein perceel 495V		33a 70ca	2.250.000
21	20151022_SD6	Champs- Bordet Lot 2	terrein perceel 210K		16a 0ca	1.100.000
19	20151022_SD7	Artemis Lot 2	terrein	ontwerp SLRB	2a 75ca	€ 250.000

		TOTAAL 2				3.660.000
		VERSCHIL ten gunste van de Gemeente (2-1)				€ 25.479,00

Overwegende dat de totale marktwaarde van de over te nemen terreinen €3.634.521,00 bedraagt;
Overwegende dat de totale marktwaarde van de over te dragen terreinen aan Everecity €3.660.000,00 bedraagt;
Overwegende dat het verschil in de geschatte marktwaardes voor elk terrein van miniem belang (€25.479,00) is, en, dat Everecity een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid is met sociaal oogmerk, en handelt als openbare vastgoedmaatschappij (OVM);

Overwegende dat deze ruil kan plaatsvinden zonder toeslag;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14.05.1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16.07.1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

BESLUIT :

Artikel 1:

De gratis overdracht van de wegenis en de ruil van gronden tussen de cvba Everecity en de Gemeente goed te keuren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 20 positieve stemmen, 4 negatieve stemmen.

SECTEUR SUPPORT LOGISTIQUE - SECTOR LOGISTIEKE ONDERSTEUNING

29.06.2017/A/0019 **Achat de matériel et logiciels informatiques destinés aux services communaux - CM1070 du CIRB pour l'exercice 2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les services communaux ont un besoin de matériel et logiciels informatiques;

Vu la délibération du Conseil Communal du 24 juin 2010 adoptant la convention de mandat CM1070 du CIRB relative à l'achat de matériel et logiciels informatiques;

Considérant que le CIRB a la possibilité de fournir le matériel et logiciels informatiques destinés aux services communaux et que les commandes de matériel se feront au fur et à mesure des besoins;

Considérant le premier engagement en date du 27.04.2017;

Considérant le solde de crédits restant de 35.505,64€ à la fonction 139-15/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'acquérir le matériel et logiciels informatiques via la convention de mandat CM1070 du CIRB relative à l'achat de matériel et logiciels informatiques.

Article 2 :

De comptabiliser les dépenses sur la fonction 139-15/742-53 à concurrence de 30.000,00€ du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 3 :

De financer ces dépenses comme suit : F. 139-15/742-53 par emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Aankoop van informaticamateriaal en programma's voor de gemeentediensten - CM1070 met het CIBG voor het dienstjaar 2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de gemeentediensten een nood hebben aan informaticamateriaal en programma's;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 24 juni 2010 tot goedkeuring van de mandaatovereenkomst CM1070 met het CIBG betreffende de aankoop van informaticamateriaal en programma's;

Overwegende dat het CIBG de mogelijkheid heeft om het informaticamateriaal en de programma's voor de gemeentediensten te leveren en dat de bestellingen van het materiaal uitgevoerd zullen worden in functie van de noden;

Gelet op de eerste aanwending dd. 27.04.2017;

Overwegende het saldo van de kredieten van 35.505,64€ dat overblijft op de functie 139-15/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op de artikelen 117 en 234, lid 1, van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het informaticamateriaal en de programma's te verwerven via de mandaatovereenkomst CM1070 met het CIBG betreffende de aankoop van informaticamateriaal en programma's.

Artikel 2 :

De uitgaven te boeken op de functie 139-15/742-53 ten belope van 30.000,00€ van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 3 :

De uitgaven te financieren als volgt : F. 139-15/742-53 met een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0020 **Convention entre la Commune d'Evere et le CPAS d'Evere dans le cadre du marché conjoint portant sur les titres-repas électroniques pour le personnel communal et le personnel du CPAS pour 3 ans.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'article 38 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures autorisant la mise en place d'un marché unique permettant l'exécution conjointe de travaux, de fournitures ou de services;

Vu la convention ci-jointe régissant ce marché conjoint et définissant les obligations des parties en présence;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE:

Article 1:

D'accepter les termes de la convention ci-jointe.

Article 2:

De présenter cette convention au Conseil du CPAS d'Evere afin de la faire ratifier et d'ainsi lui donner sa valeur légale.

Article 3:

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la convention signée.

Article 4:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Overeenkomst tussen de Gemeente Evere en het OCMW van Evere in het kader van de gezamenlijke opdracht betreffende de elektronische maaltijdtitels voor het gemeentepersoneel en het personeel van het OCMW voor 3 jaar.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op artikel 38 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen toestaand het invoeren van één unieke opdracht die een gezamenlijke uitvoering van werken, leveringen of diensten toelaat;

Gelet op de bijgevoegde overeenkomst bepalend deze gezamenlijke opdracht en definiërend de verplichtingen van de betrokken partijen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De termen van de bijgevoegde overeenkomst te aanvaarden.

Artikel 2:

Deze overeenkomst aan de OCMW-Raad van Evere voor te stellen teneinde ze te laten bekrachtigen en zo haar wettelijke waarde te geven.

Artikel 3:

Het College van Burgemeester en Schepenen te gelasten met de uitvoering van de ondertekende overeenkomst.

Artikel 4:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0021 **Fixation des conditions du marché pour l'isolation thermique des sols par les vides techniques d'une série de 9 bâtiments répartis sur 7 sites communaux.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les audits énergétiques réalisés sur nos grands bâtiments ont mis en évidence les priorités d'investissement qui ont mené au plan d'investissement en 3 phases ;

Considérant que les 3 grandes phases de rénovation de nos grands bâtiments sont en cours :

1. rénovation de 5 chaufferies,
2. isolation thermique de 9.000 m² de toitures,
3. déploiement de panneaux solaires photovoltaïques ;

Considérant que ces audits énergétiques ont également mis en évidence les lacunes de l'isolation thermique des murs et des sols de nos grands bâtiments ;

Considérant que tous les bâtiments ci-dessous disposent de vides techniques en sous-sol :

- Ecole Clair-Vivre (pavillon 1, pavillon 2, pavillon 4), Avenue Notre-Dame 40
- Ecole Everheide, rue du Moulin à Vent 39
- Ecole La Source, rue du Doolegt 6
- Ecole L'Aubier (pavillon 3), Avenue du Cimetière de Bruxelles 50
- Ecole Germinal (pavillon grand), Avenue Constant Permeke 36
- Crèche Ronde-Fleurie, Avenue des Anciens Combattants 250
- Complexe sportif (bâtiment « L »), Avenue des Anciens Combattants 300

Considérant que les vides techniques nous permettent d'isoler les sols par en-dessous ;

Considérant que la technique au polyuréthane projeté a été retenue pour sa facilité de mise en oeuvre, sa haute performance énergétique et son faible coût au m² ;

Considérant que nous prévoyons d'isoler 8.200 m² de sous-sol;

Considérant le faible coût de mise en oeuvre, le projet devrait être rentabilisé en moins de 5 ans;

Proposition de lancer un marché de travaux pour l'isolation thermique des sols par les

vides techniques d'une série de 9 bâtiments répartis sur 7 sites communaux.

Vu le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif des travaux projetés;

Vu l'estimation de ce marché de 247.000,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 215.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'une prime énergie de Bruxelles Environnement pour un montant de 137.960,00€ (TVA Comprise) est prévue à l'article budgétaire 72202/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 20.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 76402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'une prime énergie de Bruxelles Environnement pour un montant de 10.000,00€ (TVA Comprise) est prévue à l'article budgétaire 76402/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'un crédit de 12.000,00€ (TVA Comprise) est prévu à l'article budgétaire 84402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant qu'une prime énergie de Bruxelles Environnement pour un montant de 7.000,00€ (TVA Comprise) est prévue à l'article budgétaire 84402/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Considérant que les travaux feront l'objet d'une procédure négociée directe avec publicité publiée au Bulletin des Adjudications;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 6 § 2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 17° de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu les articles 117 et 234 alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver le cahier spécial des charges, le métré récapitulatif et le montant estimatif de 247.000,00€ (TVA Comprise) pour l'isolation thermique des sols par les vides techniques d'une série de 9 bâtiments répartis sur 7 sites communaux.

Article 2:

De retenir la procédure négociée directe avec publicité comme mode de passation du marché.

Article 3:

De publier le marché au Bulletin des Adjudications.

Article 4:

De comptabiliser la dépense de 215.000,00€ à l'article budgétaire 72202/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 5:

De comptabiliser la recette liée à la prime énergie d'un montant de 137.960,00€ (TVA Comprise) à l'article budgétaire 72202/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 6:

De comptabiliser la dépense de 20.000,00€ à l'article budgétaire 76402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 7:

De comptabiliser la recette liée à la prime énergie d'un montant de 10.000,00€ (TVA Comprise) à l'article budgétaire 76402/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 8:

De comptabiliser la dépense de 12.000,00€ à l'article budgétaire 84402/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 9:

De comptabiliser la recette liée à la prime énergie d'un montant de 7.000,00€ (TVA Comprise) à l'article budgétaire 84402/683-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 10:

De financer les travaux par emprunt (92.040,00€) et par subsides (154.960,00€).

Article 11:

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de thermische isolatie van de vloeren via de kruipruimten in 9 gebouwen verdeeld over 7 gemeentelijke sites.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de energieaudits die voor onze grote gebouwen uitgevoerd zijn, de investeringsprioriteiten aan het licht gebracht hebben, die tot het investeringsplan in 3 fasen geleid hebben;

Overwegende dat de 3 grote renovatiefasen van onze grote gebouwen aan de gang zijn:

1. renovatie van 5 verwarmingsinstallaties
2. thermische isolatie van 9.000 m² daken
3. plaatsing van fotovoltaïsche zonnepanelen;

Overwegende dat die energieaudits ook de lacunes in de thermische isolatie van de muren en de vloeren van onze grote gebouwen aangetoond hebben;

Overwegende dat alle hieronder vermelde gebouwen beschikken over een ondergrondse kruipruimte:

- School Clair-Vivre (paviljoen 1, paviljoen 2, paviljoen 4), Onze-Lieve-Vrouwlaan 40
- School Everheide, Windmolenstraat 39
- School La Source, Doolegtstraat 6
- School L'Aubier (paviljoen 3), Kerkhof van Brussellaan 50
- School Germinal (groot paviljoen), Constant Permekelaan 36
- Kinderdagverblijf Ronde Fleurie, Oudstrijderslaan 250
- Sportcomplex (gebouw in L-vorm), Oudstrijderslaan 300;

Overwegende dat de kruipruimtes ons toestaan om de vloer van onderuit te isoleren;

Overwegende dat gekozen is voor de techniek van het spuiten van polyurethaanschuim, vanwege de gemakkelijke toepassing, de hoge energieprestaties en de lage kostprijs per m²;

Overwegende dat wij plannen om 8.200 m² ondergrond te isoleren;

Overwegende dat vanwege de lage kostprijs van de toepassing het project in minder dan 5 jaar gerentabiliseerd zou moeten zijn;

Voorstel om een opdracht van werken op te starten voor de thermische isolatie van de vloeren via de kruipruimten in 9 gebouwen verdeeld over 7 gemeentelijke sites.

Gezien het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag van de geplande werken;

Gezien de raming van deze opdracht van 247.000,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 215.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een energiepremie van Leefmilieu Brussel voor een bedrag van

137.960,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 72202/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 20.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 76402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een energiepremie van Leefmilieu Brussel voor een bedrag van 10.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 76402/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een krediet van 12.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 84402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat een energiepremie van Leefmilieu Brussel voor een bedrag van 7.000,00€ (BTW Inbegrepen) voorzien zal worden op het begrotingsartikel 84402/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de werken het voorwerp zullen uitmaken van een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking gepubliceerd in het Bulletin der Aanbestedingen;

Gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1, 17° van het besluit van de

Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het bestek, de samenvattende meetstaat en het ramend bedrag van 247.000,00€ (BTW Inbegrepen) voor de thermische isolatie van de vloeren via de kruipruimten in 9

gebouwen verdeeld over 7 gemeentelijke sites aan te nemen.

Artikel 2:

De vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking als gunningswijze te selecteren.

Artikel 3:

De opdracht te publiceren in het Bulletin der Aanbestedingen.

Artikel 4:

De uitgave van 215.000,00€ op het begrotingsartikel 72202/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 5:

De opbrengst betreffende de energiepremie voor een bedrag van 137.960,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 6:

De uitgave van 20.000,00€ op het begrotingsartikel 76402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 7:

De opbrengst betreffende de energiepremie voor een bedrag van 10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 76402/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 8:

De uitgave van 12.000,00€ op het begrotingsartikel 84402/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken..

Artikel 9:

De opbrengst betreffende de energiepremie voor een bedrag van 7.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 84402/683-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 10:

De werken te financieren met een lening (92.040,00€) en een subsidie (154.960,00€).

Artikel 11:

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0022 **Fixation des conditions et attribution du marché pour l'éclairage festif - Fournitures complémentaires.**

Cette délibération sera proposée au Conseil Communal pour information.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la demande de placement d'un éclairage festif à la place Saint-Vincent;

Considérant que le matériel demandé n'était pas prévu dans la prolongation du marché;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.06.2017 approuvant la fixation des conditions et l'attribution de ce marché à la firme Pact Solutions - Avenue de la Floride 77 à 1180 Bruxelles (NE: 0462.958.531) suivant leur offre du 28.04.2017 pour un montant total de 20.086,00€ (TVA Comprise);

Considérant que cette modification entraîne une augmentation de plus de 10 % du montant de la prolongation du marché;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 06.06.2017 fixant les conditions et attribuant le marché pour l'éclairage festif - fournitures complémentaires à la firme Pact Solutions - Avenue de la Floride 77 à 1180 Bruxelles (NE: 0462.958.531), de financer ce marché par emprunt et d'inscrire la dépense de:

16.879,50€ (TVA Comprise) à l'article budgétaire 42152/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017

3.206,50€ (TVA Comprise) à l'article budgétaire 42152/731-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de feestverlichting - Aanvullende leveringen.

Deze beraadslaging zal aan de Gemeenteraad voorgesteld worden ter informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de vraag om feestverlichting te plaatsen op de Sint-Vincentiusplaats;

Overwegende dat het gevraagde materiaal niet voorzien was in de verlenging van de opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 06.06.2017 die de voorwaarden van deze opdracht vaststelt en deze werken gunt aan de firma Pact Solutions - Floridalaan 77 te 1180 Brussel (ON: 0462.958.531) volgens haar offerte dd. 28.04.2017 voor een totaal bedrag van: 20.086,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat deze wijziging een verhoging van meer dan 10% van het bedrag van de verlenging van de opdracht met zich meebrengt;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT:

Artikel 1:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 06.06.2017 houdende vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de feestlerchting - aanvullende leveringen en de gunning ervan aan de firma Pact Solutions - Floridalaan 77 te 1180 Brussel (ON: 0462.958.531), deze opdracht met een lening te financieren en de uitgave van:

16.879,50€ (BTW inbegrepen) te boeken op het begrotingsartikel 42152/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017

3.206,50€ (BTW Inbegrepen) te boeken op het begrotingsartikel 42152/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 2 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0023 **Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux en vue de la pose d'une source d'électricité pour l'illumination festive, place Saint-Vincent.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'il est nécessaire de disposer d'un coffret d'alimentation électrique pour l'illumination festive de la place Saint-Vincent;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière;

Considérant l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 2.543,42€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 2.543,42€ est prévu à l'article budgétaire 42152/731-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publicité (exclusivité) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la firme Sibelga - Quai des usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché de travaux en vue de la pose d'une source d'électricité pour l'illumination festive, place Saint-Vincent, au prix de son offre du 25.04.2017 à savoir 2.543,42€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 2.543,42€ sur l'article budgétaire 42152/731-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4 :

De financer ces travaux par emprunt.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht van werken voor

de plaatsing van een elektriciteitsbron voor de feestverlichting, Sint-Vincentiusplaats.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het noodzakelijk is om over een elektrische verdeelkast te beschikken voor de feestverlichting van de Sint-Vincentiusplaats;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 2.543,42€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 2.543,42€ voorzien is op het begrotingsartikel 42152/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusiviteit) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON : 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht van werken betreffende de plaatsing van een elektriciteitsbron voor de feestverlichting, Sint-Vincentiusplaats, volgens het bedrag van haar offerte van 25.04.2017 namelijk 2.543,42€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 2.543,42€ te boeken op het begrotingsartikel 42152/731-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017.

Artikel 4 :

Deze werken met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0024 **Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux en vue de la réalisation d'un raccordement à l'égout du bâtiment sis rue du Tilleul 179-187.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la nécessité de bénéficier d'un raccordement à l'égout dans le bâtiment sis rue du Tilleul 179-187;

Considérant qu'il y a lieu de réaliser un raccordement à l'égout dans ce bâtiment;

Considérant qu'il y a lieu de confier ces travaux à Hydrobru, société ayant l'exclusivité en la matière;

Vu l'offre d'Hydrobru quant aux travaux projetés pour un montant de 7.667,08€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 7.667,08€ est prévu à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la Régie Foncière pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (droits exclusifs - article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Hydrobru - Boulevard de l'Impératrice 17 à 1000 Bruxelles (NE: 0237.679.494) comme adjudicataire du marché pour la réalisation d'un nouveau raccordement à l'égout du bâtiment sis rue du Tilleul 179-187, au prix de son offre du 19.04.2017 à savoir 7.667,08€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 7.667,08€ à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la Régie Foncière pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht voor de realisatie van een aansluiting aan de riolering van het gebouw gelegen Lindestraat 179-187.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de noodzaak om een rioolaansluiting in het gebouw gelegen Lindestraat 179-187 te hebben;

Overwegende dat het nodig is om een aansluiting in dit gebouw te plaatsen;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door Hydrobru, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Hydrobru betreffende de geplande werken voor een bedrag van 7.667,08€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 7.667,08€ voorzien is op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusieve rechten - artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Hydrobru - Keizerinlaan 17 te 1000 Brussel (ON: 0237.679.494) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de realisatie van een nieuwe aansluiting aan de riolering in het gebouw gelegen Lindestraat 179-187, volgens het bedrag van haar offerte dd. 19.04.2017 namelijk 7.667,08€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 7.667,08€ op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0025 **Fixation des conditions et attribution d'un marché de travaux en vue du placement d'un nouveau compteur gaz dans le bâtiment sis rue du Tilleul 181.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la nécessité de bénéficier d'une alimentation de gaz dans le bâtiment rue du Tilleul 181;

Considérant qu'il y a lieu de placer un compteur de gaz dans ce bâtiment;

Considérant qu'il y a lieu de confier ces travaux à Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière;

Vu l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 428,34€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 428,34€ est prévu à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la Régie Foncière pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (droits exclusifs - article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Sibelga - Quai des Usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché pour le placement d'un compteur gaz dans le bâtiment sis rue du Tilleul 181, au prix de son offre du 21.04.2017 à savoir 428,34€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 428,34€ à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la Régie Foncière pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van een opdracht voor de plaatsing van een gasteller in het gebouw gelegen Lindestraat 181.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de noodzaak om gas in het gebouw gelegen Lindestraat 181 te hebben;

Overwegende dat het nodig is om een gasteller in dit gebouw te plaatsen;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moeten worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 428,34€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 428,34€ voorzien is op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusieve rechten - artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON: 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de plaatsing van een gasteller in het gebouw gelegen Lindestraat 181 volgens het bedrag van haar offerte dd. 21.04.2017 namelijk 428,34€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 428,34€ op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting

van het Grondbedrijf voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0026 **Fixation des conditions et attribution du marché d'urgence pour le placement d'une nouvelle porte d'entrée à la crèche De Hummeltjes. Prise d'acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que la porte actuelle de la crèche De Hummeltjes est composée d'une feuille de verre dont le système d'ouverture et de fermeture se situe dans le sol et le plafond;

Considérant que cette porte n'est pas du tout adaptée à la fréquentation du site et vu les mesures de sécurité mises en place;

Considérant que cette porte risque de se déboîter et présente un réel danger pour les parents et/ou enfants de la crèche;

Considérant qu'il est urgent de remplacer la porte;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2017 fixant les conditions du marché et attribuant les travaux à la firme Pishoudt - Rue du Tilleul 99 à 1140 Bruxelles (NE : 0423.459.537) suivant son offre du 05.04.2017 pour un montant de 5.371,90€ (Hors TVA) + 1.128,10€ (TVA) = 6.500,00€ (TVA et éventuelles modifications comprises) ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.05.2017 fixant les conditions et attribuant le marché d'urgence relatif au placement d'une nouvelle porte d'entrée à la crèche De Hummeltjes, à la firme Pishoudt - Rue du Tilleul 99 à 1140 Bruxelles (NE: 0423.459.537), d'inscrire la dépense de 6.500,00€ (TVA

comprise) à l'article budgétaire 84452/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 et de financer ces travaux par emprunt.

Article 2 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de dringende opdracht voor de plaatsing van een nieuwe ingangsdeur in de kribbe De Hummeltjes. Akteneming van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 09.05.2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de huidige deur van de kribbe De Hummeltjes gemaakt is uit een glazen blad waarvan het openings- en sluitsysteem in de vloer en in het plafond gevestigd is;

Overwegende dat deze deur helemaal niet aangepast is aan de regelmatige bezoeken van het gebouw en gezien de veiligheidsmaatregelen die van toepassing zijn in deze sector;

Overwegende dat de huidige deur op elk moment kan loskomen en een gevaar betekent voor de ouders en/of de kinderen van de kribbe;

Overwegende dat het dringend is de deur te vervangen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 09.05.2017 die de voorwaarden van deze opdracht vaststelt en deze werken gunt aan de firma Pishoudt - Lindestraat 99 te 1140 Brussel (ON: 0423.459.537) volgens haar offerte dd. 05.04.2017 voor een bedrag van: 5.371,90€ (Exclusief BTW) + 1.128,10€ (BTW 21%) = 6.500,00€ (BTW en eventuele wijzigingen inbegrepen);

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT:

Artikel 1:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 09.05.2017 houdende vaststelling van de voorwaarden van de dringende opdracht voor de plaatsing van een nieuwe ingangsdeur in de kribbe De Hummeltjes en de gunning ervan aan de firma Pishoudt – Lindestraat 99 te 1140 Brussel (ON: 0423.459.537), de uitgave van 6.500,00€ (BTW inbegrepen) te boeken op het begrotingsartikel 84452/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 en deze

travailler avec un prêt à financer.

Artikel 2 :

Cette délibération est prise sur la liste des délibérations qui sont soumises à la surveillance de l'administration.

Le Conseil approuve la proposition de délibération.

24 voix : 24 voix favorables.

29.06.2017/A/0027 **Fixation des conditions et attribution du marché en vue de l'achat de vingt appareils de télé-surveillance au profit des personnes isolées relevant de l'administration communale.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'une partie des appareils émetteurs de télé-surveillance reliés à la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles sont obsolètes et ne répondent plus aux normes techniques actuelles ;

Considérant qu'il s'avère donc nécessaire de remplacer vingt unités de ces appareils ;

Considérant que ces appareils sont la propriété de la commune ;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles pour l'acquisition de ces nouveaux appareils ;

Vu l'offre de la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles quant aux achats projetés pour un montant de 8.600,00€ (TVA Comprise) ;

Considérant qu'un crédit de 8.600,00€ est prévu à l'article budgétaire 83418/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques : article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles - rue Saint-Bernard 43 à 1060 Bruxelles (NE: 0430.368.412) comme adjudicataire du marché pour l'achat de vingt appareils de télé-surveillance au profit des personnes isolées relevant de l'administration de la commune, au prix de son offre du 02.05.2017 à savoir 8.600,00€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 8.600,00€ sur l'article budgétaire 83418/744-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4 :

De financer ce marché par emprunt.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van twintig afstandbewakingsapparaten bestemd voor alleenstaande mensen die afhangen van het gemeentebestuur.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat een deel van de afstandbewakingsapparaten in verbinding met "la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles" niet meer in overeenstemming zijn met de huidige technische normen en dat het bijgevolg noodzakelijk is deze te vervangen ;

Overwegende dat het dus noodzakelijk is om twintig eenheden van deze apparaten te vervangen ;

Overwegende dat deze apparaten de eigendom van de gemeente zijn ;

Overwegende dat een oproep gedaan moet worden op "la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles" voor het aanschaffen van deze nieuwe apparaten ;

Gelet op de offerte van "la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles" betreffende de geplande aankopen voor een bedrag van 8.600,00€ (BTW Inbegrepen) ;

Overwegende dat een krediet van 8.600,00€ voorzien is op het begrotingsartikel

83418/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten : artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2 :

"la Centrale de services et de soins à domicile de Bruxelles" - Sint-Bernardusstraat 43 te 1060 Brussel (ON: 0430.368.412) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht betreffende de aankoop van twintig afstandbewakingsapparaten bestemd voor alleenstaande mensen die afhangen van het gemeentebestuur volgens het bedrag van haar offerte van 02.05.2017 namelijk 8.600,00€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 8.600,00€ op het begrotingsartikel 83418/744-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0028 **Fixation des conditions et attribution du marché pour l'achat d'une oeuvre d'art de Ghislaine Malfait.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales et de décorer les différents espaces de l'administration communale ;

Vu la possibilité d'acquérir une oeuvre d'art de Ghislaine Malfait ;

Vu l'offre quant à l'acquisition de l'oeuvre pour un montant global de 50,00€ ;

Considérant qu'un crédit de 50,00€ est prévu à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités artistiques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De procéder à l'acquisition d'une oeuvre d'art de Ghislaine Malfait, domiciliée Avenue Jean Brusselmans 11/12 à 1140 Bruxelles, au prix de son offre du 30.11.2016 à savoir 50,00€.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 50,00€ sur l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van een kunstwerk van Ghislaine Malfait.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de gelegenheid om de kunstverzamelingen van de gemeente te verrijken en de verschillende ruimtes van het gemeentehuis te versieren ;

Gelet op de mogelijkheid om een kunstwerk van Ghislaine Malfait aan te kopen ;

Gelet op de offerte betreffende de aankoop van het werk voor een totaal bedrag van 50,00€;

Overwegende dat een krediet van 50,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (artistieke specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

Een kunstwerk van Ghislaine Malfait, wonende Jean Brusselmanslaan 11/12 te 1140 Brussel, aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte dd. 30.11.2016 namelijk 50,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 50,00€ op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone

begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0029 **Fixation des conditions et attribution du marché pour l'achat d'une oeuvre d'art de Luc Verbiest.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales et de décorer les différents espaces de l'administration communale ;

Vu la possibilité d'acquérir une oeuvre d'art de Luc Verbiest ;

Vu l'offre quant à l'acquisition de l'oeuvre pour un montant global de 75,00€ ;

Considérant qu'un crédit de 75,00€ est prévu à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités artistiques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De procéder à l'acquisition d'une oeuvre d'art de Luc Verbiest, domicilié Avenue Henry Dunant 5 bte 12 à 1140 Bruxelles, au prix de son offre du 30.11.2016 à savoir 75,00€.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 75,00€ sur l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van een kunstwerk van Luc Verbiest.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de gelegenheid om de kunstverzamelingen van de gemeente te verrijken en de verschillende ruimtes van het gemeentehuis te versieren ;

Gelet op de mogelijkheid om een kunstwerk van Luc Verbiest aan te kopen ;

Gelet op de offerte betreffende de aankoop van het werk voor een totaal bedrag van 75,00€;

Overwegende dat een krediet van 75,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (artistieke specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

Een kunstwerk van Luc Verbiest, wonende Henry Dunantlaan 5 bus 12 te 1140 Brussel, aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte dd. 30.11.2016 namelijk 75,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 75,00€ op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0030 **Fixation des conditions et attribution du marché pour l'achat d'une oeuvre d'art de Magali Lacroix.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales et de décorer les différents espaces de l'administration communale ;

Vu la possibilité d'acquérir une oeuvre d'art de Magali Lacroix ;

Vu l'offre quant à l'acquisition de l'oeuvre pour un montant global de 50,00€ ;

Considérant qu'un crédit de 50,00€ est prévu à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités artistiques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De procéder à l'acquisition d'une oeuvre d'art de Magali Lacroix, domiciliée Rue Grand' Rue 45 à 1341 Céroux-Mousty, au prix de son offre du 30.11.2016 à savoir 50,00€.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 50,00€ sur l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van een kunstwerk van Magali Lacroix.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de gelegenheid om de kunstverzamelingen van de gemeente te verrijken en de verschillende ruimtes van het gemeentehuis te versieren ;

Gelet op de mogelijkheid om een kunstwerk van Magali Lacroix aan te kopen ;

Gelet op de offerte betreffende de aankoop van het werk voor een totaal bedrag van 50,00€;

Overwegende dat een krediet van 50,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (artistieke specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

Een kunstwerk van Magali Lacroix, wonende Rue Grand' Rue 45 te 1341 Céroux-Mousty, aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte dd. 30.11.2016 namelijk 50,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 50,00€ op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0031 **Fixation des conditions et attribution du marché pour l'achat d'une oeuvre d'art de Sagaya Sellier.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu l'opportunité d'enrichir les collections d'art communales et de décorer les différents

espaces de l'administration communale ;

Vu la possibilité d'acquérir une oeuvre d'art de Sagaya Sellier ;

Vu l'offre quant à l'acquisition de l'oeuvre pour un montant global de 75,00€ ;

Considérant qu'un crédit de 75,00€ est prévu à l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités artistiques, article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De procéder à l'acquisition d'une oeuvre d'art de Sagaya Sellier, domiciliée Avenue Henry Dunant 5 bte 12 à 1140 Bruxelles, au prix de son offre du 30.11.2016 à savoir 75,00€.

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 75,00€ sur l'article budgétaire 77010/749-51 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de aankoop van een kunstwerk van Sagaya Sellier.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de gelegenheid om de kunstverzamelingen van de gemeente te verrijken en de verschillende ruimtes van het gemeentehuis te versieren ;

Gelet op de mogelijkheid om een kunstwerk van Sagaya Sellier aan te kopen ;

Gelet op de offerte betreffende de aankoop van het werk voor een totaal bedrag van 75,00€;

Overwegende dat een krediet van 75,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen ;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (artistieke specificiteiten, artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze te weerhouden.

Artikel 2 :

Een kunstwerk van Sagaya Sellier, wonende Henry Dunantlaan 5 bus 12 te 1140 Brussel, aan te kopen volgens het bedrag van haar offerte dd. 30.11.2016 namelijk 75,00€.

Artikel 3 :

De uitgave van 75,00€ op het begrotingsartikel 77010/749-51 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0032 **Fixation des conditions et attribution du marché pour la démolition du pavillon "Les Diablotins" situé rue de Zaventem 40 à 1140 Bruxelles - Prise d'acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.04.2017.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que dans l'attente de la date de début des travaux de la construction d'une école fondamentale, il y a lieu de démolir d'urgence le pavillon existant;

Considérant que cette démolition est nécessaire pour éviter que des squatteurs n'occupent le pavillon existant;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.04.2017 de fixer les conditions du marché et d'attribuer les travaux à la firme Steenacker - Rue Louis Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppem (NE: 0449.364.970) suivant son offre du 30.03.2017 pour un montant de 12.000,00€ (Hors TVA) + 2.520,00€ (TVA 21%) = 14.520,00€ (TVA Comprise);

Considérant qu'il y a lieu de prévoir un montant de 1.380,00€ pour d'éventuels travaux supplémentaires;

Considérant qu'un crédit de 15.900,00€ est prévu à l'article budgétaire 72202/722-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1^oc de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE:

Article 1:

De prendre acte de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.04.2017 fixant les conditions et attribuant le marché relatif à la démolition du pavillon "Les Diablotins" sis rue de Zaventem 40 à 1140 Bruxelles, à la firme Steenacker - Rue Louis Marcelis 49 à 1970 Wezembeek-Oppeem (NE: 0449.364.970), d'inscrire la dépense de 15.900,00€ (TVA comprise) à l'article budgétaire 72202/722-60 du service extraordinaire du budget 2017 et de financer ces travaux par emprunt.

Article 2:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de dringende opdracht voor de afbraak van het paviljoen "Les Diablotins" gelegen Zaventemstraat 40 te 1140 Brussel - Akteneming van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.04.2017.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat in afwachting van de begindatum van de werken voor het bouwen van een basisschool, het bestaande paviljoen dringend afgebroken dient te worden;

Overwegende dat deze afbraak noodzakelijk is om te voorkomen dat krakers het paviljoen zouden kunnen bezetten;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.04.2017 die de voorwaarden van de opdracht vaststelt en deze werken gunt aan de firma Steenacker - Louis Marcelisstraat 49 te 1970 Wezembeek-Oppeem (ON: 0449.364.970) volgens haar offerte dd. 30.03.2017 voor een bedrag van: 12.000,00€ (Exclusief BTW) + 2.520,00€ (BTW 21%) = 14.520,00€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een bijkomend bedrag van 1.380,00€ dient voorbehouden te worden voor eventuele wijzigingen;

Overwegende dat een krediet van 15.900,00€ voorzien is op het begrotingsartikel 72202/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1^o van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Akte te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18.04.2017 houdende vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de afbraak van het paviljoen "Les Diablotins" gelegen Zaventemstraat 40 te 1140 Brussel en de gunning ervan bij de firma Steenacker - Louis Marcelisstraat 49 te 1970 Wezembeek-Oppeem (ON: 0449.364.970), de uitgave van 15.900,00€ (BTW en eventuele wijzigingen inbegrepen) op het begrotingsartikel 72202/722-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken en deze werken met een lening te financieren.

Artikel 2:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0033 **Fixation des conditions et attribution du marché pour la mise à jour d'une licence Teamviewer Corporate - Version 12.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le logiciel Teamviewer permet au service informatique de prendre le contrôle d'un pc à distance pour aider l'utilisateur;

Considérant que le logiciel existant doit être mis à jour;

Considérant que cette mise à jour doit être effectuée par la firme qui a créé le logiciel, à savoir TeamViewer GmbH;

Vu l'offre de la firme TeamViewer GmbH quant au service projeté pour un montant de 1.234,20€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 1.234,20€ est prévu à l'article budgétaire 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques - article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme TeamViewer GmbH - Jahnstrasse 30 à 73037 Göppingen (Allemagne) (NE: DE: 245.838.579) comme adjudicataire du marché de service pour la mise à jour d'une licence TeamViewer Corporate - Version 12 suivant leur offre pour un montant de 1.234,20€ (TVA Comprise).

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 1.234,20€ à l'article budgétaire 13915/742-53 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de update van een licentie Teamviewer Corporate - Versie 12.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de software Teamviewer het mogelijk maakt voor de dienst informatica om op afstand de controle van een pc te nemen om de gebruikers te helpen;

Overwegende dat de bestaande software geupdate moet worden;

Overwegende dat deze update uitgevoerd moet worden door de firma die de software gemaakt heeft, namelijk TeamViewer GmbH;

Gelet op de offerte van de firma TeamViewer GmbH betreffende de geplande dienst voor een bedrag van 1.234,20€ (BTW Inbegrepen)

Overwegende dat een krediet van 1.234,20€ voorzien is op het begrotingsartikel 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten - artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze van de opdracht te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma TeamViewer GmbH - Jahnstrasse 30 te 73037 Göppingen (Duitsland) (ON: DE: 245.838.579) aan te duiden als aanbestedinghouder van de opdracht van diensten voor de update van een licentie TeamViewer Corporate - Versie 12 volgens hun offerte voor een bedrag van 1.234,20€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 1.234,20€ op het begrotingsartikel 13915/742-53 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0034 Fixation des conditions et attribution du marché pour le remplacement des portes de l'ascenseur "Echevins".

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les portes de l'ascenseur ont été sérieusement abîmées et que cela empêche le bon fonctionnement de celui-ci;

Considérant que ce remplacement doit être effectué par la firme qui a placé l'ascenseur, à savoir Kone Belgium;

Vu l'offre de la firme Kone Belgium quant aux travaux projetés pour un montant de 2.912,47€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 2.912,47€ est prévu à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques - article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Kone Belgium - Rue de Bretagne 24 à 1200 Bruxelles (NE:

0436.407.453) comme adjudicataire du marché de travaux pour le remplacement des portes de l'ascenseur "Echevins" suivant leur offre du 17.05.2017 pour un montant de 2.912,47€ (TVA Comprise).

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 2.912,47€ à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de vervanging van de deuren van de lift "Schepenen".

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de deuren van de lift ernstig beschadigd zijn en dat dit de goede werking ervan belemmert;

Overwegende dat deze vervanging uitgevoerd moet worden door de firma die de lift geplaatst heeft, namelijk Kone Belgium;

Gelet op de offerte van de firma Kone Belgium betreffende de geplande werken voor een bedrag van 2.912,47€ (BTW Inbegrepen)

Overwegende dat een krediet van 2.912,47€ voorzien is op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de artikels 117 en 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (technische specificiteiten - artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de gunningswijze van de opdracht te weerhouden.

Artikel 2 :

De firma Kone Belgium - Bretagnestraat 24 te 1200 Brussel (ON: 0436.407.453) aan te duiden als aanbestedinghouder van de opdracht van werken voor de vervanging van de deuren van de lift "Schepenen" volgens hun offerte dd. 17.05.2017 voor een bedrag van 2.912,47€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3 :

De uitgave van 2.912,47€ op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4 :

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0035 **Fixation des conditions et attribution du marché pour le renforcement de deux compteurs électriques rue de Paris 112.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que les raccordements actuels de deux compteurs à la rue de Paris 112 sont trop faibles;

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer ces deux compteurs électriques;

Considérant qu'il y a lieu de faire exécuter ce renforcement électrique par Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière;

Vu l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 514,25€ (TVA Comprise);

Considérant qu'un crédit de 514,25€ est prévu à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les articles 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1:

De retenir la procédure négociée sans publicité (spécificités techniques) comme mode de passation du marché.

Article 2:

De désigner la firme Sibelga - Quai des usines 16 à 1000 Bruxelles (NE : 0222.869.673) comme adjudicataire du marché pour le marché de travaux de renforcement de deux compteurs électriques rue de Paris 112 au prix de son offre du 11.04.2017 à savoir 514,25€ (TVA Comprise).

Article 3:

De comptabiliser la dépense de 514,25€ à l'article budgétaire 13752/724-60 du budget extraordinaire pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ce marché par emprunt.

Article 5:

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling van de voorwaarden en toekenning van de opdracht voor de versterking van twee elektrische tellers Parijsstraat 112.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat de huidige aansluitingen van de Parijsstraat 112 te zwak zijn;

Overwegende dat het noodzakelijk is de twee elektrische tellers te versterken;

Overwegende dat deze versterking uitgevoerd moet worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben;

Gelet op de offerte van de firma Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 514,25€ (BTW Inbegrepen);

Overwegende dat een krediet van 514,25€ voorzien is op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (exclusiviteit) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON : 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht van werken betreffende de versterking van twee elektrische tellers Parijsstraat 112 volgens het bedrag van haar offerte van 11.04.2017 namelijk 514,25€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 514,25€ op het begrotingsartikel 13752/724-60 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze opdracht met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0036 **Fixation et attribution d'un marché de travaux pour le placement d'un compteur électrique au bâtiment sis rue du Tilleul 181.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant qu'afin de pouvoir bénéficier d'une alimentation électrique dans le bâtiment sis rue du Tilleul 181 il est nécessaire de placer un nouveau compteur;

Considérant qu'il y a lieu de faire appel à Sibelga, société ayant l'exclusivité en la matière ;

Vu l'offre de Sibelga quant aux travaux projetés pour un montant de 2.838,66€ (TVA Comprise) ;

Considérant qu'un crédit de 2.838,66€ est prévu à l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la régie foncière pour l'exercice 2017 ;

Vu l'article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 117 et 234 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De retenir la procédure négociée sans publicité (article 26 § 1, 1° f de la loi du 15 juin 2006) comme mode de passation du marché.

Article 2 :

De désigner la firme Sibelga - Quai des usines 16 à 1000 Bruxelles (NE: 0222.869.673) comme adjudicataire du marché de travaux en vue du placement d'un

nouveau compteur électrique dans le bâtiment sis rue du Tilleul 181, au prix de son offre d'un montant de 2.838,66€ (TVA Comprise).

Article 3 :

De comptabiliser la dépense de 2.838,66€ sur l'article budgétaire 242-01 du budget patrimonial de la régie foncière pour l'exercice 2017.

Article 4:

De financer ces travaux par emprunt.

Article 5 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Vaststelling en aanduiding van een opdracht van werken voor de plaatsing van een elektriciteitsteller in het gebouw gelegen in de Lindestraat 181.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat om elektriciteit te hebben in het gebouw gelegen Lindestraat 181, het nodig is een nieuwe elektriciteitsteller te plaatsen;

Overwegende dat deze werken uitgevoerd moet worden door Sibelga, daar zij ter zake de exclusiviteit hebben ;

Gelet op de offerte van Sibelga betreffende de geplande werken voor een bedrag van 2.838,66€ (BTW Inbegrepen) ;

Overwegende dat een krediet van 2.838,66 € voorzien is op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2017 ;

Gelet op het artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 15 juli 2011 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het

administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

De onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking (artikel 26 § 1, 1° f van de wet van 15 juni 2006) als de wijze van gunning te weerhouden.

Artikel 2:

De firma Sibelga - Werkhuizenkaai 16 te 1000 Brussel (ON : 0222.869.673) aan te duiden als aanbestedinghouder voor de opdracht van werken betreffende de plaatsing van een nieuwe elektriciteitssteller in het gebouw gelegen Lindestraat 181, volgens het bedrag van haar offerte voor een bedrag van 2.838,66€ (BTW Inbegrepen).

Artikel 3:

De uitgave van 2.838,66€ op het begrotingsartikel 242-01 van de patrimoniale begroting van het grondbedrijf voor het dienstjaar 2017 te boeken.

Artikel 4:

Deze werken met een lening te financieren.

Artikel 5:

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen welke aan de toezichthoudende overheid dient te worden overgemaakt.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0037 **Marchés Publics – Application de l’article 234 alinéa 3 NLC - Information.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que le Collège des Bourgmestre et Echevins a fixé les conditions et le mode d’attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché pour l'achat de panneaux pour réaliser les cloisons des sanitaires au sein du bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 7.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°30 – Collège du 25.04.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de l'installation de protections anti-solaires:

Chapitre 1 : Ecole L'Aubier

Chapitre 2 : Ecole maternelle "Germinal"

Chapitre 3 : Prégardiennat "Les Coquelicots" & crèche "Les Diablotins Everois"

Chapitre 4 : Maison de quartier "Platon".

Montant estimatif et comptabilisation:

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2017

11.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2017

16.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017

10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2017

40.000,00€ (TVA Comprise)

Financement: Emprunt

Point N°31 – Collège du 25.04.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat de vélos pour les enfants des classes maternelles des écoles Everheide et La Source.

Montant estimatif: 2.500,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 722/743-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°61 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'un échafaudage adapté aux travaux des maçons.

Montant estimatif: 5.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°62 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de mobilier de cuisine pour la maison de quartier Platon.

Montant estimatif: 1.600,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 300/741-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°63 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 6 tribunes mobiles sur roulettes.

Montant estimatif: 15.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/744-51 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°64 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions d'un marché de services pour l'étude du potentiel éolien existant - Augmentation du montant estimatif.

Montant estimatif: 5.050,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°83 – Collège du 09.05.2017

Fixation des conditions du marché en vue de la réalisation de travaux d'électricité au sein de la maison de quartier Platon.

Montant estimatif: 4.680,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°79 – Collège du 16.05.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'un chalet pour le projet de recyclage des encombrants.

Montant estimatif: 2.400,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 879/744-51 - Exercice 2017
Financement: Subside
Point N°68 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat d'une imprimante à cartes, d'un kit de nettoyage et d'une cartouche de réserve pour la bibliothèque néerlandophone.

Montant estimatif: 1.500,00€ (TVA Comprise)
Engagement: Article budgétaire 767/742-53 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°69 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de micros-cravates.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°70 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'installation de clôtures autour de différentes implantations communales:

Chapitre 1 : Ecole « La Source »

Chapitre 2 : Parcs « De Brandt », « Hoedemaekers » & « de la Marne »

Chapitre 3 : Maison de quartier Platon.

Montant estimatif:
Chapitre 1: 3.000,00€ (TVA Comprise)
Chapitre 2: 8.000,00€ (TVA Comprise)
Chapitre 3: 1.400,00€ (TVA Comprise)
Total: 12.400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:
Chapitre 1: Article budgétaire 722/725-60 - Exercice 2017
Chapitre 2: Article budgétaire 766/725-60 - Exercice 2017
Chapitre 3: Article budgétaire 300/725-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°59 – Collège du 30.05.2017

Fixation des conditions du marché pour la livraison et le placement d'un escalier de service pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 4.840,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°62 – Collège du 30.05.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériaux de construction pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 8.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°63 – Collège du 30.05.2017

Vu les articles 117 et 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Le président informe le Conseil communal des fixations des conditions et du mode d'attribution des marchés des dossiers suivants :

Fixation des conditions du marché pour l'achat de panneaux pour réaliser les cloisons des sanitaires au sein du bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 7.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°30 – Collège du 25.04.2017

Fixation des conditions du marché de travaux en vue de l'installation de protections anti-solaires:

Chapitre 1 : Ecole L'Aubier

Chapitre 2 : Ecole maternelle "Germinal"

Chapitre 3 : Prégardiennat "Les Coquelicots" & crèche "Les Diablotins Everois"

Chapitre 4 : Maison de quartier "Platon".

Montant estimatif et comptabilisation:

3.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2017
11.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 721/724-60 - Exercice 2017
16.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 722/724-60 - Exercice 2017
10.000,00€ (TVA Comprise) sur l'article budgétaire 844/724-60 - Exercice 2017
40.000,00€ (TVA Comprise)

Financement: Emprunt
Point N°31 – Collège du 25.04.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat de vélos pour les enfants des classes maternelles des écoles Everheide et La Source.

Montant estimatif: 2.500,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 722/743-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°61 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'un échafaudage adapté aux travaux des maçons.

Montant estimatif: 5.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 138/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°62 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de mobilier de cuisine pour la maison de quartier Platon.

Montant estimatif: 1.600,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 300/741-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°63 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de 6 tribunes mobiles sur roulettes.

Montant estimatif: 15.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 764/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°64 – Collège du 02.05.2017

Fixation des conditions d'un marché de services pour l'étude du potentiel éolien existant - Augmentation du montant estimatif.

Montant estimatif: 5.050,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 764/724-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°83 – Collège du 09.05.2017

Fixation des conditions du marché en vue de la réalisation de travaux d'électricité au sein de la maison de quartier Platon.

Montant estimatif: 4.680,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 300/724-60 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°79 – Collège du 16.05.2017

Fixation des conditions d'un marché pour l'achat d'un chalet pour le projet de recyclage des encombrants.

Montant estimatif: 2.400,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 879/744-51 - Exercice 2017
Financement: Subside
Point N°68 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat d'une imprimante à cartes, d'un kit de nettoyage et d'une cartouche de réserve pour la bibliothèque néerlandophone.

Montant estimatif: 1.500,00€ (TVA Comprise)
Engagement: Article budgétaire 767/742-53 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°69 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'achat de micros-cravates.

Montant estimatif: 2.000,00€ (TVA Comprise)
Comptabilisation: Article budgétaire 763/744-51 - Exercice 2017
Financement: Emprunt
Point N°70 – Collège du 23.05.2017

Fixation des conditions du marché pour l'installation de clôtures autour de différentes implantations communales:

Chapitre 1 : Ecole « La Source »

Chapitre 2 : Parcs « De Brandt », « Hoedemaekers » & « de la Marne »

Chapitre 3 : Maison de quartier Platon.

Montant estimatif:

Chapitre 1: 3.000,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 2: 8.000,00€ (TVA Comprise)

Chapitre 3: 1.400,00€ (TVA Comprise)

Total: 12.400,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation:

Chapitre 1: Article budgétaire 722/725-60 - Exercice 2017

Chapitre 2: Article budgétaire 766/725-60 - Exercice 2017

Chapitre 3: Article budgétaire 300/725-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°59 – Collège du 30.05.2017

Fixation des conditions du marché pour la livraison et le placement d'un escalier de service pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 4.840,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°62 – Collège du 30.05.2017

Fixation des conditions du marché de fourniture de matériaux de construction pour le bâtiment N.R.E.

Montant estimatif: 8.000,00€ (TVA Comprise)

Comptabilisation: Article budgétaire 137/723-60 - Exercice 2017

Financement: Emprunt

Point N°63 – Collège du 30.05.2017

Le Conseil prend connaissance.

Overheidsopdrachten – Toepassing artikel 234 alinea 3 NGW – Informatie.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen de voorwaarden vastgesteld en de gunningswijze gekozen heeft van de volgende dossiers :

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van panelen voor de sanitaire lokalen van het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 30 – College dd. 25.04.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van de zonneweringen :

Hoofdstuk 1 : School L'Aubier

Hoofdstuk 2 : Kleuterschool "Germinal"

Hoofdstuk 3 : Peutertuin "Les Coquelicots" & kinderkribbe "Les Diablotins Everois"

Hoofdstuk 4 : Buurthuis "Plato".

Ramend bedrag en boeking:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2017
11.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2017
16.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017
10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2017
40.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Financiering: Lening
Punt nr. 31 – College dd. 25.04.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van fietsen voor de kinderen van de kleuterklassen van de scholen Everheide en La Source.

Ramend bedrag: 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 722/743-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 61 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een stelling voor metsers.

Ramend bedrag: 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 62 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van keukenmeubilair voor het buurthuis Plato.

Ramend bedrag: 1.600,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 300/741-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 63 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 6 tribunes op wielen.

Ramend bedrag: 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 64 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de studie van het bestaande windenergiepotentieel – Verhoging van het ramend bedrag.

Ramend bedrag: 5.050,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 83 – College dd. 09.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de realisatie van elektriciteitswerken in het buurthuis Plato.

Ramend bedrag: 4.680,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 79 – College dd. 16.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een tuinhuis voor het project van recyclage van het groot huisvuil.

Ramend bedrag: 2.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 879/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Subsidie

Punt nr. 68 – College dd. 23.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een cardprinter, een reinigingset en een reservelint voor de Nederlandse bibliotheek.

Ramend bedrag: 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Engagement: Begrotingsartikel 767/742-53 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 69 – College dd. 23.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van dasspeld-microfoons.

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 70 – College dd. 23.05.2017.

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van afsluitingen rondom verschillende gemeentelijke vestigingen:

Hoofdstuk 1 : School « La Source »

Hoofdstuk 2 : Parken « De Brandt », « Hoedemaekers » & « de la Marne »

Hoofdstuk 3 : Buurthuis Plato.

Ramend bedrag:

Hoofdstuk 1: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 3: 1.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 12.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

Hoofdstuk 1: Begrotingsartikel 722/725-60 - Dienstjaar 2017

Hoofdstuk 2: Begrotingsartikel 766/725-60 - Dienstjaar 2017

Hoofdstuk 3: Begrotingsartikel 300/725-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 59 – College dd. 30.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een diensttrap voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 4.840,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 62 – College dd. 30.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van bouwmaterialen voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 63 – College dd. 30.05.2017

Gelet op de artikelen 117 en 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

De voorzitter stelt de Gemeenteraad in kennis van de vaststelling van de voorwaarden en de gunningswijze van de volgende dossiers :

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van panelen voor de sanitaire lokalen van het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 7.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 30 – College dd. 25.04.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatiewerken van de zonneweringen :

Hoofdstuk 1 : School L'Aubier

Hoofdstuk 2 : Kleuterschool "Germinal"

Hoofdstuk 3 : Peutertuin "Les Coquelicots" & kinderkribbe "Les Diablotins Everois"

Hoofdstuk 4 : Buurthuis "Plato".

Ramend bedrag en booking:

3.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2017

11.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 721/724-60 - Dienstjaar 2017

16.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 722/724-60 - Dienstjaar 2017

10.000,00€ (BTW Inbegrepen) op het begrotingsartikel 844/724-60 - Dienstjaar 2017

40.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Financiering: Lening

Punt nr. 31 – College dd. 25.04.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van fietsen voor de kinderen van de kleuterklassen van de scholen Everheide en La Source.

Ramend bedrag: 2.500,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 722/743-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 61 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een stelling voor metsers.

Ramend bedrag: 5.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 138/744-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 62 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van keukenmeubilair voor het buurthuis Plato.

Ramend bedrag: 1.600,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 300/741-51 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening
Punt nr. 63 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van 6 tribunes op wielen.

Ramend bedrag: 15.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 64 – College dd. 02.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht van diensten voor de studie van het bestaande windenergiepotentieel – Verhoging van het ramend bedrag.

Ramend bedrag: 5.050,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 764/724-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 83 – College dd. 09.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de realisatie van elektriciteitswerken in het buurthuis Plato.

Ramend bedrag: 4.680,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 300/724-60 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 79 – College dd. 16.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van een opdracht voor de aankoop van een tuinhuis voor het project van recyclage van het groot huisvuil.

Ramend bedrag: 2.400,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 879/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Subsidie
Punt nr. 68 – College dd. 23.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van een cardprinter, een reinigingset en een reservelint voor de Nederlandse bibliotheek.

Ramend bedrag: 1.500,00€ (BTW Inbegrepen)
Engagement: Begrotingsartikel 767/742-53 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 69 – College dd. 23.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de aankoop van dasspeld-microfoons.

Ramend bedrag: 2.000,00€ (BTW Inbegrepen)
Boeking: Begrotingsartikel 763/744-51 - Dienstjaar 2017
Financiering: Lening
Punt nr. 70 – College dd. 23.05.2017.

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de installatie van afsluitingen rondom verschillende gemeentelijke vestigingen:

Hoofdstuk 1 : School « La Source »

Hoofdstuk 2 : Parken « De Brandt », « Hoedemaekers » & « de la Marne »

Hoofdstuk 3 : Buurthuis Plato.

Ramend bedrag:

Hoofdstuk 1: 3.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 2: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Hoofdstuk 3: 1.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Totaal: 12.400,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking:

Hoofdstuk 1: Begrotingsartikel 722/725-60 - Dienstjaar 2017

Hoofdstuk 2: Begrotingsartikel 766/725-60 - Dienstjaar 2017

Hoofdstuk 3: Begrotingsartikel 300/725-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 59 – College dd. 30.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering en de plaatsing van een diensttrap voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 4.840,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 62 – College dd. 30.05.2017

Vaststelling van de voorwaarden van de opdracht voor de levering van bouwmaterialen voor het gebouw N.R.E.

Ramend bedrag: 8.000,00€ (BTW Inbegrepen)

Boeking: Begrotingsartikel 137/723-60 - Dienstjaar 2017

Financiering: Lening

Punt nr. 63 – College dd. 30.05.2017

De Raad neemt kennis.

SECTEUR PERSONNEL - SECTOR PERSONEEL

29.06.2017/A/0038 Cadre du personnel administratif.

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil communal du 19.06.2014 fixant le cadre du personnel administratif, approuvée par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 01.08.2014;

Considérant que le cadre du personnel administratif fixé le 19.06.2014 prévoit les emplois suivants :

a. Cadre organique :

- 1 secrétaire communal (A11)
- 1 receveur communal (A10)
- 1 directeur des ressources humaines (A8)
- 9 conseillers adjoints (A4) dont maximum 5 emplois peuvent être convertis en

chef de division (A5) ou conseiller (A6); le nombre d'emplois A6 ne pouvant dépasser le nombre d'emplois A5.

- 15 secrétaires d'administration (A1 1-2-3)
- 26 secrétaires administratifs (B 1-2-3), dont 3 fonctions peuvent être converties en secrétaire administratif chef (B4)
- 3 assistants administratifs chefs (C4)
- 65 assistants administratifs (C 1-2-3) ou adjoints administratifs (D 1-2-3) dont un minimum de 50% de niveau C
- 2 adjoints administratifs chefs (D4)
- 2 auxiliaires administratifs (E 1-2-3)

b. Cadre d'extinction :

- 2 adjoints administratifs (D 1-2-3)

Vu que les besoins en recrutement de personnel d'encadrement administratif s'orientent plus vers des profils ayant des masters (niveau A1-2-3) que vers des codes 4 au regard des compétences exigées;

Vu la concertation syndicale et le protocole en résultant;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 6§1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De fixer le cadre organique du personnel administratif à partir du 01.06.2017 comme suit :

- 1 secrétaire communal (A11)
- 1 receveur communal (A10)
- 1 directeur des ressources humaines (A8)
- 9 conseillers adjoints (A4) dont maximum 5 emplois peuvent être convertis en chef de division (A5) ou conseiller (A6); ~~le nombre d'emplois A6 ne pouvant dépasser le nombre d'emplois A5.~~
- **17 secrétaires d'administration (A1 1-2-3)**
- **25 secrétaires administratifs (B 1-2-3), dont 1 fonction peut être convertie en secrétaire administratif chef (B4)**
- **2 assistants administratifs chefs (C4)**

- 65 assistants administratifs (C 1-2-3) ou adjoints administratifs (D 1-2-3) dont un minimum de 50% de niveau C
- 2 adjoints administratifs chefs (D4)
- 2 auxiliaires administratifs (E 1-2-3)

Article 2 :

Le cadre d'extinction du personnel administratif est fixé comme suit :

- **1 adjoint administratif (D 1-2-3)**

Article 3 :

Le nombre total des emplois occupés au cadre organique et d'extinction ne peut à aucun moment être supérieur au nombre d'emplois prévus au cadre organique.

Article 4 :

D'abroger la délibération du Conseil communal du 19.06.2014 concernant le cadre du personnel administratif à partir du 01.06.2017.

Article 5 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Personeelsformatie van het administratief personeel.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad dd. 19.06.2014 houdende vaststelling van de personeelsformatie van het administratief personeel, goedgekeurd door het Ministerie van Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 01.08.2014;

Overwegende dat de personeelsformatie vastgesteld op 19.06.2014 volgende betrekkingen voorziet:

a. Organiek kader :

- 1 gemeentesecretaris (A11)
- 1 gemeenteontvanger (A10)
- 1 humanresourcesdirecteur (A8)
- 9 adjunct-adviseurs (A4) waarvan maximum 5 betrekkingen in afdelingschef (A5) of adviseur (A6) kunnen omgezet worden; het aantal betrekkingen A6 mag niet hoger zijn dan het aantal betrekkingen A5
- 15 bestuurssecretarissen (A1 1-2-3)
- 26 administratieve secretarissen (B 1-2-3), waarvan 3 functies in

hoofdsecretaris omgezet kunnen worden (B4)

- 3 administratieve hoofdassistenten (C4)
- 65 administratieve assistenten (C 1-2-3) of administratieve adjuncten (D 1-2-3) waarvan een minimum van 50% van niveau C
- 2 administratieve hoofdadjunten (D4)
- 2 hulpbediendes (E 1-2-3)

b. Uitdovingskader :

- 2 administratieve adjuncten (D 1-2-3)

Gelet dat de noodwendigheden inzake aanwerving van administratief personeel van omkadering zich richten naar profielen die in het bezit zijn van een master (niveau A1-2-3) eerder dan naar codes 4 in het kader van de vooropgestelde competenties;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd in het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsafvaardigingen en het daaruit voortvloeiend protocol;

Gelet op het artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De organieke personeelsformatie van het administratief personeel met ingang van 01.06.2017 als volgt vast te stellen:

- 1 gemeentesecretaris (A11)
- 1 gemeenteontvanger (A10)
- 1 humanresourcesdirecteur (A8)
- 9 adjunct-adviseurs (A4) waarvan maximum 5 betrekkingen in afdelingschef (A5) of adviseur (A6) kunnen omgezet worden; ~~het aantal betrekkingen A6 mag niet hoger zijn dan het aantal betrekkingen A5~~
- **17 bestuurssecretarissen (A1 1-2-3)**
- **25 administratieve secretarissen (B 1-2-3), waarvan 1 functie in hoofdsecretaris omgezet kan worden (B4)**
- **2 administratieve hoofdassistenten (C4)**
- 65 administratieve assistenten (C 1-2-3) of administratieve adjuncten (D 1-2-3) waarvan een minimum van 50% van niveau C
- 2 administratieve hoofdadjunten (D4)

- 2 hulpbediendes (E 1-2-3)

Artikel 2 :

Het uitdovingskader van het administratief personeel wordt als volgt vastgesteld :

- **1 administratief adjunct (D 1-2-3)**

Artikel 3 :

Het totaal aantal bezette betrekkingen van het organiek en het uitdovingskader mag op geen enkel moment hoger zijn dan het aantal betrekkingen voorzien in het organiek kader.

Artikel 4 :

De beraadslaging van de gemeenteraad van 19.06.2014 betreffende de personeelsformatie van het administratief personeel op te heffen vanaf 01.06.2017.

Artikel 5 :

Deze beslissing in tweevoud aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

29.06.2017/A/0039 **Cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins.**

Le Conseil, réuni en séance publique,

Vu la délibération du Conseil communal du 07.02.2013 concernant le cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins, devenu exécutoire par expiration du délai (lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 07.05.2013);

Considérant que ce cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins prévoit les emplois suivants :

- 1 fonction de secrétaire d'administration (A1.1-2-3) ou conseiller adjoint (A4) ou conseiller (A6)
- 1 assistant administratif-chef (C4)
- 2 assistants administratifs (C1-2-3)
- 1 adjoint administratif – chef (D4)

Vu l'évolution des matières à traiter et des responsabilités à assumer au sein du secrétariat du Bourgmestre et des Echevins, il y a lieu de prévoir des fonctions de secrétaires administratifs ;

Vu les futurs départs à la pension des agents de niveau C ;

Vu la concertation syndicale et le protocole en résultant ;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 6§1 de l'ordonnance du 14 mai 1998 tenant réglementation sur la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

De fixer le cadre du personnel lié au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins à partir du 01.06.2017 comme suit :

- 1 fonction de secrétaire d'administration (A1.1-2-3) ou conseiller adjoint (A4) ou conseiller (A6)
- **2 secrétaires administratifs (B1-2-3)**
- 1 assistant administratif-chef (C4)
- 1 adjoint administratif – chef (D4)

Article 2 :

De fixer un cadre d'extinction du personnel lié au secrétariat du Bourgmestre et des Echevins à partir du 01.06.2017 comme suit :

- 2 assistants administratifs (C1-2-3)

Article 3 :

Les emplois prévus au Secrétariat du Bourgmestre et des Echevins sont accessibles par recrutement statutaire, par recrutement contractuel ou par détachement temporaire d'un autre poste ou par promotion.

Les agents contractuels seront recrutés en vertu d'un contrat à durée indéterminée.

Les agents détachés peuvent être remplacés dans leur service d'origine.

Il peut être mis fin à tout moment au recrutement ou au détachement. Les agents détachés seront réaffectés dans un service de l'administration en réintégrant leur grade initial, soit dans un emploi vacant, soit en surnombre. Les agents statutaires seront réaffectés, en conservant leur grade, dans un emploi vacant dans un service de l'administration.

Article 4 :

D'abroger la délibération du Conseil communal du 07.02.2013 concernant le cadre du personnel lié au secrétariat du Bourgmestre et des Echevins à partir du 01.06.2017.

Article 5 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle d'approbation.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Personeelsformatie van het personeel verbonden aan het Secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen.

De Raad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 07.02.2013 houdende personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester, uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn (brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 07.05.2013);

Overwegende dat deze personeelsformatie verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen in volgende betrekkingen voorziet :

- 1 functie van bestuurssecretaris (A1.1-2-3) of adjunct adviseur (A4) of adviseur (A6)
- 1 administratief hoofdassistent (C4)
- 2 administratieve assistenten (C1-2-3)
- 1 administratief hoofdadjunct (D4)

Gelet op de evolutie van de te behandelen materies en van de verantwoordelijkheden die binnen het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen moeten opgenomen worden, is het noodzakelijk om functies van administratieve secretarissen te voorzien;

Gelet op de nakende pensioenen van personeelsleden van niveau C ;

Gelet op de onderhandelingen gevoerd in het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsafvaardigingen en het daaruit voortvloeiend protocol;

Gelet op het artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 6 § 1 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1 :

De personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen vanaf 01.06.2017 als volgt vast te stellen:

- 1 functie van bestuurssecretaris (A1.1-2-3) of adjunct adviseur (A4) of adviseur (A6)
- **2 administratieve secretarissen (B1-2-3)**
- 1 administratief hoofdassistent (C4)
- 1 administratief hoofdadjunct (D4)

Artikel 2 :

Om een uitdovingskader van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester met ingang van 01.06.2017 als volgt vast te leggen :

- 2 administratieve assistenten (C1-2-3)

Artikel 3 :

De betrekkingen voorzien op het secretariaat van de Burgemeester en de Schepenen zijn door statutaire aanwerving, door contractuele aanwerving of door een tijdelijke detachering van een andere functie of bij bevordering te begeven.

De contractuele personeelsleden worden door een overeenkomst voor onbepaalde duur aangeworven.

De gedetacheerde personeelsleden kunnen in hun oorspronkelijke dienst vervangen worden.

Er kan op ieder moment een einde gesteld worden aan de aanwerving of de detachering. De gedetacheerde personeelsleden worden terug verbonden door reïntegratie in hun oorspronkelijke graad aan een dienst van de administratie, hetzij in een vacante arbeidsplaats, hetzij in overtal.

De vastbenoemde personeelsleden worden terug verbonden, in hun graad, in een vacante betrekking in één van de diensten van de administratie.

Artikel 4 :

De beraadslaging houdende vaststelling van de personeelsformatie van het personeel verbonden aan het secretariaat van de Burgemeester van 07.02.2013 wordt vanaf 01.06.2017 opgeheven.

Artikel 5 :

Deze beslissing in tweevoud aan de toezichthoudende overheid over te maken met het oog op de uitoefening van het goedkeuringstoezicht.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

29.06.2017/A/0040 **Création d'un mandat pour mission urgente et limitée dans le temps afin d'avoir une vision sur les axes stratégiques à poursuivre et les besoins en résultant au sein du C.P.A.S d'Evere suite à l'absence temporaire de certains fonctionnaires dirigeants.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la circulaire du 28 avril 1994 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale tenant fixation de la Charte Sociale – Harmonisation du statut administratif et révision générale des barèmes du personnel des pouvoirs locaux de la Région de Bruxelles-Capitale dans laquelle est reprise au point 7.8 la possibilité lors de circonstances particulières de créer un mandat pour accomplir des missions spécifiques nouvelles et/ou exceptionnelles, limitées dans le temps;

Considérant qu'il convient de prévoir la création d'un mandat pour mission urgente et

limitée dans le temps afin d'avoir une vision sur les axes stratégiques à poursuivre et les besoins en résultant au sein du C.P.A.S d'Evere suite à l'absence temporaire de certains fonctionnaires dirigeants ;

Considérant l'ampleur des dossiers et la diversité des matières à gérer tout en ayant des compétences managériales et stratégiques ;

Considérant que le mandataire sera mis à disposition du C.P.A.S d'Evere comme le prévoit l'article 144 bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'il convient de prévoir une situation pécuniaire adaptée aux responsabilités confiées au détenteur du mandat qui sera désigné en fonction de son expérience spécifique en la matière ;

Vu la négociation syndicale et le protocole y afférent ;

Vu les articles 145 et 147 de la nouvelle loi communale ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

De créer un mandat afin d'avoir une vision sur les axes stratégiques à poursuivre et les besoins en résultant au sein du C.P.A.S d'Evere suite à l'absence temporaire de certains fonctionnaires dirigeants.

Article 2 :

De fixer la durée du mandat à 6 mois, du 01.07.2017 au 31.12.2017.

Article 3 :

De lier au mandat un barème de 47.730,44€ à 100% soumis tous deux aux fluctuations de l'indice (138,01).

Article 4 :

Le mandataire doit faire rapport au Président du C.P.A.S d'Evere.

Article 5 :

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à désigner le mandataire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Creatie van een mandaat voor een dringende en in de tijd beperkte opdracht, om een zicht te hebben op de te volgen strategische hoofdlijnen en de noden die eruit voortvloeien binnen het OCMW van Evere, ingevolge de tijdelijke afwezigheid van bepaalde leidende ambtenaren.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28 april 1994 houdende vaststelling van het Sociaal Handvest - Harmonisatie van het administratief statuut en algemene weddeherziening voor het personeel van de plaatselijke besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarin in punt 7.8 de mogelijkheid is opgenomen om in bijzondere omstandigheden een mandaat te creëren om nieuwe specifieke en/of uitzonderlijke opdrachten te vervullen die in de tijd beperkt zijn;

Overwegende dat het aangewezen is om een mandaat te creëren voor een dringende en in de tijd beperkte opdracht, om een zicht te hebben op de te volgen strategische hoofdlijnen en de noden die eruit voortvloeien binnen het OCMW van Evere, ingevolge de tijdelijke afwezigheid van bepaalde leidende ambtenaren;
Overwegende de omvang van de dossiers en de diversiteit van de te beheren materies alsook de vereiste managers- en strategische vaardigheden;

Overwegende dat de mandataris ter beschikking van het OCMW van Evere gesteld zal worden zoals bepaald in artikel 144bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het aangewezen is om te voorzien in een geldelijke situatie die aangepast is aan de verantwoordelijkheden die toevertrouwd zullen worden aan de mandaathouder, die aangeduid zal worden in functie van zijn specifieke ervaring met de materie;

Gelet op het syndicaal overleg en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op de artikelen 145 en 147 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Een mandaat te creëren om een zicht te hebben op de te volgen strategische hoofdlijnen en de noden die eruit voortvloeien binnen het OCMW van Evere, ingevolge de tijdelijke afwezigheid van bepaalde leidende ambtenaren.

Artikel 2 :

De duur van het mandaat vast te leggen op 6 maanden, namelijk van 01.07.2017 tot 31.12.2017.

Artikel 3 :

Aan het mandaat een barema van € 47.730,44 aan 100% te koppelen, beide onderworpen aan de schommelingen van het indexcijfer (138,01).

Artikel 4 :

De mandataris moet rapporteren aan de voorzitter van het OCMW van Evere.

Artikel 5 :

Het college van burgemeester en schepenen te machtigen om de mandataris aan te wijzen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0041 **Convention tripartite de mise à disposition.**

Le conseil, réuni en séance publique,

Vu la création du mandat pour mission urgente et limitée dans le temps afin d'avoir une vision sur les axes stratégiques à poursuivre et les besoins en résultant au sein du C.P.A.S d'Evere suite à l'absence temporaire de certains fonctionnaires dirigeants, en cette séance du 29.06.2017;

Considérant qu'il s'avère nécessaire de mettre à disposition un travailleur par l'Administration Communale au C.P.A.S. d'Evere afin d'assurer l'intérêt communal;

Vu la communication faite au comité particulier de concertation;

Vu les articles 117 et 144bis de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter, à partir du 09.06.2017, la convention tripartite de mise à disposition telle que reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
24 votants : 24 votes positifs.

Driepartijenovereenkomst van terbeschikkingstelling.

De Gemeenteraad, vergaderd in openbare zitting,

Gelet de creatie van de mandaat voor een dringende en in de tijd beperkte opdracht, om een zicht te hebben op de te volgen strategische hoofdlijnen en de noden die eruit voortvloeien binnen het OCMW van Evere, ingevolge de tijdelijke afwezigheid van bepaalde leidende ambtenaren, in deze zitting van 29.06.2017;

Overwegende dat het noodzakelijk blijkt om een medewerker van het gemeentebestuur ter beschikking van het Everse O.C.M.W. te stellen in het kader van het gemeentelijk belang;

Gelet op de mededeling aan het bijzonder overlegcomité;

Gelet op artikelen 177 en 144bis van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De driepartijen overeenkomst van terbeschikkingstelling, zoals voorzien in bijlage, aan te nemen vanaf 09.06.2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0042 **Règlement relatif à l'horaire d'été d'application du 1er juillet au 31 août. Personnel communal à l'exception du personnel éducateur des écoles.**

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la délibération du conseil communal du 30.03.2017 tenant modification du règlement de travail et mesures statutaires administratives et pécuniaires entré en vigueur le 01.04.2017 ;

Vu la délibération du conseil communal du 30.03.2017 tenant règlement relatif à l'horaire d'été d'application du 1^{er} juillet au 31 août – personnel communal à l'exception du personnel éducateur des écoles ;

Vu l'erreur administrative relevée à l'article 4 de ladite délibération quant aux heures de débuts des prestations conformément au règlement de travail ;

Vu les négociations menées au sein du Comité de négociation avec les organisations syndicales représentatives et le protocole en résultant ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1 : D'adopter le règlement suivant :

Chapitre 1 : Horaire d'été du personnel ouvrier de l'economat (à l'exception du personnel ouvrier travaillant aux plaines de vacances, aux crèches, aux préguardiennats et en cuisine)

Article 1 :

Un horaire adapté est imposé au personnel visé dans le champ d'application du chapitre 1, pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 août.

Article 2 :

Au cours de la période visée à l'article 1^{er}, les prestations hebdomadaires sont fixées à 35h, soit 7 heures par jour (pour un temps plein ; calcul au prorata pour les temps partiels). Le début des prestations est fixé à 7h et la fin à 14h30 avec une pause de 30 minutes dont les modalités seront fixées par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Chapitre 2 : Horaire d'été du personnel à temps plein non visé au chapitre 1 (à l'exception du personnel des crèches, préguardiennats, bibliothèques, du personnel éducateur des écoles, du personnel ouvrier, technique et administratif de la regie des travaux, du personnel du service de la Prévention et du personnel ouvrier de l'economat travaillant aux plaines de vacances, aux crèches, aux préguardiennats et à la cuisine).

Article 3 :

Un horaire variable adapté est autorisé sans être imposé au personnel visé dans le champ d'application de ce chapitre pendant la période allant du 1^{er} juillet au 31 août.

Article 4 :

Au cours de la période visée à l'article 3, du lundi au jeudi, le début des prestations peut se situer entre 7h et **9h00** et la fin entre 15h et 18h avec une pause pouvant varier de 30 minutes à 2 heures entre 12 et 14 heures. Le vendredi, le début des prestations peut se situer entre 7h et **9h00** et la fin entre 12h et 13h.

Les prestations hebdomadaires restent de 36 heures (pour un temps plein) et le service du mardi soir de 17h à 20h est maintenu.

Les services doivent être assurés de 8h à 13h et de 14h à 15h (du lundi au jeudi) + le mardi soir de 17h à 20h.

Chapitre 3 : disposition visant le personnel des bibliothèques, le personnel ouvrier, technique et administratif de la regie des travaux, l'ensemble du personnel du service de la Prévention, le personnel des crèches et préguardiennats , le personnel ouvrier de l'economat travaillant aux plaines de vacances, aux crèches, aux pregardiennats et à la cuisine ainsi que le personnel visé au chapitre 2 travaillant à temps partiel.

Article 5 :

Les membres du personnel visés dans ce chapitre et ne pouvant bénéficier des facilités d'horaire d'été en raison du service à assurer, recevront un forfait unique de 9 heures supplémentaires en compensation (pour la période allant du 1/07 au 31/08) pour un temps plein ; calcul au prorata pour les temps partiels. Lorsque le calcul des heures supplémentaires comprend des semaines incomplètes (en fonction du calendrier civil, de prise de congés ou de compensations d'heures supplémentaires ou de congés de maladie durant la semaine concernée), le calcul d'octroi d'heures supplémentaires se fera comme suit :

- Pour les temps pleins : 12 minutes par jour presté.
- Pour les temps partiels : 10 minutes par jour presté.
- Pour les journées comprenant des compensations d'heures supplémentaires inférieures à 1/2j :

10 minutes par jour partiellement presté.

- Pour les journées comprenant des compensations d'heures supplémentaires d'un 1/2j ou plus :

6 minutes par jour partiellement presté.

Article 2 : Le présent règlement entre en vigueur le 01.07.2017 et abroge le règlement relatif à l'horaire d'été fixé par la délibération du Conseil communal du 30.03.2017.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Reglement betreffende de zomerregeling van toepassing van 1 juli tot en met 31 augustus. Gemeentepersoneel met uitzondering van het opvoedend personeel in de scholen.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 30.03.2017 houdende wijziging van het arbeidsreglement en de administratieve en geldelijke statutaire bepalingen, in voege vanaf 01.04.2017;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 30.03.2017 houdende het reglement betreffende de zomerdienst van toepassing van 1 juli tot 31 augustus – gemeentepersoneel met uitzondering van het opvoedend personeel in de scholen;

Gelet op de administratieve fout hernomen in artikel 4 van bovenvermelde beraadslaging betreffende de beginuren van de prestaties overeenkomstig het arbeidsreglement;

Gelet op de onderhandelingen van 28.03.2017 gevoerd tijdens het Onderhandelingscomité met de representatieve vakbondsorganisaties, en het daaruit voortvloeiende protocol;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1: Het volgende reglement goed te keuren:

Hoofdstuk 1: Zomerregeling voor het arbeiderspersoneel van het Economaat (met uitzondering van het arbeiderspersoneel van de vakantiespeelpleinen, de kinderdagverblijven, de peuterspeelplaatsen en de keukens)

Artikel 1:

Een aangepaste uurregeling wordt opgelegd aan het personeel bedoeld in het toepassingsgebied van hoofdstuk 1 tijdens de periode van 1 juli tot en met 31 augustus.

Artikel 2:

Tijdens de periode bedoeld in artikel 1 worden de wekelijkse prestaties vastgesteld op 35 uur, hetzij 7 uur per dag (voor een voltijdse betrekking; berekening pro rata voor een deeltijdse betrekking). Het begin van de prestaties wordt vastgelegd op 7.00 uur en het einde op 14.30 uur, met een pauze van 30 minuten, waarvan de modaliteiten bepaald worden door het college van burgemeester en schepenen.

Hoofdstuk 2: Zomerregeling voor het voltijdse personeel dat niet bedoeld is in hoofdstuk 1 (met uitzondering van het personeel van de kinderdagverblijven, de peuterspeelruimten en de bibliotheken, het opvoedend personeel in de scholen, het arbeiders-, technisch en administratief personeel van de Regie der Werken, het personeel van de Preventiedienst en het arbeiderspersoneel van het Economaat dat werkt op de vakantiespeelpleinen en in de kinderdagverblijven, de peuterspeelruimten en de keukens)

Artikel 3:

Een aangepaste variabele uurregeling is toegestaan, doch niet verplicht, voor het personeel bedoeld in het toepassingsgebied van dit hoofdstuk tijdens de periode van 1 juli tot en met 31 augustus.

Artikel 4:

Tijdens de periode bedoeld in artikel 3 mag, van maandag tot en met donderdag, het begin van de prestaties plaatsvinden tussen 7.00 en **9.00** uur en het einde tussen 15.00 en 18.00 uur, met een pauze van 30 minuten tot 2 uur tussen 12.00 en 14.00 uur. Op vrijdag mag het begin van de prestaties plaatsvinden tussen 7.00 en **9.00** uur en het einde tussen 12.00 en 13.00 uur.

De wekelijkse prestaties blijven vastgesteld op 36 uur (voor een voltijdse betrekking) en de dinsdagavonddienst van 17.00 tot 20.00 uur blijft behouden.

De dienstverlening moet verzekerd zijn tussen 8.00 en 13.00 uur en tussen 14.00 en 15.00 uur (van maandag tot en met donderdag) en op dinsdagavond van 17.00 tot 20.00 uur.

Hoofdstuk 3: Bepaling betreffende het personeel van de kinderdagverblijven, de peuterspeelruimten en de bibliotheken, het arbeiders-, technisch en administratief personeel van de Regie der Werken, het personeel van de Preventiedienst, het arbeiderspersoneel van het Economaat dat werkt op de vakantiespeelpleinen en in de kinderdagverblijven, de peuterspeelruimten en de keukens, alsook het personeel bedoeld in hoofdstuk 2 dat deeltijds werkt

Artikel 5:

De personeelsleden bedoeld in dit hoofdstuk kunnen niet van de faciliteiten van de zomerregeling genieten omdat ze de dienst moeten verzekeren; ze zullen eenmalig een forfait van 9 overuren in compensatie krijgen (voor de periode van 1 juli tot en met 31 augustus) (voor een voltijdse betrekking; berekening pro rata voor een deeltijdse betrekking). Wanneer de berekening van de overuren onvolledige weken omvat (in functie van de burgerlijke kalender, opgenomen verlofdagen, compensaties van overuren of ziekteverlof tijdens de desbetreffende week) wordt de toekenning van overuren berekend als volgt:

- Voor de voltijdse betrekkingen: 12 minuten per gepresteerde dag;
- Voor de deeltijdse betrekkingen: 10 minuten per gepresteerde dag;
- Voor de dagen met compensaties van overuren gedurende minder dan 1/2 dag:
10 minuten per gedeeltelijk gepresteerde dag;
- Voor de dagen met compensaties van overuren gedurende 1/2 dag of meer:
6 minuten per gedeeltelijk gepresteerde dag.

Artikel 2: Dit reglement in werking te laten treden op 01.07.2017 en het reglement betreffende de zomerdienst vastgesteld bij de beraadslaging van de gemeenteraad van 30.03.2017 op te heffen.

Het punt wordt van de dagorde geschrapt.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

29.06.2017/A/0043 **Questions orales inscrites à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 31 mai 2017 de Monsieur Ali Chaftar, Conseiller communal. - La propreté et le service de promotion économique .**

1. Dans le cadre de la Journée Mondiale de l'environnement, début juin, j'en profite pour soulever une problématique locale écologique.

En 2015, l'Union Européenne a adopté une directive qui impose la réduction de consommation des sacs légers en plastiques aux Etats- membres.

Le sac en plastique à usage unique est apparu dans les années 60 pour faciliter le transport de nos courses et sa généralisation a eu un impact considérable sur nos habitudes de consommation mais malheureusement sa désintégration naturelle peut mettre jusqu'à 400 ans.

De facto, en 2016, la Région de Bruxelles- capitale a transposé cette directive en ordonnance en vue d'interdire les sacs de caisse en plastiques à usage unique pour le 1^e septembre 2017 sur les marchés et le 1^e septembre 2018 pour tous les commerces, magasins etc...

Il existe diverses alternatives aux sacs en plastiques. Le sac en tissu, le panier en osier, les caddys, les bacs réutilisables, les sacs à dos... sont parmi tant d'autres, les alternatives auxquelles commerçants et clients pourront recourir.

Quelles initiatives, la commune d'Evere mettra en place pour sensibiliser les Everois à la problématique et éventuellement accompagnement par des projets et soutient aux commerçants et maraîchers sur son territoire à l'instar d'autres communes ?

Madame Raets, Echevine, répond :

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut apporter les réponses suivantes :

En collaboration avec l'UCM, une séance d'information a été proposée à l'ensemble des commerçants éverois le 30/11/2016.

En collaboration avec les représentants des 3 associations des commerçants, il a été décidé de financer l'achat de 5.500 sacs réutilisables, ces sacs pliables sont offerts aux commerçants qui s'engagent à inciter leurs clients à réduire l'utilisation des sacs plastiques à usage unique. Chaque geste durable lors des achats comme l'utilisation du sac réutilisable offert ou le refus de sacs plastiques, permettra aux clients de gagner un cachet et de participer au concours. Cette action est actuellement en cours de lancement et est menée de manière transversale par le service de la promotion économique & emploi et celui du développement durable.

La commune n'a pas attendu l'ordonnance de la Région pour agir puisqu'en 2012 et 2013, une action similaire de sensibilisation a été menée par le service du développement durable auprès des commerces de I er nécessité et auprès du citoyen afin de le sensibiliser sur la durée de vie d'un sac plastique et de son impact sur l'environnement. Depuis 2010, le service de la promotion économique a organisé plusieurs actions avec la distribution de sacs réutilisables sur les deux marchés hebdomadaires et dans les commerces lors de la journée du Client.

2. A plusieurs reprises, lors de l'élagage des arbres ou arbustes sur le tronçon Decoster, les déchets sont déposés pendant deux trois jours sur 2 ou 3 emplacements pour véhicules au parking de la rue Edouard Decoster, en attendant qu'un camion vienne les chercher.

Le stationnement étant déjà très chaotique et difficile dans cette zone depuis quelques années déjà, je ne comprends pas pourquoi faut- il deux à trois jours pour venir ramasser des déchets organiques et de ce fait, supprimer deux à trois emplacements de parking en sachant que ce parking est délesté de deux emplacements par une société de voiture de partage sans l'avis des riverains ?

Pourquoi le service compétent espaces- verts ou propreté laisse- t- il traîner les déchets d'arbres, plantes et feuilles mortes sur un parking public pendant deux jours minimum ?

Serait- il possible de coordonner les actions des différents intervenants communaux afin d'éviter ce genre de désagrément, à l'avenir ?

Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff, répond que chaque jour +/- 10 à 12 petites équipes sont sur le terrain pour divers travaux de jardinage, et chaque équipe a son tas de déchets pour la fin de journée. Nous n'avons qu'un seul camion avec grapin et un seul chauffeur permis C qui enlève les tas de déchets deux jours (minimum) par semaine (les autres jours le camion est utilisé pour d'autres tâches). Il se peut donc que le résultat d'un entretien soit stocké quelques heures sur l'emplacement de parking le plus proche.

Comme une partie des équipes travaille au même endroit parfois 2 à 3 jours de suite, le camion ne passe que quand ils ont terminé le travail, pour éviter un déplacement supplémentaire du véhicule (nous tenons également compte de l'environnement !).

Le Conseil entend les 2 questions orales de Monsieur Ali Chaftar, Conseiller communal. Ensuite Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff et Madame Martine Raets,

Echevine, lui répondent.

29.06.2017/A/0044 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 18.05.2017 - Approbation.**

Vu l'absence de remarques concernant le projet de procès-verbal de la réunion du Conseil communal précédent, le procès-verbal est considéré comme adopté.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 18.05.2017 - Goedkeuring.

Gelet op het gegeven dat geen opmerkingen werden geformuleerd op het ontwerp van proces-verbaal van de vorige vergadering van de Gemeenteraad, wordt het proces-verbaal geacht goedgekeurd te zijn.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0045 **Interpellations inscrites à l'ordre du jour suite à la demande écrite du 22 juin 2017 de Monsieur Jean-Philippe Mommart, Conseiller communal. - Alpha-FLE et bal du bourgmestre.**

Interpellation Alpha-FLE juin 2017

Le 6 juin dernier, nous avons reçu dans notre boîte aux lettres une copie d'un courrier émanant des apprenants de l'Alpha/français langue étrangère (FLE) adresse au bourgmestre monsieur Pierre Muylle, à la présidente de l'Entrela madame Dominique Clajot et à la directrice de l'Entrela madame Karin Fontaine.

Dans ce courrier, les apprenants exprimaient leur tristesse et le regret suite aux départs des 2 coordinatrices de l'Alpha/FLE, licenciées par le centre culturel dont ils dépendent suite à des changements de l'accueil et des cours à l'Alpha/FLE. En outre, ils déplorent dans ce courrier le manque de concertation avec eux alors qu'ils sont les premiers concernés par les formations données au sein de l'Alpha/FLE.

Après avoir pris contact avec les bénévoles qui s'occupent de donner les cours, il s'avère que

Tant les apprenants que les bénévoles ont toujours apprécié le travail des 2 coordinatrices. Ils leur reconnaissent, outre leur compétence de gestion de l'Alpha/FLE, une aptitude à écouter et prendre en compte les situations particulières de chaque apprenant, indissociables selon eux de l'apprentissage de la connaissance du Français pour des personnes majoritairement non scolarisées et/ou précarisées.

Il ne s'agit pas d'un cas isolé puisque que les 2 coordinatrices ont été remerciées et non

une seule et puisque il y a 3 ans d'ici un des 2 coordinateurs en charge à l'époque Daniel Andrino avait également été licencié par le centre culturel. Nous nous posons donc des questions sur le management des employés de l'Alpha/FLE.

Tant les apprenants que les bénévoles n'ont pas reçu de réponses précises à toutes leurs questions dont je reprends les éléments des ci-dessous malgré la réunion du mardi 20 juin dernier.

C'est pourquoi, en tant que conseiller communal, j'interpelle le Collège des échevins et en particulier le bourgmestre monsieur Pierre Muylle, ainsi que l'échevine de la Culture et présidente du Centre Culturel madame Dominique Clajot. Voici les questions dont j'aimerais obtenir réponse lors de la séance du conseil communal du 29 juin.

- 1) Pouvez-vous nous expliquer les raisons qui ont conduit la direction du centre culturel et la présidence de l'Entrela à licencier les 2 coordinatrices ? Quel motif sera indiqué dans leur C4 ? À combien se chiffrent les indemnités de départ ? Est-ce le centre culturel ou la commune qui va financer cette dépense imprévue ?
- 2) Pourquoi est-ce que les 2 coordinatrices (temps plein) ne sont remplacées que par une seule personne ? Est-ce le Centre Culture ou la Commune ou le CPAS qui diminue le financement alloué à l'Alpha/FLE et pour quelles raisons ?
- 3) Pouvez-vous confirmer l'information selon laquelle le nombre maximum d'inscriptions en septembre sera limité à 150 apprenants au lieu d'environ 250 pour cette année 2016-2017. Si c'est confirmé pourquoi une telle orientation est-elle prise alors qu'il est tellement crucial pour les personnes d'origine étrangère d'apprendre une de nos langues nationales, condition nécessaire pour s'intégrer ? Sur quelle base seront sélectionnées les personnes ?
- 4) Pouvez-vous confirmer que les apprenants dès la rentrée devront assister obligatoirement pour 3h de leur 9h de cours à des activités socio-culturelles organisées par le centre culturel ? Quelle en est la raison ? S'agit-il d'une exigence du décret actuel ou bien du futur décret qui sera en application en 2020 ? S'il s'agit du futur décret, pourquoi installer ce système dès la rentrée 2017 ? Nous pensons que proposer ce type d'activité comme porte d'entrée pour l'apprentissage du Français est une bonne idée pour autant que ce ne soit ni obligatoire ni représentant 33% du cursus de formation. En effet, certaines personnes vont trouver cela génial et d'autres ne se retrouveront pas du tout dans ce changement de programme. Cette dernière opinion a d'ailleurs été majoritairement exprimée par les apprenants lors de la réunion du mardi 13 juin dernier dans les locaux de l'Alpha/FLE. Cette mesure ne correspond pas à un besoin exprimé par les apprenants.
- 5) La permanence actuelle de l'Alpha/FLE a lieu du lundi au vendredi toute la journée. Pouvez-vous confirmer que la situation changera dès septembre avec une permanence réduite à 2j ou 3j à l'Alpha/FLE. Pourquoi ce changement ?

Madame Dominique Clajot, Echevine, répond :

Monsieur le Conseiller,

Je tiens à vous exprimer ma surprise quant à votre interpellation concernant le centre culturel d'Evere qui, je vous le rappelle, n'est pas un service communal mais bien une ASBL officiellement reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles et la commission communautaire française; elle répond à la législation de ces entités fédérées.

Ses liens avec la commune passent par une convention qui est approuvée par le conseil communal.

La directrice de L'entrela' est chargée de mettre en application les décisions prises au sein du conseil d'administration que j'ai l'honneur de présider.

Les statuts de cette asbl prévoient, comme vous le savez, la représentation, en son sein, de la commune, tant majorité qu'opposition ; votre formation y est donc représentée.

Votre mandataire au sein du conseil d'administration s'est clairement associée à toutes les décisions qui ont été prises dans la gestion de cette situation difficile pour tous. Mais cela, vous le saviez déjà.

Ceci met fin, je pense, à votre interpellation.

Ceci étant dit, si le Président de séance m'y autorise, je tenterai, en dépassant le cadre de mes compétences scabinales, de clarifier cette situation qui laisse courir une désinformation nuisible, pour ne pas dire des rumeurs dont nous connaissons tous l'aspect destructeur.

....

Votre première question porte sur le départ des deux coordinatrices alpha/Fle :

Il s'agit en réalité d'une coordinatrice et d'une animatrice.

Sachez que si leur travail a été apprécié autant par les apprenants que par les volontaires, leur engagement social et leurs qualités humaines sont reconnues par tous les membres du conseil d'administration et que c'est avec regret que nous nous trouvons face à cette situation extrême.

Les deux personnes que vous évoquez verront indiqué sur leur C4 le motif de licenciement suivant :

« Non adhésion au projet tel que fixé par les décrets centre culturel et cohésion sociale. » , ce qui résume de manière très concise les raisons de cette fin de collaboration.

C'est après maintes tentatives, à différents niveaux, que la conclusion partagée d'une impossibilité à poursuivre ce projet de manière commune a été posée.

A partir de ce constat, le conseil d'administration, au sein duquel vous êtes donc représentés, a, dans son ensemble souhaité clôturer l'année avec les deux personnes en place, tout en procédant au recrutement d'un ou d'une chargé-e de projet et d'un animateur ou d'une animatrice.

Il s'agit donc bien de deux emplois et pas d'un seul comme votre question le laisse entendre.

La chargée de projet prendra ses fonctions le 7 août prochain, le recrutement a eu lieu cette semaine et la CA s'est prononcé ce jour sur l'engagement à temps plein d'une nouvelle travailleuse.

La finalisation du recrutement de l'animateur se fera après la prise de fonction de la chargée de projet, afin que celle-ci puisse intervenir dans le recrutement à la lumière de

sa conception du travail.

Cet emploi d'animation sera ouvert à mi-temps, non que la commune ou le cpas ait choisi de diminuer son soutien à l'alpha/fle, mais parce que le secteur culturel est, à Evere comme dans toute la fédération Wallonie-Bruxelles, globalement sous-financé, et que, n'ayant pas la garantie de pouvoir pérenniser un CDI à temps plein, nous avons choisi d'engager une personne à mi-temps plutôt que de risquer de devoir réduire son temps de travail, d'ici quelques mois pour raisons budgétaires.

Les salaires de ces deux nouveaux collaborateurs seront pris en charge, à concurrence maximale de 60.000 euros, par la commune durant la durée du préavis, afin de libérer le centre culturel d'un double paiement et de permettre ainsi à l'alpha/fle d'aller de l'avant sans mettre à mal l'action portée depuis 2002.

Ceci revient à dire que la commune prendra en charge les salaires

- de la coordinatrice (Julia : +/- 59 079 €)

10 mois effectifs /12 mois

Préavis depuis le 12/6 et entrée en fonction le 7/8

- et le salaire de l'animateur ou animatrice (Sandra : +/-23.138 €)

(3 mois effectifs à mi-temps / 6 mois de préavis)

Préavis depuis le 6/6 et entrée en fonction prévue début septembre.

La deuxième partie de votre intervention porte sur l'organisation de l'accueil des apprenants :

Nous sommes au cœur d'un changement en ce qui concerne les différents décrets qui régissent l'activité de l'entrela'

- Le décret des centres culturels de novembre 2013 nous a invités à revisiter nos pratiques et à formuler des enjeux communs entre équipe et partenaires ; ceux-ci se résument pour nous dans les termes suivants :

« Tous ensemble, solidaires, métissés, égaux, pour faire de Bruxelles une ville plaisir ». Ces enjeux décroisonnés amènent les différents secteurs de l'entrela' à appréhender ensemble des projets transversaux qui doivent être définis dans notre nouveau contrat programme. La première ébauche de celui-ci sera déposée ce vendredi 30 juin.

- D'autre part, l'entrela', la commune et la commission communautaire française (cocof) ont signé pour le quinquennat 2016-2020 , une nouvelle convention dans le cadre de la cohésion sociale , concernant l'EDD et l'alpha/fle.

Une des exigences de la Cocof consiste en l'offre de formations d'un minimum de 9H par semaine en journée,(ou 4h à horaire décalé) dont une partie doit être consacrée à des activités d'apprentissage non formel.

Cette exigence est elle-même fixée en vertu du décret 2004 relatif à la cohésion sociale et de l'appel à projet lancé par la cocof.

Au sein du conseil d'administration, nous concevons l'apprentissage de la langue française comme un processus qui s'articule selon les 3 axes suivants :

- o Socio-culturel (connaissance de l'autre, échanges)
- o Pragmatique (vie quotidienne)
- o Linguistique (vocabulaire, grammaire)

L'authenticité de l'alpha/FLE telle qu'elle est organisée à Evere est guidée par une volonté assumée de brassage social et d'ouverture des activités culturelles et créatives à un public qui en est trop souvent exclu.

Nous demandons aux travailleurs de l'alpha de guider les volontaires et les apprenants dans cette démarche parfois difficile, mais toujours enrichissante.

Notre volonté est en effet d'accompagner les personnes vers leur émancipation et leur autonomie, notamment par leur participation à des projets citoyens.

Pour répondre à une autre de vos questions, je vous confirme, comme cela a déjà été dit à plusieurs reprises, que le conseil d'administration souhaite maintenir le même nombre d'inscriptions aux groupes d'apprentissage. Ceux-ci ne pourront être ouverts qu'en fonction des bénévoles qui souhaiteront poursuivre le travail avec nous et/ou de ceux qui accepteront de nous rejoindre.

A ce jour, 3 volontaires sur 14 ont annoncé leur volonté de continuer, les autres réfléchissent et nous avons lancé un appel via différents canaux. Je profite de la tribune que vous m'offrez pour en appeler à vos relations qui souhaiteraient s'engager dans cette belle aventure humaine, c'est avec plaisir que nous les rencontrerions.

Enfin, vous me demandez de répondre à des questions concrètes en ce qui concerne l'organisation du travail du nouveau coordinateur et de l'animateur mi-temps.

Comme cela a été dit à plusieurs reprises également, nous ne pourrons répondre à cette question que lorsque le travail pourra être organisé ; c'est-à-dire après que le coordinateur ait pris fonction et que nous puissions recenser le nombre de personnes qui accompagneront la prochaine année académique.

Je peux cependant vous dire que nous sommes conscients que les deux personnes qui étaient en charge de l'alpha/fle, ont été fort sollicitées par des demandes à caractère social.

Cet accueil sera repensé afin de tenter de répondre aux attentes des utilisateurs tout en préservant des moments de concentration possible pour les travailleurs de l'alpha qui ont des tâches déterminées à accomplir.

Il sera donc important pour la nouvelle équipe de dégager un équilibre adéquat entre les différentes missions qu'ils auront à assurer telles que :

- o le suivi administratif,
 - o la levée de fonds dans le cadre entre autre de réponse à des appels à projet,
 - o les rapports d'activités
- et c'est évident,
- o l'accueil,
 - o l'orientation sociale,
 - o l'accompagnement des volontaires,
 - o l'organisation des activités
 - o et la coordination avec la direction du centre.

Enfin, je vous informe, si vous ne le savez pas, que le Vice-président et moi-même, à

certains moments accompagnés par la direction, avons à plusieurs reprises rencontré les volontaires, puis les volontaires et les apprenants pour leur réaffirmer notre volonté de :

- Poursuivre les activités alpha/fle
- Maintenir le nombre d'accueils accessibles
- Augmenter les activités proposées aux apprenants.

Voilà, Monsieur le conseiller, je pense avoir répondu à vos questions.

Je vous remercie pour votre attention ... et pour ces questions qui m'ont permis, une fois de plus, d'expliquer les difficultés de l'alpha/fle et de réaffirmer notre choix engagé de poursuivre ce projet qui nous tient à cœur.

Interpellation juin 2017 : Bal du bourgmestre

Il y a eu ces derniers jours de multiples sorties dans la presse concernant l'information judiciaire dont fait l'objet le conseiller communal, bourgmestre empêché d'Evere, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale, monsieur Rudi Vervoort. Cette information judiciaire concerne l'organisation du bal annuel du bourgmestre à Evere. Depuis 2013 nous avons plusieurs fois questionné le Collège au conseil communal sur le bal du bourgmestre, ses comptes, les avantages octroyés par la commune dans son organisation mais sans grand succès. A plusieurs reprises, le Collège nous a répondu que s'agissant d'une organisation privée, non communale, il ne peut répondre à certaines de nos nombreuses questions.

Ceci étant, les choses changent ... La réponse de monsieur Vervoort s'exprimant lui-même à ce sujet dans un reportage diffusé ce vendredi 16 juin sur RTL info a retenu toute notre attention. Je le cite : « Le compte Bal du bourgmestre est tout à fait transparent »

Puisqu'il en est ainsi, nous demandons à la commune d'Evere d'adresser une requête à monsieur Vervoort lui demandant de fournir au conseil communal les éléments permettant de faire toute la transparence sur le compte « Bal du bourgmestre » à savoir, pour les 3 dernières années:

- Le bilan et le compte de résultat de l'activité
- La liste complète des sponsors de l'événement (qui ont obtenu de l'espace publicitaire) et l'apport financier ou la contrepartie de chacun.
- La liste exhaustive et détaillée des prestations réalisées par des membres du personnel communal (e.a. secrétaire du bourgmestre, ouvrier communaux, personnel pour le service au moment de l'événement, impression/collage des affiches, service de sécurité, ...)
- La liste exhaustive des services communaux gratuits ou payants dont a bénéficié le Bal du bourgmestre e.a. location de la salle communale du complexe sportif, parution en 1ère page dans l'Evere contact, construction des panneaux d'affichage et collage proprement dit, enlèvement des panneaux publicitaires, utilisation du téléphone, du papier à entête et des timbres communaux pour l'envoi d'un courrier à toutes les entreprises d'Evere ...) ainsi que le montant facturé pour chaque service.

D'autre part, étant donné le succès des bals de la commune dans notre pays et Evere n'échappe pas à cette réussite, nous pensons qu'il est important de garder ce type d'évènement dans notre commune. Mais pour en finir une bonne fois pour toute avec ce mélange des genres (le bal du bourgmestre organisé par le bourgmestre empêché

mais pas par la commune), nous appelons le conseil communal à voter lors de sa prochaine assemblée une motion pour organiser l'année prochaine un bal des éverois organisé cette fois par la commune.

Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff, donne lecture du texte suivant :

1. CONSIDERATIONS GENERALES

1.1. Comme dans de très nombreuses communes, un « Bal du Bourgmestre » est organisé, chaque année, à Evere.

1.2. Ce « Bal du Bourgmestre » présente plusieurs particularités.

1.3. D'abord, il se tient au début du mois de mars de chaque année, alors que de très nombreux bals sont organisés en septembre ou en début octobre.

1.4. Ensuite, l'organisation du bal est telle que le profit n'est pas recherché : il s'agit d'organiser un moment de convivialité et non d'engendrer des bénéfices qui permettraient de financer telle ou telle action sociale.

1.5. Enfin, il s'agit d'une initiative « paracommunale ».

Le bal est organisé par le bourgmestre et par l'assistante administrative affectée à son secrétariat.

1.6. Cette assistante a pour mission, notamment, d'être le relais entre les habitants et le bourgmestre ; l'organisation de festivités est une des activités qui lui sont confiées. L'organisation du bal rentre donc pleinement dans le cadre de l'exercice de ses fonctions.

1.7. Le bal a lieu dans la salle F. Guillaume.

En l'état, le Collège offre une occupation gratuite des infrastructures sportives aux services communaux, aux écoles communales, au CPAS, à la fraternelle du personnel communal, aux centres culturels lorsque l'occupation gratuite est prévue dans leur convention avec la Commune, aux clubs faisant un travail social en lien avec la prévention et au Kiko Muco Cup.

1.8. Les interventions du personnel communal pendant le bal du bourgmestre font l'objet d'une facturation, calculée sur base des informations recueillies par le service du personnel.

Tous les états de recouvrement ont toujours été payés dans le mois de l'établissement de ces états.

1.9. Le compte bancaire sur lequel les recettes du bal sont payées et à partir duquel les frais liés à l'organisation sont payés est un compte ouvert au nom du bourgmestre. Il ne s'agit, en rien, d'un compte communal.

Les entrées et sorties sont, chaque année, de l'ordre de 25.000 euros.

2. REPONSES AUX QUESTIONS

Cette présentation étant faite, voici les réponses aux questions précises qui ont été posées.

2.1. Le bilan et le compte de résultat de l'activité

Il n'y a ni bilan ni compte de résultat mais, comme il a été dit, un équilibre entre les recettes et les dépenses qui sont toutes deux de l'ordre de 25.000 euros.

2.2. La liste complète des sponsors de l'évènement et l'apport financier ou la contrepartie de chacun

Il n'y a pas de véritables « sponsors » de l'évènement mais bien des sympathisants qui réservent un emplacement publicitaire sur le programme imprimé. Il suffit de consulter le programme pour connaître ces sympathisants. Les recettes de publicités se montent à environ 10.000 euros par an.

Les sympathisants n'offrent pas de prestations ou de marchandises à prix réduits ou gratuitement ; le montant des publicités est payé sur le compte bancaire.

2.3. Liste exhaustive et détaillée des prestations réalisées par les membres du personnel communal

Le secrétariat du bourgmestre, dans le cadre de l'exercice normal des fonctions qui lui sont confiées, organise le bal du bourgmestre.

La Commune facture les prestations des huit membres du personnel communal qui sont présents le soir du bal.

Aucun autre membre du personnel communal n'effectue de prestations en dehors de ses prestations habituelles à cette occasion.

3. LISTE EXHAUSTIVE DES SERVICES COMMUNAUX GRATUITS OU PAYANTS DONT BENEFICIE LE BAL

Comme il a été dit ci-dessus, à l'instar d'autres manifestations, l'occupation de la salle est gratuite. Le bal est, en effet, annoncé par la revue « Evere contact » ; le secrétariat du bourgmestre utilise l'infrastructure mise à sa disposition pour en assurer l'organisation et la préparation. Ces missions rentrent dans les attributions du secrétariat et aucune facturation n'est effectuée.

Le Bal bénéficie, comme d'autres activités communales, de l'affichage dans les panneaux 'ClearChannel'.

L'organisation bénéficie, comme d'autres activités d'envergure sur la Commune et permettant son rayonnement (par exemples Evere en Fête, les activités de la Fraternelle), de placement de panneaux par les ouvriers communaux dans le cadre de leurs prestations habituelles.

Enfin, concernant le matériel mis à disposition, il est à noter qu'au début du Bal, il y a 20 ans, un certain nombre d'investissements ont été effectués par les organisateurs du Bal dans l'achat de matériel servant à des festivités (comme les tables mange-debout) et rangé à la Commune qui en a fait bénéficier d'autres événements.

4. CONCLUSION

Vous soulignez le succès que rencontre le bal mais prétendez qu'il existe un mélange des genres (le bal du bourgmestre sera organisé par le bourgmestre empêché mais pas par la Commune) de sorte que vous avez appelé le conseil communal à voter, lors de sa prochaine assemblée, une motion pour organiser l'année prochaine un bal des éverois organisé par la Commune.

On n'aperçoit pas le prétendu mélange des genres que vous dénoncez lorsque le bal du

bourgmestre serait organisé ... par le bourgmestre.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins n'est évidemment pas opposé à réfléchir à l'organisation de cette manifestation et à faire part, ensuite, de ses réflexions au conseil ; il doit cependant observer dès à présent les éléments suivants :

- Le bal du bourgmestre est un événement convivial et rassembleur qui a pris sa place dans les manifestations organisées à Evere et qui rencontre un très grand succès. Il faut veiller à ne pas mettre en cause, de manière inutile, une manifestation qui fonctionne ;
- Le Collège n'est évidemment pas opposé à la transparence dans ce dossier comme dans tous les autres dossiers. Un relevé pourrait être fait et communiqué au conseil communal, après chaque bal, de la participation de la Commune au bal du bourgmestre ;
- Avant d'envisager l'organisation et la prise en charge du bal par la Commune elle-même, il faut être conscient, d'une part, de la participation de très nombreux bénévoles à l'organisation de ce bal – et il ne s'agirait pas de décourager ce bénévolat ou de faire prendre en charge par la Commune les tâches que les bénévoles assurent –, tandis que, d'autre part, il faut être conscient de ce qu'aujourd'hui, la Commune n'assume en rien le risque financier de l'organisation.

Le Conseil entend les 2 interpellations de Monsieur Jean-Philippe Mommart, Conseiller communal. Ensuite Monsieur Pierre Muylle, Bourgmestre ff et Madame Dominique Clajot, Echevine, lui répondent.

Interpellaties ingeschreven op de agenda ingevolge het schriftelijk verzoek dd. 22 juni 2017 van de Heer Jean-Philippe Mommart, Gemeenteraadslid. – Alpha-FLE en bal van de burgemeester.

De Raad hoort de 2 interpellaties van de Heer Jean-Philippe Mommart, Gemeenteraadslid. Vervolgens antwoorden de Heer Pierre Muylle, dd Burgemeester en Mevrouw Dominique Clajot hem.

SECTEUR TRAVAUX PUBLICS - SECTOR OPENBARE WERKEN

29.06.2017/A/0046 **Acquisition de deux niveaux à usage de crèche dans l'immeuble 123-125 rue Colonel Bourg – Décision de principe.**

Le CONSEIL, réuni en séance publique,

Considérant que depuis novembre 2016, l'opportunité est étudiée de prendre en location ou en acquisition deux espaces, au rez-de-chaussée et au 1er étage, appartenant à Securex dans l'immeuble sis au n°123-125 de la rue Colonel Bourg, encore tout récemment affecté à l'usage d'accueil de la petite enfance ;

Considérant que le prix de vente annoncé par le propriétaire est de € 860.000 par niveau à majorer des frais de notaire et d'enregistrement (+ 12,5%) ;

Considérant qu'en cas d'achat groupé des deux niveaux, le prix de vente convenu serait de € 1.500.000 (+ frais 12,5%);

Considérant que ce projet est à voir dans le cadre du nécessaire abandon prochain du prégardiennat Fonson (hors normes ONE) et de l'ouverture d'une crèche néerlandophone en plus de la crèche De Hummeltjes ;

Considérant que des visites sur place ont été faites, que les organismes subsidants (ONE, Kind & Gezin, FWB, VCG) ont été contactés et les accords de principe sont obtenus ;

Considérant qu'un taux de subside de 60% est probable ;

Considérant que des demandes d'adaptation à nos besoins ont été présentées au propriétaire ;

Considérant que SECUREX a proposé à la mi-mai les 2 projets d'aménagement "Col. Bourg 123-125 REZ" et "Kol. Bourg 1ste verd." (plan schématique + budget de réalisation). Dans les deux cas, Securex et son partenaire Gexim aménageur d'espaces ont répondu aux demandes formulées par le service "milieux d'accueil de la petite enfance" validées par ONE;

Considérant que les deux budgets d'aménagement sont fixés à € 72.000 /niveau (+ 12,5% mais pas de TVA, le vendeur englobant ces coûts dans son prix de vente) ;

Considérant que tant sur le plan architectural et technique, plus rien ne s'oppose à l'approbation de ces deux projets ;

Considérant dès lors que le prix de vente serait au maximum :

- de € 932.000 par niveau (hors frais de vente) ou
- de € 1.644.000 (hors frais de vente) en cas d'achat groupé des deux niveaux;

Considérant que les montants suivants ont été prévus à la demande de modification budgétaire de juin 2017, à savoir :

- F 84417 / 712-60 : € 2.135.000,-
- F 84417 / 663-51 : € 1.140.000,-

Considérant qu'il conviendrait dès lors de préparer au plus vite un compromis de vente, avec clause suspensive relative à des garanties de subsides ;

Considérant que sur cette base, le propriétaire ferait exécuter les travaux convenus ;

Considérant que l'acte de vente pourrait être signé en novembre 2017 pour une occupation effective dès janvier 2018 ;

Vu l'article 6 §2 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'article 1, 3° de l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

D'adopter le principe d'acquérir le rez-de-chaussée ou le 1^{er} étage, propriétés de Securex dans l'immeuble sis 123-125 rue Colonel Bourg, conformément aux plans en annexe

- pour le prix maximum de € 932.000 par étage (hors frais de vente) ou
- les deux niveaux de manière groupée pour le prix probable de € 1.644.000 (hors frais de vente).

Article 2 :

De charger le service Patrimoine de préparer avec le propriétaire et un notaire le compromis de vente avec clause suspensive relative à des garanties de subsides.

Article 3 :

D'introduire les dossiers requis auprès des autorités subsidiantes.

Article 4 :

Cette délibération sera transmise en double exemplaire à l'autorité de la tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

24 votants : 24 votes positifs.

Aankoop van twee niveaus met bestemming voor kinderdagverblijf in het gebouw gelegen Kolonel Bourgstraat 123-25 - Principebeslissing.

De RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Overwegende dat sinds november 2016 de mogelijkheid werd bestudeerd om twee niveaus (gelijkvloers en 1ste verdieping) te huren of aan te kopen van het in eigendom van Securex zijnde gebouw gelegen in de Kolonel Bourgstraat nr. 123-125, dat tot voor kort nog de bestemming voor kinderopvang had;

Overwegende dat de vermelde verkoopprijs door de eigenaar € 860.000 bedraagt per niveau, te verhogen met de notaris- en de inschrijvingskosten (+12,5%);

Overwegende dat in geval van een gegroepeerde aankoop van de twee niveaus, de overeengekomen verkoopprijs € 1.500.000 zou zijn (+kosten 12,5%);

Overwegende dat dit project gezien moet worden in het kader van een nieuwe locatie die dient gevonden te worden voor de peutertuin Fonson (ten gevolge van de non-conformiteit van het huidig gebouw aan de ONE-normen) en de opening van een aanvullend Nederlandstalig kinderdagverblijf aan dat van de Hummeltjes;

Overwegende dat er bezoeken ter plaatse werden gehouden, dat de subsidiërende instellingen (ONE, Kind & Gezin, FWB, VCG) werden gecontacteerd en de principeakkoorden werden verkregen;

Overwegende dat een subsidietarief van 60% mogelijk is;

Overwegende dat de aanvragen tot aanpassing volgens onze behoeften werden voorgesteld aan de eigenaar;

Overwegende dat SECUREX, midden mei, 2 aanpassingsprojecten heeft voorgesteld voor de "Kol. Bourg 123-125 gelijkvloers" en "Kol. Bourg 1ste verdieping" (schematisch plan + uitvoeringsbegroting). In de beide gevallen hebben Securex en zijn partner ruimteplanner Gexim beantwoord aan de geformuleerde vragen van de dienst "kinderopvang" goedgekeurd door ONE;

Overwegende dat de twee begrotingen voor de inrichting werden vastgelegd op € 72.000 €/niveau (+ 12,5% maar geen BTW; de verkoper overkoepelt zijn kosten in zijn verkoopprijs);

Overwegende dat zowel op het architecturaal als op het technisch plan, niets de goedkeuring van deze twee projecten nog kan tegenhouden;

Overwegende dat bijgevolg de verkoopprijs maximaal:

- € 932.000 per niveau (exclusief verkoopkosten) of
- € 1.644.000 (exclusief verkoopkosten) bij gegroepeerde aankoop van twee niveaus zou zijn;

Overwegende dat de volgende bedragen werden voorzien in de begrotingswijziging van juni 2017, te weten :

- F 84417 / 712-60 : € 2.135.000,-
- F 84417 / 663-51 : € 1.140.000,-

Overwegende dat er moet overeengekomen worden om zo snel mogelijk een verkoopovereenkomst op te maken, met een opschortende clausule betreffende de garanties voor de subsidies;

Overwegende dat, op deze basis, de eigenaar de overeengekomen werken moet uitvoeren;

Overwegende dat de verkoopakte ondertekend kan worden in november 2017 voor een effectieve bezetting vanaf januari 2018;

Gelet op artikel 6 § 2 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratieve toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en op artikel 1, 3° van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratieve toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1:

Het aankoopprincipe van het gelijkvloers en de 1ste verdieping, eigendom van Securex, gelegen in het gebouw in de Kolonel Bourgstraat 123-125, aan te nemen, in overeenstemming met de plannen in bijlage,

- voor de maximum prijs van € 932.000 per verdieping (exclusief verkoopkosten) of
- de twee niveaus gegroepeerd voor de mogelijke prijs van € 1.644.000 (exclusief verkoopkosten).

Artikel 2 :

De dienst Patrimonium te belasten met het opstellen van een verkoopovereenkomst met opschortende clausule betreffende de garanties voor de subsidies, samen met de eigenaar en een notaris.

Artikel 3 :

De vereiste dossiers in te dienen bij de subsidiërende overheden.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging zal in tweevoud worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

SECRÉTARIAT COMMUNAL - GEMEENTESECRETARIAAT

29.06.2017/A/0047 **AP School - Complexe Clair-Vivre**

Suite au message reçu par les parents d'élèves ci-joint via l'application AP SCHOOL :

"Madame, Monsieur, Chers parents,

Suite à une décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins ce mardi 27 juin, les trois classes du Complexe Sportif ne seront plus utilisées par l'école Clair-Vivre.

Seuls les enfants d'une classe de 3e année ainsi que les trois titulaires devront déménager vers le Centre. Les deux autres classes de 4e année allant de toute façon en septembre sur l'implantation du Centre pour y faire leur 5e année.

Désormais, toutes les classes de 3e et 4e année seront ensemble sur l'implantation du Centre.

Vu la date de la prise de décision et de son annonce, nous avons été dans l'impossibilité d'offrir une communication optimale sur cette fermeture et avons prévenu le plus vite possible les personnes touchées directement par ce changement.

Les services communaux et les directions d'école mettent tout en œuvre pour offrir un accueil de qualité aux enfants et enseignantes arrivant du Complexe, trois locaux sont déjà prêts pour les enfants et des travaux sont prévus pendant les vacances afin de permettre une organisation des cours de remédiation et de néerlandais. Une réorganisation de l'heure de midi est aussi prévue pour la cour de récréation.

Nous sommes conscientes que cette situation est difficile et que certains enfants et

parents sont tristes de voir se fermer cette petite bulle qu'était le Complexe. J'y ai moi-même été une enseignante très heureuse pendant 7 ans.

C'est une page qui se tourne pour notre école mais nous sommes convaincues que nos titulaires ainsi que les élèves de la classe de 3e année trouveront leur place sur l'implantation du Centre.

Valérie Lega et Valérie Pasteys"

Les questions du groupe Ecolo-Groen sont les suivantes

- les parents et les enseignants du Complexe semblent opposés à la fermeture, pourquoi n'ont-ils jamais été consultés alors que leurs enfants sont les premiers concernés.
- pourquoi fermer 3 classes alors que nous avons besoin de plus de places dans les écoles ?
- pourquoi n'avoir pas ouvert jusqu'à aujourd'hui trois classes supplémentaires si 3 lieux s'y prêtaient alors qu'on a besoin de place dans l'enseignement fondamental ?
- il semble que les 3 classes sont réintégrées dans Clair-Vivre Centre déjà surabondante:
- Qu'en est-il de l'espace réservé à chaque élève (m2) en classe mais aussi dans les aires de récréation?
- Qu'en est-il des infrastructures d'accueil salle de cours, cour de récréation, toilettes, réfectoire, salle de gym...
- Les 3 locaux "réaffectés" étaient donc inutiles ? Que deviennent ceux qui les occupaient jusqu'à présent? - pourquoi aujourd'hui ? quelle est l'urgence?
- pourquoi communiquer aussi mal avec la direction et les parents concernés?

Monsieur Christian Beoziere, Echevin, répond :

Le Collège du 27/6 a décidé de ne plus occuper le site parc (annexe de Clair-Vivre) à partir du 1/9/2017. La décision longuement réfléchie et concertée repose sur les arguments suivants :

- a) L'éloignement géographique du lieu par rapport au bâtiment central ;
- b) Les difficultés de mobilité qui en découlent tant pour l'accès des parents que pour les transports des enfants ;
- c) La sécurité globale du lieu qui a fait l'objet d'une remarque négative de la Communauté française avec remarques suivantes : clôturer complètement le lieu de manière à l'isoler du reste du parc, ce qui s'avère irréaliste sur le plan technique comme sur le plan financier, ce qui impliquerait une modification importante du complexe sportive ;
- d) La sécurité pure et simple découlant des mesures OCAM3, et OCAM4 à un moment ;
- e) Vu l'élaboration concertée entre l'administration et l'école, un plan d'accueil des élèves a été élaboré. Il n'y aura donc pas de surpopulation dans l'école Clair-Vivre ;
- f) Qu'un numéro FASE est indispensable pour la réalisation du plan écoles non disponible auprès de la FED Wallonie/Bruxelles : rappel construction classes à Evere au nombre de 27;
- g) De la décision de l'IBGE (Région Bruxelloise) de fermer les parcs en cas de grand vent ou tempête et des risques qui pourraient en découler.

La décision murement réfléchi à pour but de ne pas perturber les cours pendant l'année scolaire, mais bien de l'appliquer en début de l'année.

La direction de l'école a été informée de même que les parents et les enseignants.

Un plan de communication a été prévu et les institutrices (au nombre de 3) seront reçus à mon invitation ce vendredi.

Les parents des classes parc seront reçus à mon invitation le mercredi en compagnie de la directrice.

Toute personne ou groupe d'intérêt sera également reçu à leur demande et sur rendez-vous.

La volonté du collège a été de prendre la décision avant la fin de l'année scolaire de manière à ce que tout le monde soit prévenu avant la fin de l'année scolaire. Il n'y aura donc plus de rentrée scolaire au parc pour toutes les raisons évoquées ci-avant !

Le Conseil entend l'intervention de Monsieur Hicham Talhi, Conseiller communal. Ensuite Monsieur Christian Beoziere, Echevin, lui répond.

24 votants : 24 votes positifs.

AP School - Complexe Clair-Vivre

De Raad hoort de interventie van de heer Hicham Talhi, Gemeenteraadslid. Vervolgens antwoordt de Heer Christian Beoziere, Schepen, hem.

24 stemmers : 24 positieve stemmen.

29.06.2017/A/0048 Remplacement d'un membre du Conseil de l'action sociale.

LE CONSEIL, réuni en séance publique,

Vu la lettre du 26 avril 2017 de Monsieur Edwin Curraj par laquelle il présente sa démission en qualité de conseiller du C.P.A.S.;

Vu l'installation de Monsieur Edwin Curraj en qualité de membre du Conseil du C.P.A.S. en date du 4 novembre 2016 en remplacement de Monsieur Housini Chairi;

Considérant que l'acte de présentation présentant la candidature de Madame Rafaella Emilie Robert comme candidat membre effectif prévoyait les candidatures comme candidats suppléants de Monsieur Housini Chairi, Monsieur Edwin Curraj et Madame Claire Finné;

Considérant que Monsieur Housini Chairi, par sa lettre du 23 septembre 2016 a présenté sa démission en qualité de conseiller du C.P.A.S.;

Considérant que Madame Claire Finné, par sa lettre du 16 mai 2017 nous à fait savoir

ne pas vouloir siéger en qualité de membre du Conseil C.P.A.S. et que par conséquent il n'y a plus de suppléants pour le remplacement de Monsieur Edwin Curraj;

Vu l'article 17 de la loi du 8 juillet 1976 disposant que: "Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du Conseil de l'action sociale avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas ou plus de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants dans l'ordre de leur présentation";

Considérant que l'acte de présentation présentant la candidature comme candidat effectif de Madame Rafaella Emilie Robert a été présenté par Monsieur Jean-Philippe Mommart, et qu'il dispose de ce fait de la possibilité de présenter un acte de présentation dans le cadre de ces remplacements;

Vu l'acte de présentation du 30 mars 2017 présenté par Monsieur Jean-Philippe Mommart et présentant la candidature de Monsieur Hidali, Mohamed, comme candidat effectif et Monsieur Verhaegen, Jacques Bernard André, comme candidat suppléant dans le cadre de ces remplacements;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 18 de la loi du 8 juillet 1976 prévoyant la transmission du dossier relatif à l'élection au Collège juridictionnel;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre acte de la lettre de démission du 26 avril 2017 de Monsieur Edwin Curraj, de la lettre de démission du 23 septembre 2016 de Monsieur Housini Chairi et de la lettre du 15 décembre 2016 de Madame Martine Empain.

Article 2 :

De prendre acte de l'acte de présentation du 26 juin 2017 présenté par Monsieur Jean-Philippe Mommart et présentant Monsieur Hidali, Mohamed, comme candidat effectif et Monsieur Verhaegen, Jacques Bernard André, candidat suppléant dans le cadre de ces remplacements.

Article 3 :

De proclamer élu Monsieur Hidali, Mohamed, comme candidat effectif et Monsieur Verhaegen, Jacques Bernard André, comme candidat suppléant dans le cadre du remplacement de ce dernier, en application de l'article 17 de la loi du 8 juillet 1976.

Article 4 :

De reprendre cette délibération sur la liste des délibérations qui doit être transmise à la tutelle et de la faire parvenir au Collège juridictionnel.

Le Conseil prend connaissance.

Vervanging van een lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn.

DE RAAD, vergaderd in openbare zitting,

Gelet op het schrijven van de Heer Edwin Curraj van 26 april 2016 houdende indiening van haar ontslag als OCMW-raadslid;

Overwegende dat de Heer Edwin Curraj als O.C.M.W.-raadslid geïnstalleerd werd op datum van 4 november 2016, in opvolging van de Heer Housini Chairi;

Overwegende dat de akte houdende voordracht van Mevrouw Rafaella Emilie Robert als kandidaat werkend lid voorzag in de kandidaturen als kandidaat opvolger van de Heer Housini Chairi, de Heer Edwin Curraj en Mevrouw Caire Finné;

Overwegende dat de Heer Housini Chairi via brief van 23 september 2016 heeft zijn ontslag ingediend als OCMW-raadslid;

Overwegende dat Mevrouw Claire Finné via brief van 16 mei 2017 heeft laten weten niet te willen zetelen als O.C.M.W.-raadslid en dat er bijgevolg geen opvolgers in aanmerking komen voor de vervanging van de Heer Edwin Curraj;

Gelet op het artikel 17 van de Wet van 8 juli 1976 stellende "Wanneer een werkend lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de Raad voor maatschappelijk welzijn en hij geen opvolger of opvolgers meer heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat werkend lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval zijn deze kandidaten gekozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in de orde van hun voordracht";

Overwegende dat de akte van voordracht voorzienend in de voordracht als kandidaat werkend lid van Mevrouw Rafaella Emilie Robert door de heer Jean-Philippe Mommart werd voorgedragen, en dat hij bijgevolg over de mogelijkheid beschikt om in een voordracht in het kader van deze vervanging te voorzien;

Gelet op de akte van voordracht van 26 juni 2017 voorgedragen door de heer Jean-Philippe Mommart en voordragend de Heer Mohamed Hidali, als kandidaat werkend lid en de Heer Jacques Bernard André Verhaegen, als kandidaat opvolger in het kader van deze vervanging;

Gelet op het artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende de organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 18 van de wet van 8 juli 1976 voorzienend in de overmaking van het verkiezingsdossier aan het rechtscollege;

BESLUIT :

Artikel 1:

Akte te nemen van de brief van de Heer Edwin Curraj dd. 26 april 2017 en van het schrijven van de Heer Housini Chairi dd. 15 december 2016.

Artikel 2 :

Akte te nemen van de akte van voordracht van 26 juni 2017 voorgedragen door de heer Jean-Philippe Mommart en voordragend de Heer Hidali, Mohamed, als kandidaat werkend lid en de Heer Verhaegen, Jacques Bernard André, als kandidaat opvolger in het kader van deze vervanging.

Artikel 3 :

De Heer Hidali, Mohamed, als kandidaat werkend lid en de Heer Verhaegen, Jacques Bernard André, als kandidaat opvolger gekozen te verklaren in het kader van de vervanging van de Heer Hidali, Mohamed, in toepassing van het artikel 17 van de wet van 8 juli 1976.

Artikel 4 :

Deze beraadslaging op te nemen op de lijst der beraadslagingen die aan de toezichthoudende overheid dient overgemaakt te worden en ze over te maken aan het rechtscollege.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 23:50
Opheffing van de zitting om 23:50

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président du Conseil communal,
De Voorzitter van de gemeenteraad,

Dirk Borremans

Georges Pollet